

29943

E/1986/33  
E/ECA/CM.12/45

# **COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

## **RAPPORT ANNUEL**

30 avril 1985 – 21 avril 1986

## **CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**DOCUMENTS OFFICIELS, 1986**

## **SUPPLEMENT N° 12**



**NATIONS UNIES**

**New York, 1986**

**NOTE**

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

**E/1986/33**  
**E/BCA/CH.12/45**

## TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
ABREVIATIONS ET SIGLES . . . . .		iv
INTRODUCTION . . . . .	1	1
I. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL OU PORTEES A SON ATTENTION . . . . .	2	1
Questions appelant une décision du Conseil . . . . .	2	1
II. ACTIVITE DE LA COMMISSION AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 30 AVRIL 1985 AU 21 AVRIL 1986 . . . . .	3 - 169	6
A. Activités des organes subsidiaires .	3	6
B. Autres activités . . . . .	4 - 160	6
C. Relations avec d'autres programmes des Nations Unies . . . . .	161 - 169	35
III. VINGT ET UNIEME SESSION DE LA COMMISSION ET DOUZIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES . . . . .	170 - 357	37
A. Participation et organisation des travaux . . . . .	170 - 179	37
B. Ordre du jour . . . . .	180	38
C. Compte rendu des travaux . . . . .	181 - 355	42
D. Programme de travail et ordre de priorités . . . . .	356 - 357	74
IV. RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE DES MINISTRES A SA DOUZIEME REUNION . . .		77

### Annexes

I. Réunions d'organes subsidiaires tenues pendant la période considérée (30 avril 1985 au 21 avril 1986)	117
II. Liste des documents	119

## ABREVIATIONS ET SIGLES

AAC	- Association africaine de cartographie
ACP	- Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AFRAA	- Association des compagnies aériennes africaines
ARTA	- Autorité de la route transafricaine
ANC	- African National Congress
APD	- Aide publique au développement
BAD	- Banque africaine de développement
BOAD	- Banque ouest-africaine de développement
CAAMD	- Centre africain pour l'application de la météorologie au développement
CAEM	- Centre africain d'études monétaires
CAFAC	- Commission africaine de l'aviation civile
CARFF	- Centre africain de recherche et de formation pour la femme
CATD	- Conseil régional africain de télédétection
CCI	- Centre du commerce international
CEA	- Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	- Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEE	- Communauté économique européenne
CEEAC	- Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
CEPALC	- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CEPD	- Coopération économique entre pays en développement
CEPGL	- Communauté économique des pays des Grands Lacs
CESAO	- Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	- Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

CDRIA	- Centre de développement rural intégré pour l'Afrique
CIM	- Comité intergouvernemental pour les migrations
CNUCED	- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUEH	- Centre des Nations Unies pour les établissements humains
CODESRIA	- Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique
CRAT	- Centre régional africain de technologie
CRDI	- Centre de recherche sur le développement international (Canada)
CREP	- Centre régional d'études de population
CRTO	- Centre régional de télédétection
CTPD	- Coopération technique entre pays en développement
FADI	- Fonds africain de développement industriel
FAO	- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FASNUDA	- Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique
FIDA	- Fonds international de développement agricole
FIPF	- Fédération internationale pour le planning familial
FISE	- Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	- Fonds monétaire international
FNUAP	- Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
GATT	- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDEP	- Institut africain de développement économique et de planification
IFORD	- Institut de formation et de recherche démographiques

MULPOC	- Centre multinational de programmation et d'exécution de projets
NPSA	- Nouveau Programme substantiel d'action
OAB	- Organisation africaine du bois
OACI	- Organisation de l'aviation civile internationale
OIG	- Organisation intergouvernementale
OIT	- Organisation internationale du Travail
OMM	- Organisation météorologique mondiale
OMPI	- Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	- Organisation mondiale de la santé
ONG	- Organisation non gouvernementale
ONUDI	- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPF	- Organisation panafricaine des femmes
ORAN	- Organisation régionale africaine de normalisation
OUA	- Organisation de l'unité africaine
PAC	- Pan Africanist Congress of Azania
PADIS	- Système panafricain de documentation et d'information
PAM	- Programme alimentaire mondial
PANAFTEL	- Réseau panafricain de télécommunications
PFSA	- Programme de formation statistique pour l'Afrique
PMA	- Pays les moins avancés
PNUD	- Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	- Programme des Nations Unies pour l'environnement
RIPS	- Regional Institute for Population Studies
SCRSD	- Services consultatifs régionaux pour les statistiques démographiques

SGPC	- Système généralisé de préférences commerciales
SWAPO	- South West Africa People's Organization
UDEAC	- Union douanière et économique des Etats de l'Afrique centrale
UIT	- Union internationale des télécommunications
UNU	- Université des Nations Unies
ZEP	- Zone d'échanges préférentiels

## INTRODUCTION

1. Le présent rapport qui porte sur la période allant du 30 avril 1985 au 21 avril 1986 a été établi en application du paragraphe 18 du mandat de la Commission et adopté par la Conférence des ministres de la Commission le 19 avril 1986.

### I. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL OU PORTEES A SON ATTENTION

#### Questions appelant une décision du Conseil

2. A sa deux cent quarante septième réunion, tenue le 19 avril 1986, la Conférence des ministres de la Commission a décidé de tenir sa treizième réunion/vingt-deuxième session de la Commission à son siège à Addis-Abeba en avril 1987. Au cours de la même réunion, la Conférence des ministres a adopté, à l'unanimité, les projets de résolution suivants, dont sera saisi le Conseil économique et social pour suite à donner:

#### A

#### Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique 1/

##### Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 291 ((XII) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique du 26 février 1977, la résolution 2097 (LXIII) du Conseil économique et social en date du 29 juillet 1977 et la résolution 32/160 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1977, proclamant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Rappelant également la résolution 544 (XX) de la Commission en date du 29 avril 1985, par laquelle celle-ci priait le Secrétariat général de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique des ressources financières suffisantes pour lui permettre d'organiser la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification de même que des réunions sur le cofinancement de certains projets, et ainsi que la résolution 487 (XIX) de la Commission en date du 26 mai 1984, dans laquelle cette dernière a fait sien le programme de la seconde phase de la Décennie,

Se référant à sa résolution 1984/68 en date du 25 juillet 1984 et aux résolutions 38/150 et 39/230 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1983 et du 18 décembre 1984 relatives à la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Se référant également au rapport 2/ du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique soumis au Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de juillet 1985 et à l'Assemblée générale à sa quarantième session,

---

1/ Voir Chapitre IV, résolution 563 (XXI).

2/ A/40/409-E/1985/107.



Avant pris note des rapports annuels sur les progrès accomplis en 1984 et 1985, dans le cadre du programme de la Décennie, du rapport du Corps commun d'inspection de l'Organisation des Nations Unies sur le programme de la Décennie et du rapport du Comité de coordination interinstitutions sur le système régional africain de communications par satellite 3/,

Se félicitant des efforts faits par le Secrétaire exécutif pour mobiliser des ressources et pour solliciter l'assistance de la communauté internationale en vue de l'exécution de la seconde phase du programme,

Notant avec satisfaction que des ressources financières ont été dégagées par l'Assemblée générale pour la réalisation des activités prévues dans ses résolutions 38/150 et 39/230, notamment des études sur l'harmonisation et la coordination des divers modes de transports et sur les besoins en matière de main-d'oeuvre et de formation dans les domaines des transports et des communications,

1. Adopte le rapport et fait siennes les résolutions adoptées par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification à sa cinquième réunion tenue le 11 mars 1986 à Harare (Zimbabwe) 4/;

2. Se félicite du rôle joué par le Comité de coordination interinstitutions de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique placé sous la direction de la Commission économique pour l'Afrique, organisme directeur, dans la coordination des activités liées à la réalisation des objectifs de la Décennie;

3. Se félicite du soutien financier que l'Assemblée générale continue d'apporter aux activités entreprises dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

4. Exprime sa gratitude à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement pour son soutien constant au programme de la Décennie notamment en finançant le Groupe de coordination des activités entreprises dans le cadre de la Décennie et le prie de continuer d'allouer des fonds à la Commission au cours du quatrième cycle de programmation du Programme (1987-1991) en vue de la réalisation des objectifs de développement fixés dans le cadre de la Décennie;

5. Remercie les pays donateurs et les institutions financières pour l'assistance financière apportée en vue de l'exécution du programme de la Décennie et les exhorte à poursuivre et à intensifier leur soutien audit programme et au Comité de coordination;

---

3/ La délégation marocaine a exprimé des réserves concernant cet alinéa du préambule.

4/ Le Maroc a exprimé des réserves concernant ce paragraphe.

6. Demande à l'Assemblée générale d'allouer, dans la limite des ressources disponibles, les moyens nécessaires à la CEA pour lui permettre:

a) de procéder à une évaluation détaillée du programme de la Décennie conformément aux recommandations contenues dans le rapport du Corps commun d'inspection sur ce programme;

b) d'organiser les réunions du Comité technique des transports aériens et d'en assurer le service.

B

Décennie du développement industriel de l'Afrique 5/

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 532 (XX) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique en date du 29 avril 1985 dans laquelle elle demandait notamment l'allocation de ressources devant permettre la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Ayant présent à l'esprit le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990) adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingt et unième session,

Conscient du fait que la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et du Programme prioritaire dépend de la disponibilité de ressources suffisantes et de l'engagement des gouvernements, aussi bien au niveau national et sous-régional que régional, ainsi que de celui de la communauté internationale,

Notant avec satisfaction que, dans la résolution 1985/61 du 26 juillet 1985, le Conseil économique et social priait l'Assemblée générale d'étudier la possibilité d'allouer désormais à la Commission économique pour l'Afrique un montant de 700 000 dollars par an à imputer sur le crédit de 5 millions de dollars alloué à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en vertu de la résolution 39/233 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1984, en vue de la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Conscient de l'importance fondamentale du lien entre l'industrie et l'agriculture dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et de la contribution vitale qu'apporterait la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique à la production vivrière et au redressement de l'agriculture en Afrique,

1. Réitère la nécessité pour les pays africains de continuer d'accorder la priorité au secteur industriel en raison de son importance cruciale pour la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990) et la réalisation des objectifs du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos;

---

5/ Voir Chapitre IV, résolution 564 (XXI).

2. Se félicite des efforts déployés par les pays et organisations d'Afrique et par les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en vue de la mise en oeuvre du programme de la Décennie;

3. Prie les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'accroître leur assistance aux pays africains et aux organisations sous-régionales en vue de la promotion de la coopération industrielle sous-régionale dans le cadre de la Décennie;

4. Remercie l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'avoir alloué 8,6 millions de dollars à l'application du programme de la Décennie, dans son budget-programme pour 1986-1987;

5. Demande instamment au Comité du programme et du budget et au Conseil du développement industriel d'accroître les fonds alloués au programme de la Décennie dans le budget-programme de l'exercice 1988-1989, compte tenu du rang de priorité élevé que l'Organisation accorde à ce programme;

6. Lance un appel à l'Assemblée générale pour qu'elle donne suite à la recommandation du Conseil économique et social contenue dans la résolution 1985/61 du 26 juillet 1985, dans laquelle il lui est demandé d'allouer, chaque année, à la Commission économique pour l'Afrique 700 000 dollars, somme représentant la différence entre le montant de 5 millions de dollars alloué chaque année à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel conformément à la résolution 39/233 de l'Assemblée générale et le montant annuel de 4,3 millions de dollars alloué au titre du programme de la Décennie dans le budget-programme de l'Organisation pour l'exercice 1986-1987;

7. Demande que la transformation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée n'entraîne pas la réduction des ressources destinées à l'assistance aux organisations et pays africains dans le cadre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

8. Lance également un appel à la communauté internationale, aux organismes multilatéraux de financement, notamment au Programme des Nations Unies pour le développement et à la Banque mondiale, ainsi qu'aux institutions d'aide bilatérale et d'investissement, pour qu'ils augmentent leurs apports et accroissent leur assistance technique au secteur industriel africain afin de permettre la mise en oeuvre de projets nationaux et sous-régionaux d'investissement et d'appui.

C

Propositions visant à réviser le projet de budget-programme pour  
l'exercice biennal 1986-1987 compte tenu des ouvertures de crédits  
approuvées par l'Assemblée générale et des fonds  
extra-budgétaires disponibles

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 554 (XX) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique du 29 avril 1985 sur le programme de travail et ordre de priorité de la Commission économique pour l'Afrique, 1986-1987,

Avant examiné les propositions de mise à jour du projet de budget-programme, 1986-1987,

Préoccupé par la diminution des ressources dont dispose la Commission pour mener à bien son programme de travail et ordre de priorité,

Convaincu que le programme d'activités devrait être le reflet des ressources disponibles,

1. Décide de mettre à jour le programme de travail et ordre de priorité de la Commission économique pour l'Afrique pour la période 1986-1987, conformément aux propositions formulées;

2. Exprime sa gratitude aux membres du Comité du programme et de la coordination pour le soutien qu'ils ont apporté en vue de l'adoption du programme de travail et ordre de priorité pour la période 1986-1987;

3. Prie le Secrétaire exécutif de réviser le projet du programme de travail et ordre de priorité de la Commission pour la période biennale 1986-1987 conformément aux propositions formulées;

4. Invite le Secrétaire général de l'ONU à tenir compte de ces propositions au moment de l'élaboration de son rapport sur l'activité de l'Organisation au cours de la période biennale 1986-1987.

## II. ACTIVITES DE LA COMMISSION AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 30 AVRIL 1985 AU 21 AVRIL 1986

### A. Activités des organes subsidiaires

3. La liste des réunions tenues par les organes subsidiaires de la Commission au cours de la période considérée figure à l'annexe I du présent rapport.

### B. Autres activités

4. Les activités menées par la Commission au titre de son programme de travail et ordre de priorité ou en application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Conférence des ministres, sont décrites ci-après :

#### Problèmes et politiques de développement

5. Le secrétariat a établi l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique pour 1983-1984 qui traite à fond de l'évolution socio-économique des pays africains ainsi que du développement sectoriel, de l'évaluation des politiques et programmes de développement et des incidences des facteurs extérieurs sur l'économie des pays africains. L'étude qui porte sur l'évolution socio-économique au cours de la période 1984-1985 sera achevée au début de 1986.

6. Le volet du programme de travail relatif à la planification et aux projections a été axé au cours de la période considérée sur la préparation et l'organisation de la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains. Par ailleurs, des services consultatifs et d'assistance technique en matière de planification du développement ont été fournis à certains Etats membres dans le cadre des opérations d'élaboration et d'évaluation des plans, de la réalisation d'études prospectives et de projections économiques. En outre, le secrétariat a mis en place des systèmes de prévision à court terme dans certains pays africains. Il a établi la documentation et les matériaux nécessaires à l'organisation du séminaire sur les modèles de planification multisectorielle à l'intention des planificateurs africains prévu pour le second semestre de 1986.

7. Dans le cadre de ses activités en faveur des pays africains les moins avancés au cours de la période considérée, le secrétariat a participé à la réunion du Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays africains les moins avancés et des institutions multilatérales et bilatérales d'assistance technique et financière aux côtés de représentants des pays les moins avancés, réunion convoquée du 1er au 10 mai 1985 à Genève en vue d'étudier les modalités de l'amélioration des procédures d'octroi et de gestion de l'aide aux pays les moins avancés. Ladite réunion a également passé en revue la situation économique des pays les moins avancés et les mesures prises au niveau national avec l'appui de la communauté internationale pour mettre en oeuvre le nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés au cours des années 80, les moyens de mieux adapter l'exécution des programmes d'aide au développement aux besoins particuliers des PMA, les mesures tendant à améliorer la coordination des programmes d'aide ainsi que les questions d'organisation relatives à l'examen global à mi-parcours du nouveau Programme.

8. Le secrétariat a également participé du 30 septembre au 11 octobre 1985 à Genève, à la sixième réunion du Groupe intergouvernemental de la CNUCED chargé de la question des pays les moins avancés consacrée à l'examen global à mi-parcours du nouveau Programme substantiel d'action. Le secrétariat de la CEA a pu, par les soins du secrétariat de la CNUCED, présenter quatre documents importants à l'intention des représentants des pays les moins avancés d'Afrique à la réunion d'examen du Groupe africain et des autres parties intéressées. Il s'agit des documents suivants: i) Mémoire de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés (TC/B/AC.17/26 Add.1 (Part 1)); ii) Résolution 538 (XX) relative aux mesures propres à assurer l'exécution efficace et rapide du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés au cours de la seconde moitié des années 80 (TD/AC.17/26 Add.1 (Part II)); iii) Examen et évaluation régionale des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés, 1981-1984 (TD/B/AC.17/26 Add. 1 (Part III)); et iv) Etude des conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés, 1981-1984 (E/ECA/LDCs.5/2; ECA/CM.11/35).

9. Le secrétariat était également représenté à trois tables rondes, à savoir une sur le Togo tenue du 26 au 28 juin 1985 à Lomé, une sur le Mali du 2 au 5 décembre 1985 à Bamako et une sur le Tchad tenue du 4 au 6 décembre 1985 à Genève.

10. Le secrétariat a assuré les services de deux réunions au cours du deuxième trimestre de 1986. Il s'agit: de la cinquième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés tenue du 2 au 4 avril 1986 à Yaoundé (Cameroun); et de la sixième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés tenue les 15 et 16 avril 1986 à Yaoundé également. Ces deux réunions étaient saisies des documents de travail suivants: a) Etude des conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés, 1984-1985 (E/ECA/LDCs.6/Exp.5/2); b) Progrès réalisés dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés (E/ECA/LDCs.6/Exp.5/3); c) Evaluation des stratégies alimentaires dans les pays africains les moins avancés (E/ECA/LDCs.6/Exp.5/4) et d) Examen des activités de la CEA en 1984-1985 et de son programme de travail en faveur des pays africains pour la période biennale 1986-1987.

#### Développement industriel

11. Le secrétariat a poursuivi, en coopération avec l'OUA et l'ONUDI, les activités qu'il mène dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Il a notamment établi les documents présentés à la réunion de suivi du MULPOC pour l'Afrique du Nord sur le Programme promotionnel d'intégration industrielle dans le cadre de la Décennie tenue du 10 au 15 mars 1986 à Alger, élaboré des rapports d'évaluation sur l'exécution du volet du programme de travail de la CEA concernant le domaine industriel à l'intention des réunions des responsables et des conseils des ministres des différents MULPOC au cours du premier semestre en 1986.

12. En vue d'amener les entreprises privées et semi-publiques à participer plus pleinement à l'exécution accélérée du programme de la Décennie, un atelier

régional africain d'experts a été organisé sur le rôle des entreprises privées et parastatales dans la mise en oeuvre accélérée de la Décennie du développement industriel de l'Afrique du 11 au 13 décembre 1985 à Addis-Abeba, atelier qui a fourni aux participants l'occasion d'étudier et d'évaluer les modalités prises dans le cadre de l'exécution du programme de la Décennie, de procéder à un échange de vues et de faire des recommandations quant au rôle qu'ils pourraient jouer en particulier.

13. Le secrétariat a continué de fournir des services d'ingénieurs-conseils dans divers domaines, notamment dans le domaine de la formation et des services d'appui, en particulier au Centre régional africain de conception et de fabrication techniques.

14. S'agissant de la création de petites industries, le secrétariat a fourni des services à certains pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, notamment au Niger et à la République centrafricaine. Il a par ailleurs mis au point un répertoire revu et augmenté des profils de projets sur les petites industries.

15. Dans le domaine des agro-industries et des industries forestières, le secrétariat a mené un certain nombre d'activités. Il a publié le Précis technique sur les farines composées en anglais et en français, fourni des services consultatifs au Zaïre et au Congo sur les meilleurs moyens d'importer et d'adapter les techniques de transformation du manioc utilisées en Côte d'Ivoire. Le secrétariat a participé au séminaire consacré aux farines composées tenu en juin 1985 à Lagos (Nigeria), séminaire au cours duquel il a présenté deux études et mené des consultations avec la Nigeria Federal Institute for Industrial Research (FIIRO) sur la normalisation de la râpe du manioc Tinkonko. Il a également eu des discussions à Ibadan (Nigeria) avec les responsables de l'ARCEDEM sur la remise en activité de l'usine de transformation de manioc de la Guinée. Le secrétariat a par ailleurs fourni des services d'ingénieurs-conseils au Cameroun pour le choix d'une petite usine de transformation de l'huile de palme dont l'ARCEDEM a été invité à revoir la maquette en vue de promouvoir la production commerciale de l'huile de palme par des petites entreprises de la région dite du Palm Belt.

16. Le secrétariat a fourni des services techniques aux Etats membres des différents MULPOC dans le domaine des industries forestières et a poursuivi un programme d'aide global exécuté en coopération avec l'Organisation africaine du bois concernant l'identification de projets, l'élaboration de politiques d'ensemble et la réalisation d'études de faisabilité. Il a en outre prêté à un certain nombre de pays une assistance dans le cadre de projets bien déterminés. C'est ainsi qu'il a aidé le Togo à renforcer les capacités de formation et d'exploitation de l'usine de bois de Notse et le Ghana à évaluer l'état de son industrie forestière. Par ailleurs, le secrétariat a aidé l'usine de fabrication de meubles d'Addis-Abeba (Ethiopie) dans différents aspects de ses opérations et effectué des études sur la création d'un complexe d'industrie forestière dans les pays de la CEPGL.

17. Dans le secteur de produits chimiques, le secrétariat a, à titre de suivi dans la mise en place du cadre conceptuel pour l'application du protocole de la ZEP relatif à la coopération industrielle, fourni des services consultatifs du 14 avril au 5 mai 1985 à Djibouti, à Madagascar et aux Comores et ce au titre de l'appui au programme de travail de la ZEP concernant les produits chimiques et les engrais.

18. En vue d'aider les Etats membres et les organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest à effectuer une étude approfondie sur la première génération de projets multinationaux d'industries chimiques, le secrétariat a mené des travaux sur le terrain en Guinée portant sur la collecte de données, la tenue de discussions et de consultations concernant l'assistance qu'il devrait fournir.

19. Le projet du MULPOC pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe relatif à la médecine traditionnelle est en cours d'exécution; il a entre autres objectifs de permettre la fabrication de médicaments essentiels à partir de plantes locales. Des documents de recherche sont en cours d'établissement et seront présentés au cours d'un atelier sur la commercialisation des résultats de recherche et le développement de l'industrie pharmaceutique exploitant les ressources locales.

20. Dans le domaine des industries mécaniques, le secrétariat a entrepris des travaux d'évaluation sur le terrain au Ghana, en Sierra Leone et en Gambie en novembre et décembre 1985 en vue de déterminer les capacités et le potentiel des industries en place. Il a par ailleurs aidé le Rwanda et le Burundi à rechercher les moyens d'améliorer l'exploitation de leurs fonderies, forges, installations de traitement thermique, de façonnage et de machines-outils, leurs ateliers de revêtement métallique, etc. , et à déterminer le potentiel local de fabrication de matériel agricole par de petites installations industrielles et formulé des recommandations pertinentes aux autorités compétentes.

21. Le secrétariat a également aidé le Kenya, Maurice, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Zimbabwe et la Zambie à déterminer leurs besoins en pièces de rechange pour l'exploitation minière, le raffinage des minerais, la sidérurgie, l'industrie mécanique, l'équipement agricole et de transport et formulé des recommandations allant dans ce sens. Un rapport a été présenté lors de la réunion de la ZEP tenue en septembre 1985.

22. En ce qui concerne les industries métallurgiques dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, le secrétariat a, en coopération avec le MULPOC de Niamey aidé les secrétariats de l'Union du fleuve Mano et de la CEDEAO à identifier des projets métallurgiques dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique à présenter aux organes compétents pour décision. A cet effet, un rapport a été présenté aux secrétariats de l'Union du fleuve Mano et de la CEDEAO.

23. Le secrétariat a effectué une étude sur les variantes de technologies pouvant permettre de produire du fer spongieux et procédé à l'évaluation des possibilités de lancement de projets sidérurgiques dans les pays de la ZEP en vue de restreindre l'éventail des choix concernant les exigences de la production d'acier pour la sous-région.

#### Statistiques

24. Comme d'habitude, le volet du programme de travail de la CEA concernant le domaine des statistiques s'est axé sur l'assistance dans le cadre du développement et du renforcement de services statistiques en Afrique ainsi que sur la mise en place d'un service régional d'information statistique au cours de la période considérée.



25. Les principaux programmes du secrétariat qui s'attachent à répondre aux besoins des services nationaux de statistique sont le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages (PADEM), le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA), le Programme concernant la mise en place de services de comptabilité nationale, les services consultatifs régionaux pour les statistiques démographiques, ainsi que les divers travaux relatifs à la mise en place de base de données statistiques. Le secrétariat a par ailleurs lancé un nouveau programme concernant les statistiques de l'environnement.

26. Outre les activités susénumérées, le secrétariat a établi les publications suivantes: Annuaire statistique pour l'Afrique 1983; Indicateurs économiques africains, 1983; Bulletin d'informations statistiques no. 17; Bulletin de statistiques nos 63 et 64; Répertoire des centres de formation statistique et des centres associés participant au programme de formation statistique pour l'Afrique; Echos du PFSA nos 9 et 10. Des imprimés du volume des statistiques du commerce extérieur pour l'Afrique, séries A et C de 1984, l'Annuaire statistique pour l'Afrique de 1984 et les indicateurs socio-économiques africains pour 1984 ont également été établis mais, en raison de problèmes d'imprimerie, leur publication a dû être reportée.

27. Au cours de la période considérée, six réunions ont été tenues. Il s'agit:

a) Du séminaire sur le développement de bases de données statistiques (Addis-Abeba, 30 septembre-4 octobre 1985);

b) De la quatrième réunion des directeurs de centres participant au PFSA (Addis-Abeba, 4-8 novembre 1985);

c) Des ateliers de formation en comptabilité nationale à l'intention des pays anglophones et francophones;

d) Du Groupe de travail sur l'amélioration du système d'état civil et des statistiques des faits d'état civil en Afrique (Addis-Abeba, 21-26 octobre 1985);

e) De la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains (Addis-Abeba, 3-12 mars 1986).

#### Alimentation et agriculture

28. Comme au cours de la précédente période, les activités du secrétariat ont continué à porter sur les principaux domaines suivants au cours de la période considérée :

a) Orientation, planification et programmation du développement agricole;

b) Promotion du développement rural intégré, amélioration des institutions et services agricoles et développement de la production alimentaire;

c) Organismes, services et installations de commercialisation agricole.

29. S'agissant des orientations, de la planification et de la programmation du développement agricole, les activités du secrétariat ont pour l'essentiel visé à renforcer les moyens des Etats membres en matière de planification, à déterminer des projets d'investissement viables, notamment des programmes d'information et d'analyse en matière d'alimentation et d'agriculture ainsi qu'à promouvoir la conservation et la mise en valeur des ressources forestières. Une étude de faisabilité relative à la conservation, au séchage, au conditionnement et à la commercialisation des tubercules dans les pays de la CEPGL (Burundi, Rwanda et Zaïre) a été achevée. Elle vise à promouvoir la sécurité alimentaire dans les trois pays intéressés grâce à l'amélioration des techniques de transformation et de commercialisation. En outre, une étude a été menée sur les politiques alimentaires et agricoles et les systèmes d'exploitation agricole dans certains pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Cette étude vise à améliorer les méthodes et techniques d'exportation agricole dans le cadre de politiques agricoles viables qui mettent l'accent sur les petits agriculteurs. Il importe également de signaler l'étude sur la substitution aux importations portant sur plusieurs pays et qui est sur le point d'être achevée. L'étude en question vise à recenser les denrées alimentaires locales susceptibles de remplacer les produits importés de manière à permettre aux pays de réaliser des économies de devises étrangères.

30. Pour sensibiliser les pays membres à la nécessité de réorienter leurs méthodes de planification en faveur des besoins du petit agriculteur, le secrétariat a établi un rapport sur les problèmes de planification en vue du développement de l'agriculture de subsistance. Ledit rapport qui a été présenté à la septième Table ronde de l'Association africaine pour l'administration publique et la gestion (AAPAM) tenue du 2 au 7 décembre 1985 à Accra (Ghana) attire l'attention sur les lacunes des mécanismes de planification en place et énumère les mesures les plus efficaces que les pays africains devraient prendre pour remédier à la situation. Un rapport a également été établi sur une évaluation régionale du rôle des forêts dans la lutte contre la désertification dans les régions arides et semi-arides, en vue de permettre aux pays membres de conserver, de mettre en valeur et d'exploiter rationnellement leurs ressources forestières.

31. Le secrétariat a en outre mené d'importantes activités dans les domaines du développement rural intégré, des institutions et services agricoles et du développement de la production alimentaire. Une étude vient d'être réalisée sur le développement de la pisciculture en milieu rural et le transfert de technologies en faveur des pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. L'étude en question est censée permettre d'améliorer les techniques et installations de pisciculture en milieu rural en vue d'atténuer la crise alimentaire actuelle dans la région. Une étude a également été réalisée sur l'évaluation de l'organisation et des attributions des services d'appui agricole au Swaziland. L'étude évalue l'efficacité de ces services en fonction des besoins des petits agriculteurs.

32. En vue de promouvoir la coopération entre les pays en matière de production alimentaire et agricole, le secrétariat a effectué une étude sur les problèmes rencontrés et la coopération en matière de recherche agronomique et de protection des végétaux en Afrique du Nord. Cette étude décrit les principaux obstacles à la coopération sous-régionale et propose des solutions. Le secrétariat a également pris l'initiative d'établir un rapport intitulé "la crise alimentaire en Afrique" qui a été présenté à la réunion de l'AAPAM susmentionnée.

33. Un rapport intitulé "Mobilisation internationale de ressources financières et techniques destinées à accroître la production alimentaire et agricole : Analyse et propositions d'action en vue de l'Année internationale pour l'Afrique 1991" a été établi pour être présenté à l'Assemblée générale. Ledit rapport évoque le rôle joué par la communauté internationale dans la mobilisation des ressources visant à atténuer la crise alimentaire de la région et énonce les principales mesures que les pays africains et la communauté internationale doivent prendre en prévision de l'Année internationale pour l'Afrique d'ici 1991.

34. S'agissant des organismes et services de commercialisation agricole, le secrétariat a également mené certaines activités, notamment une étude sur les politiques de prix agricoles et la commercialisation de denrées alimentaires dans les pays du MULPOC de Yaoundé; cette étude énumère les obstacles à la commercialisation des denrées alimentaires, en particulier les denrées alimentaires de base et propose des stratégies appropriées.

35. Par ailleurs, une mission a été envoyée dans la sous-région de l'Afrique du Nord en vue de recenser les principaux obstacles à la réduction des pertes alimentaires, notamment à l'amélioration des installations de stockage. Il ressort des conclusions de ladite mission que les pertes de certaines denrées alimentaires sont suffisamment importantes pour mériter qu'on leur accorde une attention particulière aux niveaux national et sous-régional.

#### Population

36. Au cours de la période considérée, le secrétariat a continué d'exécuter les éléments de son programme pour 1984-1985 qui n'étaient pas encore achevés et entamé l'exécution du programme de travail 1986-1987 au titre de trois sous-programmes à savoir : a) les politiques démographiques et la planification du développement, b) l'analyse démographique dans le cadre de la planification du développement économique et social et c) la formation et la recherche à l'échelle régionale.

37. L'accent a été mis sur la fourniture de services consultatifs concernant diverses activités liées à la population des Etats membres de la CEA à la demande de ces derniers. Il s'agissait notamment de l'analyse des données issues des recensements ou enquêtes démographiques, de la formation en cours d'emploi, de l'établissement de descriptifs de projets, de la formulation et de l'exécution de programmes et politiques en matière de population, de la fourniture d'une assistance dans le cadre de l'organisation de séminaires nationaux sur la population et le développement, etc.. Les pays suivants ont bénéficié de ces services consultatifs : Algérie, Bénin, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gambie, Guinée équatoriale, Kenya, Maurice, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe, Soudan et Zaïre.

38. Le secrétariat a réalisé un certain nombre d'études, dont les suivantes: Evaluation des incidences des politiques démographiques dans la planification du développement socio-économique, en Egypte, au Ghana, au Kenya et en République Unie de Tanzanie; Niveau, tendances, facteurs de la fécondité au Cameroun, au Kenya et au Sénégal; Méthodologie et données pour les projections nationales et locales; Intégration des variables et politiques démographiques

dans les plans de développement en Afrique; Croissance démographique et impact démographique des programmes de planification de la famille en Afrique; Correlations entre les facteurs socio-économiques, la mortalité infantile et enfantine, et la fécondité en Afrique; Evaluation des politiques et programmes de redistribution de populations dans certains pays africains; Projections et politiques de populations pour les Etats membres de la CEA.

39. Le secrétariat a organisé et mené au siège du Regional Institute for Population Studies (RIPS) à Accra, un séminaire régional de formation sur les estimations et projections démographiques auquel ont participé des représentants de 15 Etats membres de la CEA. L'autre réunion importante organisée par le secrétariat a été la première réunion du Comité consultatif du Réseau d'information en matière de population pour l'Afrique (POPIN-Africa), tenue en décembre 1985 à Addis-Abeba. Le secrétariat a également convoqué la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains ainsi qu'une réunion d'évaluation consacrée aux données issues de l'Enquête mondiale sur la fécondité à l'intention des pays africains en mars 1986 à Addis-Abeba.

40. Les activités d'information sur la population dans le cadre du Réseau POPIN-Africa n'ont cessé de se développer. Au cours de la période considérée, les volumes I et II de la revue POPINDEX-Afrique, les Echos de POPIN-Africa, deux numéros du bulletin intitulé "Informations sur la population en Afrique" (numéros 48 et 49) ainsi que la série d'études sur la population en Afrique ont été établis. La liste de distribution des diverses publications a été mise à jour. Le programme de reproduction du réseau POPIN-Africa a permis à des intéressés d'adresser au secrétariat des demandes d'exemplaires des documents sur la population disponibles au sein du secrétariat. Le FNUAP a continué d'apporter son appui aux activités que le secrétariat mène dans le cadre de POPIN-Africa.

41. S'agissant de la formation et de la recherche démographiques à l'échelle régionale, le secrétariat a continué d'administrer les deux instituts régionaux que sont le Regional Institute for Population Studies (RIPS) d'Accra et l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD) de Yaoundé ainsi que le Groupe sur les questions de population de l'Institut du Sahel de Bamako. Le secrétariat a fait des exposés à l'IFORD.

## Ressources naturelles

### Ressources minérales

42. Au cours de la période considérée, le secrétariat a, en application de son programme de travail et des recommandations de la deuxième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique tenue en mars 1985 à Lusaka, continué de fournir une assistance technique et administrative aux Etats membres, au Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe de Dodoma (République-Unie de Tanzanie) et au Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale de Brazzaville (Congo) concernant les aspects économiques et de gestion en matière d'exploration et d'exploitation des minéraux.

43. Dans le domaine des inventaires de ressources minérales en Afrique, des enquêtes ont été menées sur le cuivre, la bauxite, l'alumine, l'aluminium, l'or, la cassitérite et les minéraux apparentés ainsi que sur les matières premières entrant dans la fabrication de matériaux de construction et d'engrais au Cameroun, au Ghana, en Guinée, en Guinée équatoriale, en Mauritanie, au Niger et en République centrafricaine.

44. En ce qui concerne les institutions de mise en valeur des ressources minérales parrainées par la CEA, il est à signaler que l'Angola est devenu membre du Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et d'Afrique australe en mai 1985 portant ainsi à six le nombre des membres de ce Centre.

#### Cartographie

45. Les activités menées dans le domaine de la cartographie ont porté sur la mise en place d'institutions nationales et régionales de cartographie grâce à la fourniture des services consultatifs et d'un appui technique. Le secrétariat a par ailleurs continué de fournir des conseils d'ordre administratif au Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection de Nairobi (Kenya), ce qui a permis à celui-ci d'achever la construction de trois principaux bâtiments de son siège permanent et d'y emménager en juin 1985.

46. Le secrétariat a également fourni un appui administratif de haut niveau à la direction du Centre régional de formation aux techniques des levés aériens d'Ile Ife (Nigéria), ce qui a permis à celui-ci d'accroître le nombre de ses membres et de ses effectifs.

47. Le secrétariat a convoqué en octobre 1985 une réunion d'experts qui a permis d'élaborer et de définir un ensemble de spécifications types pour l'établissement de cartes topographiques devant être adopté en Afrique.

#### Télédétection

48. Le secrétariat a effectué une mission au siège du Conseil africain de télédétection à Bamako (Mali) en septembre 1985 en vue de procéder sur place à une évaluation des problèmes que rencontre le secrétariat du Conseil. Les résultats de la mission ont fait apparaître que les activités du Conseil se trouvaient pratiquement paralysées faute de ressources pour l'essentiel. Le secrétariat a par conséquent apporté son concours au Conseil en accueillant la sixième réunion de la Conférence des plénipotentiaires du Conseil en novembre 1985.

49. A la demande du Centre régional de télédétection de Ouagadougou (Burkina Faso), le secrétariat a établi un rapport technique conjoint sur l'exécution de la deuxième phase du projet CRTO concernant la construction de la station terrienne de réception et de traitement à Ouagadougou. Ledit rapport a été présenté lors d'une réunion ministérielle spéciale du Comité régional de gestion du CRTO tenue en septembre 1985 à Cotonou.

50. A la demande du Conseil des ministres du MULPOC de Gisenyi, le secrétariat a effectué en décembre 1985 une mission de sensibilisation auprès des pays

membres des MULPOC de Gisenyi et de Yaoundé à savoir l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République centrafricaine, le Rwanda et le Zaïre. Cette mission avait pour principal objectif d'accélérer le processus de régionalisation du Centre régional de télédétection de Kinshasa (CRTK) (Zaïre).

#### Ressources en eau

51. Le Groupe des ressources en eau du secrétariat a continué d'assister les Etats membres dans l'évaluation, la mise en valeur et la gestion de leurs ressources en eau à l'occasion de missions consultatives notamment au Niger, en Somalie, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Ghana et au Burkina Faso.

#### Ressources énergétiques

52. Les activités du Groupe des ressources énergétiques ont visé essentiellement la promotion de la coopération multinationale en Afrique dans trois grands domaines : i) prospection, évaluation et mise en valeur des ressources énergétiques et intégration de la planification des politiques énergétiques dans la planification des politiques socio-économiques globales; ii) recherche, formation et information; iii) création d'institutions.

53. Des missions chargées d'étudier les conditions optimales pour la prospection, l'exploitation, la distribution et l'utilisation des ressources en hydrocarbures et en charbon ont été organisées au Nigéria, au Tchad, au Congo, au Botswana, au Swaziland, au Mozambique, au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe.

54. Des services consultatifs relatifs à l'élaboration de politiques énergétiques et à l'intégration de celles-ci dans les politiques globales de développement et de croissance économique ont été fournis aux Etats membres, à leur demande. Les pays bénéficiaires ont été le Rwanda, le Burundi, le Libéria, la Sierra Leone et le Niger. Des programmes d'action énergétiques destinés aux Etats de la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ont été élaborés à la demande du secrétariat de la ZEP.

55. L'étude des possibilités de mise en valeur des ressources énergétiques marines à l'intention des Etats membres côtiers de l'Afrique de l'Est a été réalisée et un rapport a été présenté à la vingtième session de la Commission et onzième réunion de la Conférence des ministres.

56. S'agissant de la création d'institutions, les services consultatifs fournis aux Etats membres sur la création du Centre régional africain pour l'énergie solaire ont entraîné l'adhésion au Centre de deux nouveaux membres, à savoir le Togo et le Cameroun.

#### Ressources de la mer

57. En 1984-1985, le sous-programme relatif aux ressources de la mer, bien qu'approuvé par l'Assemblée générale, ne s'était pas vu doter de ressources lui permettant d'exécuter ses activités. Cependant, au titre d'un accord bilatéral, le Gouvernement français a détaché un conseiller régional qui a pris service en octobre 1985.

58. Le secrétariat a organisé du 18 octobre au 5 novembre 1985 une mission consultative en Somalie afin de conseiller les autorités sur l'interprétation de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et sur le perfectionnement de la main-d'oeuvre et l'accroissement des moyens matériels permettant d'exploiter rationnellement les ressources de la mer.

59. Le secrétariat a organisé la Réunion intergouvernementale d'experts africains sur certains aspects de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer tenue à Addis-Abeba du 11 au 14 novembre 1985 et en assuré le service. La Réunion a examiné plusieurs questions importantes portant notamment sur la Commission préparatoire pour la mise sur pied de l'Autorité internationale des fonds marins, le droit de poursuite, les activités parallèles menées par des pays non signataires, la surveillance, le régime juridique etc. Plusieurs recommandations ont été adressées aussi bien aux Etats membres qu'aux organisations internationales.

60. A la demande de certains Etats d'Afrique du Nord, le secrétariat a organisé une mission consultative en Algérie, en Tunisie et au Maroc du 26 novembre 1985 au 9 janvier 1986 afin de conseiller ces Etats sur la coopération entre pays nord-africains dans le domaine de la prospection, de l'exploitation et de la gestion des ressources de la mer.

61. Au cours de la période décembre 1985 - janvier 1986, le secrétariat a préparé une étude détaillée intitulée : "Capacités dont disposent les pays africains pour prospector, exploiter, mettre en valeur et gérer les ressources de la mer" qui sera envoyée à tous les Etats membres. Le secrétariat a également préparé sur le même thème 13 documents de pays destinés aux pays suivants : Cameroun, Ethiopie, Gabon, Côte d'Ivoire, Kenya, Libéria, Maurice, Maroc, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, République-Unie de Tanzanie et Togo. Ces documents seront remis aux Etats membres intéressés et serviront également de contribution à la réunion intergouvernementale d'experts prévue en 1986.

#### Science et technique

62. Une évaluation régionale des progrès réalisés dans la mise en oeuvre en Afrique du Programme d'action de Vienne sur la science et la technique au service du développement a été présentée à la septième session du Comité intergouvernemental sur la science et la technique au service du développement tenue à New York du 27 mai au 7 juin 1985. Au cours de cette session, une réunion informelle du Groupe d'étude sur la science et la technique au service du développement du Comité administratif de coordination s'est également tenue avec la participation du secrétariat; durant cette réunion, l'accent a été mis sur les questions relatives à la mise en oeuvre des activités conjointes menées par le Groupe d'étude.

63. Le secrétariat a accueilli à Addis-Abeba les 8 et 9 juillet 1985, la cinquième réunion de concertation CEA/UNESCO au cours de laquelle les représentants des deux organisations ont évalué les programmes à l'exécution desquels elles participent et recommandé des mesures en vue d'améliorer leur collaboration future.

64. A la demande du Gouvernement malgache, le secrétariat a organisé une mission consultative à Madagascar du 1<sup>er</sup> au 5 juillet 1985, mission chargée d'étudier

l'infrastructure nationale en matière de science et de technique et de faire des recommandations en vue de la création d'une commission nationale pour la science et la technique au service du développement.

65. En collaboration avec l'OUA, le secrétariat a participé à la préparation du chapitre consacré à la science et à la technique des documents présentés au Sommet extraordinaire de l'OUA sur les questions économiques qui s'est tenu en juillet 1985. Des propositions relatives à la mise en oeuvre accélérée du Plan d'action de Lagos et à la manière dont la science et la technique pourraient favoriser l'amélioration des conditions d'existence des pays africains ont été faites.

66. Le secrétariat a organisé la quatrième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique qui s'est tenue à Addis-Abeba du 18 au 22 novembre 1985 et en assuré le service. Le 18 novembre, des réunions spéciales des groupes de travail sous-régionaux du Comité ont eu lieu; au cours de ces réunions ont été examinées des questions relatives à l'établissement de domaines prioritaires en matière de recherche-développement.

#### Transports, communications et tourisme

67. Durant la période considérée, les activités menées par le secrétariat ont porté sur les domaines suivants : problèmes posés par le transport général et multimodal et les transports ferroviaires, routiers, aériens, par voies d'eau intérieures et par mer, les ports; le tourisme; les télécommunications y compris les communications par satellite et la radiodiffusion ainsi que les services postaux.

#### Transports et tourisme

68. Le secrétariat a entrepris la réalisation de publications techniques sur l'harmonisation et la coordination des divers modes de transports et sur l'évaluation des besoins en main-d'oeuvre et en formation dans le domaine des transports. On s'attend à ce que ces publications soient réalisées en 1986 et publiées afin d'être distribuées à tous les Etats membres et organisations intergouvernementales.

69. Dans le cadre de la promotion des projets et de la mobilisation de ressources financières au titre du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, des réunions techniques consultatives sur les transports aériens, les transports ferroviaires et les services postaux ont été organisées à Brazzaville (Congo).

70. Le secrétariat a organisé la neuvième réunion du Comité de coordination interinstitutions au cours de laquelle un rapport sur la mise en oeuvre du programme de la Décennie des transports et des communications pour 1985 a été préparé.

71. Le secrétariat a organisé la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification qui s'est tenue en mars 1986 afin d'examiner le rapport de 1985 sur les progrès



réalisés dans la mise en oeuvre de la Décennie des transports et des communications et le suivi des résolutions adoptées durant la quatrième réunion de la Conférence tenue à Conakry en 1984. La Conférence a été précédée par la réunion intergouvernementale d'experts.

72. Des fonctionnaires de la CEA ont donné des cours à l'occasion des séminaires de formation ci-après :

a) Séminaire sur le développement de la conteneurisation en Afrique, à l'intention des pays francophones, tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire); ce séminaire a accueilli 28 participants;

b) Séminaire sur la modernisation et l'harmonisation des législations du travail maritime pour les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre organisé conjointement par la CEA et le BIT à Brazzaville. Le séminaire a accueilli 40 participants;

c) Séminaire commun CEA/BAD/Banque mondiale sur l'entretien des routes organisé à Abidjan avec la participation de 157 stagiaires;

d) Cours sur l'amélioration de la gestion des transports ferroviaires en collaboration avec l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, organisé à Arusha; ce cours a accueilli 7 participants.

#### Communications

73. Au cours de la période considérée, les activités du secrétariat dans le domaine des communications ont porté sur la réalisation d'études; l'organisation de séminaires et de réunions techniques consultatives sur les services postaux; le service de conférence professionnelles et de réunions et/ou la participation à celles-ci; et l'assistance en matière de mobilisation de ressources financières destinées à l'établissement d'une étude de faisabilité sur la création d'un réseau régional africain de communications par satellite. Le secrétariat a également poursuivi son appui technique au programme en cours de la Décennie des Nations Unies sur les transports et les communications en Afrique.

74. En collaboration avec la République fédérale d'Allemagne, le secrétariat a organisé, en novembre 1985, le deuxième volet du séminaire sur la planification des réseaux ruraux de télécommunications à l'intention des pays africains francophones.

75. Dans le cadre de ses activités normales, le secrétariat a entrepris la réalisation d'une étude sur les besoins en main-d'oeuvre et en formation dans le domaine des communications, à savoir les télécommunications, la radiodiffusion (radio et télévision) et les services postaux. L'étude devait démarrer en avril 1986 et s'achever en décembre 1986.

76. Dans le domaine des communications par satellite, le Comité de coordination interinstitutions chargé des communications dont le secrétariat est membre, a défini le cadre de référence de l'étude de faisabilité; le PNUD lui a fourni 600 000 dollars et il a obtenu de l'UNESCO une promesse de financement pour le lancement du projet; le Comité a engagé des mesures en vue d'obtenir d'autres ressources auprès de la BAD et il poursuit des négociations avec la Communauté économique européenne en vue d'un financement supplémentaire du projet.

77. Dans le cadre de son assistance en vue de mobiliser des ressources financières supplémentaires, le secrétariat a organisé en novembre 1985, la dernière de ses réunions techniques consultatives sur les services postaux.

### Questions commerciales et financières internationales

#### Commerce intérieur et intra-africain

78. Trois études de cas sur les structures du commerce intérieur, les mécanismes et circuits de distribution au Niger, au Sénégal et en Sierra Leone ont été réalisées. Le secrétariat a résumé les conclusions et recommandations contenues dans ces études de cas sous forme d'un document qui a été présenté à la neuvième réunion des organes directeurs du MULPOC de Niamey tenue à Lomé (Togo) en février 1986. Des études similaires sont prévues en 1986 pour trois pays d'Afrique de l'Est, d'Afrique australe et d'Afrique du Centre.

79. L'assistance en matière de création et de renforcement des groupements économiques africains a continué d'occuper une place importante dans les activités du secrétariat. En décembre 1985, le PNUD a approuvé l'octroi de ressources financières devant permettre au secrétariat d'aider les Etats membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale à appliquer leur Traité et ses protocoles relatifs à la coopération commerciale et financière. Le secrétariat a également continué à aider la CEDEAO à appliquer ses protocoles sur le commerce de transit et les facilités de transit. A cet égard, une étude sur le commerce de transit et les facilités de transit a été réalisée et présentée à la réunion des organes directeurs du MULPOC de Niamey.

80. Le secrétariat s'occupe de l'organisation d'une réunion d'experts durant le premier trimestre de 1986. Au cours de cette réunion sera examinée une étude de faisabilité sur la création d'une bourse des valeurs agricoles pour les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

81. En ce qui concerne la promotion des échanges commerciaux intra-africains et de la coopération régionale, le secrétariat a réalisé les études ci-après :

a) Politiques destinées à favoriser l'expansion du commerce intérieur et des échanges commerciaux intra-africains (E/ECA/CM.11/64/Rev.1);

b) Situation et perspectives du développement du commerce intérieur en Afrique (E/ECA/OUA/TRADE/14A/Rev.1);

c) Commerce intra-africain : courants actuels et perspectives (E/ECA/TRADE/24/Rev.1);

d) Commerce intra-africain de certaines matières premières minérales (E/ECA/TRADE/28).

82. Ces études ont été présentées à la Conférence des ministres africains du commerce, à sa huitième session, qui, après les avoir examinées, a fait des recommandations sur la nécessité d'en assurer le suivi.

83. Un colloque sur les échanges commerciaux intra-africains au cours duquel l'accent a été mis sur les possibilités d'échanges intra-africains de divers produits dont des produits alimentaires et des matières premières a été organisé

durant la quatrième Foire commerciale panafricaine qui a eu lieu en juin 1985 au Togo; au cours de la période considérée, la CEA a continué d'assurer provisoirement le secrétariat de la Fédération africaine des chambres de commerce nouvellement créée.

#### Echanges avec des pays non africains

84. Durant la période considérée le secrétariat a continué d'aider les pays africains à diversifier leurs courants commerciaux sur les plans structurel et géographique. S'agissant des exportations, l'objectif était de permettre à ces pays d'accroître leurs recettes d'exportation et d'assurer une plus grande stabilité de leurs économies. A cette fin, le secrétariat a fourni des services consultatifs aux Etats membres et a entrepris de réaliser des études relatives à cette question afin de permettre aux pays de la région de tirer le maximum d'avantages des relations et des négociations économiques internationales, en particulier avec les pays industrialisés et les autres pays en développement.
85. Le secrétariat a assuré le service de la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce tenue à Brazzaville en octobre 1985. Au nombre des documents préparés pour cette session figurait celui relatif aux questions de politiques (E/ECA/OAU/TRADE/19) ainsi que le document de base intitulé "Evolution récente des relations commerciales internationales de l'Afrique" (E/ECA/TRADE/26). Dans ces deux documents on examinait une série de questions présentant un grand intérêt pour le développement économique de l'Afrique, en mettant en relief, en particulier, les incidences des positions adoptées lors de la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les conclusions auxquelles celle-ci était arrivée. Dans ces documents on a également cherché à analyser les progrès enregistrés dans la mise en oeuvre du Fonds commun du Programme intégré pour les produits de base. On y a en outre examiné la coopération commerciale et économique de l'Afrique avec les pays socialistes d'Europe orientale en tenant compte de l'évolution récente en vue de déterminer les domaines d'une coopération future.
86. Le secrétariat a en outre intensifié ses efforts visant à aider les Etats membres africains à promouvoir l'autonomie collective dans le cadre de la coopération économique entre pays en développement. En application des conclusions de la réunion des secrétaires exécutifs des commissions régionales tenue en février 1985, le secrétariat a préparé, conjointement avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, un projet sur la promotion des échanges commerciaux afro-arabes. Le secrétariat a également achevé une étude sur les produits présentant un intérêt pour la région africaine dans le cadre des négociations sur le système global de préférences commerciales (E/ECA/TRADE/27). L'étude attire l'attention sur les besoins actuels de l'Afrique et est destinée à aider les Etats membres de la CEA à adopter des stratégies de négociations appropriées.
87. Durant la période considérée, les activités du secrétariat dans le domaine des questions monétaires et financières se sont développées dans une situation mondiale défavorable caractérisée par l'instabilité et les variations des taux de change, un système de création et de distribution de liquidités inadéquat, un accès difficile aux marchés de capitaux, une baisse de l'aide publique au développement et les sérieuses difficultés rencontrées par les pays en développement pour s'acquitter de leurs obligations au titre de la dette extérieure.

38. Conformément à la résolution 541 (XX) de la Conférence des ministres de la CEA sur le rôle du commerce et du financement du développement dans l'atténuation de la crise économique et sociale en Afrique dans laquelle il était demandé de prendre des mesures à trois niveaux, le secrétariat a poursuivi son assistance aux organisations intergouvernementales sous-régionales dont l'Association des institutions africaines de financement du développement, la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, la Chambre de compensation de l'Afrique centrale et le Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest de l'Association des banques centrales africaines. Suite à la deuxième réunion du Groupe intergouvernemental d'experts sur la création d'un fonds monétaire africain tenue à la mi-avril 1985, deux documents relatifs au a) "Souscriptions au capital du Fonds monétaire africain et projections financières pour les cinq premières années" (E/ECA/TRADE/37) et b) "Politiques et pratiques en matière de contrôle des changes dans les pays africains" (E/ECA/TRADE/38) ont été réalisés en tant que suppléments à l'étude de faisabilité.

39. Ces suppléments ainsi que l'étude de faisabilité et le rapport de la deuxième réunion du Groupe d'experts seront examinés à l'occasion d'une réunion prévue en juin 1986. Cependant, sur la base des conclusions de l'étude et des recommandations de la réunion d'experts, le secrétariat a préparé un projet de statuts portant création d'un fonds monétaire africain, projet qui a été examiné par un groupe intergouvernemental d'experts des ministères des finances, des banques centrales et des services juridiques en janvier 1986 et dont le rapport a été présenté au Comité technique préparatoire plénier, à sa septième réunion tenue en avril 1986.

90. S'agissant de la question de la dette extérieure africaine, le secrétariat, en étroite collaboration avec l'OUA, la BAD et le Centre africain d'études monétaires, prépare depuis novembre 1985 une conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique. A cette fin, un rapport intérimaire sur les préparatifs a été présenté à une réunion intergouvernementale d'experts qui s'est tenue juste avant la douzième réunion de la Conférence des ministres.

91. Au niveau international, le secrétariat a assuré le service de deux réunions du Groupe de travail des gouverneurs africains de la Banque mondiale et du FMI en août et en octobre 1985 respectivement. A l'issue de ces deux réunions une Déclaration conjointe et deux mémorandums ont été adressés au Président de la Banque mondiale et au Directeur général du Fonds monétaire international. Dans les deux documents un appel est lancé à la communauté internationale pour qu'elle prenne les mesures appropriées en vue de réduire les conséquences défavorables de l'instabilité et des variations des taux de change sur les économies africaines. Il y est également demandé une amélioration du système de création et de distribution des liquidités internationales, un accroissement du volume de l'aide publique au développement, une accélération de la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement et un accès plus facile aux marchés des capitaux. Il a également été fait mention du problème du service de la dette et de la nécessité d'une conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique.

92. Durant la période considérée, le Groupe CEA/Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales a réalisé les études suivantes :

a) Transnational corporations (TNCs) in the production and trade of selected food commodities : An integrated report of case studies involving selected African countries (E/ECA/UNCTC/27), June 1985;

b) Les sociétés transnationales dans la commercialisation et les exportations de produits primaires africains : quelques enseignements d'ordre pratique (E/ECA/UNCTC/46) août 1985;

c) Les sociétés transnationales (banques) dans le processus de développement de l'Afrique.

Ces études visent essentiellement à aider les pays africains à accroître leur capacité à négocier efficacement avec les sociétés transnationales en vue de tirer le maximum d'avantages de la présence de ces sociétés dans leurs économies. Une étude sur "Les sociétés transnationales dans le transfert de technologie aux pays africains" est en cours de réalisation.

93. Outre la collecte des informations et leur diffusion aux Etats membres de la région africaine, le Groupe CEA/Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales a également fourni des services consultatifs à la demande de certains pays africains; c'est ainsi que des services consultatifs ont été fournis au Gouvernement éthiopien dans le cadre du projet d'usine de cendre de soude. En outre des missions se sont rendues au Cameroun, au Congo et au Burundi dans le cadre de l'étude sur les entreprises multinationales africaines. Le Groupe a également participé à une table ronde organisée par l'Institute of Management and Public Administration in English-speaking African countries, à Arusha, en décembre 1985.

#### Activités opérationnelles et coordination de l'assistance technique

94. Grâce à des fonds provenant de l'ONU et de sources multilatérales et bilatérales, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a poursuivi en 1985 toute une série d'activités de coopération technique.

95. Des fonds disponibles au titre du Programme ordinaire de coopération technique de l'ONU d'un montant de 1 472 200 dollars ont permis de s'attacher les services de dix conseillers régionaux et de financer les services régionaux et sous-régionaux fournis par les Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) dans les domaines de la coopération économique, des statistiques, du développement social, de la formation de la main-d'oeuvre, de la mise en valeur de sources d'énergie classiques et non classiques, de l'administration publique, des finances publiques, des transports et des communications et de la recherche socio-économique.

96. Des fonds alloués d'un montant de 5 933 524 dollars alloués par le PNUD, ont servi à financer des projets dans les domaines de la statistique, de l'industrie, de la comptabilité nationale, des transports et des communications et de l'intégration de la femme au développement. Ces fonds ont également permis d'apporter une assistance aux MULPOCs, au Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, au Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, au Centre régional africain des services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection à l'Institut de développement économique et de planification et à l'Institut de gestion de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

97. Les 3 449 493 dollars alloués par le FNUAP en 1985 ont permis de financer les activités de la CEA en matière de population, des services consultatifs régionaux dans le domaine des statistiques démographiques, d'appuyer les activités de l'Institut de formation et de recherche démographiques, l'Institut régional d'études démographiques (RIPS), de l'UDEAC/CREP, du Programme de données d'enquête sur la fécondité mondiale de l'Institut du Sahel, du Réseau d'information démographique et d'organiser le séminaire régional sur les estimations et les projections démographiques ainsi que le séminaire de formation sur le recensement.

98. Des dons directs d'organismes et de pays donateurs d'une valeur de 3 009 359 dollars ont permis de recruter des experts dans le cadre de mécanismes d'octroi de prêts non remboursables et au titre de programmes d'assistance technique bilatérale dans les domaines de l'agriculture, de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre, de la mise en valeur des ressources naturelles, de l'industrie, du développement social, des transports et des communications, de la coopération économique, de la planification et de la recherche socio-économiques, de l'information et des statistiques.

99. Le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme a affecté 211 766 dollars au renforcement des mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement et des infrastructures du Centre africain de recherche et de formation pour la femme. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a également fourni 158 300 dollars au Groupe de coordination pour l'environnement de la CEA.

100. Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique a alloué 100 585 dollars à l'exécution de projets dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des ressources naturelles, de l'administration publique, du commerce, de la coopération économique ainsi que de la planification et de la recherche socio-économiques.

#### Coopération et intégration économiques

##### Coopération sous-régionale, régionale et interrégionale

###### i) Assistance aux Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets

101. Les efforts visant à renforcer et à soutenir les activités des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets ont été intensifiés. Comme par le passé, les dix réunions des organes directeurs des MULPOCs se sont déroulées entre janvier et mars 1986. Ces derniers ont examiné les progrès réalisés dans l'application des programmes de travail pour la période 1984-1985 et adopté le programme de travail pour 1986-1987. Ce programme est, pour la première fois, intégré au programme de travail de la CEA pour cette même période. Conformément à la résolution 552 (XX) de la Conférence des ministres de la CEA en date du 29 avril 1985 relative à la nomination des directeurs des MULPOCs, un directeur a été nommé pour le MULPOC de Yaoundé parmi les ressortissants de la sous-région. Des candidats ont été retenus pour les postes de directeurs des MULPOC de Tanger et de Niamey. Ils seront nommés dès qu'il sera possible de le faire.

102. Conformément à la même résolution, les MULPOC ont été renforcés par le détachement du siège de la CEA d'un expert en ressources minières au MULPOC de Lusaka, d'un spécialiste des transports au MULPOC de Gisenyi (servant également au MULPOC de Yaoundé), d'un expert en énergie et d'un spécialiste des questions commerciales; en outre, un spécialiste de l'industrie, un expert en développement économique et un spécialiste des questions commerciales ont été envoyés au MULPOC de Yaoundé et un spécialiste des questions commerciales a été affecté au MULPOC de Tanger.

ii) Assistance aux groupements économiques sous-régionaux

103. Dans le domaine des questions juridiques et économiques, le secrétariat a continué à apporter une assistance à la CEDEAO, à la CEEAC, à la ZEP et à d'autres organisations sous-régionales comme la Commission du travail pour l'Afrique australe, le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, l'Intégration Standing Committee on Shipping et l'Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe conformément aux dispositions du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos et ce, en vue de leur permettre de contribuer effectivement à la création d'une Communauté économique africaine d'ici à l'an 2000.

iii) Institutions parrainées par la CEA

104. Un certain nombre de documents ont été élaborés au nombre desquels figuraient notamment :

a) Le rapport final (document E/ECA/CH.11/17/Add.1) du Comité spécial des dix créé en application de la résolution 477 (XVIII) et présenté à la onzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, comité chargé d'évaluer les activités des institutions parrainées par la CEA et l'OUA et de formuler des recommandations s'agissant de l'harmonisation ou du regroupement de ces activités;

b) Le protocole relatif à l'assouplissement et à la suppression des restrictions de visas à l'intérieur de la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;

c) Le projet d'accord de siège entre la Fédération africaine des chambres de commerce et la République arabe d'Egypte;

d) Les amendements à l'accord concernant la création d'un Centre régional de formation aux techniques de levés aériens, etc.

iv) Coopération régionale

105. La onzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA a adopté la résolution 550 (XX) approuvant un certain nombre de recommandations contenues dans le rapport final dont il est fait mention au paragraphe 104 a). Il y était demandé au Secrétaire exécutif :

a) De s'informer auprès des gouvernements des Etats membres des institutions parrainées par la CEA pour savoir s'ils sont encore intéressés

par celles-ci et, dans l'affirmative, obtenir d'eux une déclaration solennelle de soutien financier auxdites institutions et leur demander que 25 p. 100 de tous les arriérés soient réglés immédiatement;

b) De s'informer auprès des gouvernements hôtes des institutions parrainées par la CEA pour savoir dans quelle mesure ceux-ci sont disposés à soutenir financièrement les institutions intéressées au cours de ces périodes difficiles; et

c) De créer au sein de son cabinet une unité de coordination pour suivre plus activement et de façon continue les activités des institutions parrainées par la CEA.

106. Conformément aux dispositions des paragraphes a) et b) figurant plus haut, le Secrétaire exécutif avait fait tenir en mai 1985 aux gouvernements intéressés, des lettres accompagnées d'exemplaires du rapport final du Comité spécial des dix, du texte de la résolution 550 (XX) et des états de leurs arriérés de contributions au niveau des différentes institutions dont ils sont membres. Il a également soumis au Siège pour examen et approbation un document sur les incidences financières qu'aurait la création de cette unité de coordination.

107. Conformément au paragraphe 2 a) de la résolution 550 (XX) le Secrétaire exécutif a écrit aux chefs de secrétariat des institutions intéressées pour leur demander d'organiser des réunions de consultations avec leurs organes directeurs et leurs organismes donateurs pour examiner la possibilité de coordonner et d'harmoniser leurs activités ainsi qu'il est indiqué dans le rapport final.

108. A cet égard, les organes directeurs de l'Institut régional d'études démographiques (RIPS) et de l'Institut de formation et de recherche démographique (IFORD) ont décidé de ne pas fusionner mais d'entretenir une coopération étroite en ce qui concerne les publications bilingues. Le projet de fusion de l'Association africaine de cartographie et le Conseil africain de télédétection a été accepté sur le principe et les implications vont en être examinées par le Comité spécial. Les organes directeurs de l'Autorité de la route transafricaine et de l'Autorité de la route trans-Afrique de l'Est doivent se réunir pour examiner la recommandation selon laquelle leurs secrétariats respectifs devraient être dissous et les tâches qui leur étaient dévolues confiées au Bureau des routes transafricaines de la CEA. Par ailleurs, les organes directeurs de l'IFORD et du Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social doivent se réunir pour examiner les recommandations selon lesquelles ils devraient soit fusionner tout en maintenant chacun pour sa part son siège ou au contraire se regrouper au niveau d'un seul et même siège.

#### v) Coopération économique et technique interrégionale

109. A la suite des réunions des Secrétaires exécutifs tenues en mars 1985 à Addis-Abeba et en juillet 1985 à Genève, le secrétariat a continué à jouer le rôle de chefs de file dans l'élaboration de projets CTPD et CEPD au niveau des commissions régionales. Les cinq projets portaient sur : a) Les logements à bon marché; b) les engrais et les pesticides; c) le commerce afro-arabe; d) la conteneurisation et le transport multimodal; e) les possibilités d'emploi pour les femmes et les jeunes en milieu rural.



110. Ces documents de projets interrégionaux seront examinés à la réunion des Secrétaires exécutifs des Commissions régionales qui aura lieu en juillet 1986 à Genève.

#### vi) Coopération afro-arabe

111. Le secrétariat a, conformément à l'accord de coopération signé avec la Ligue des Etats arabes en avril 1984 et en collaboration avec l'OUA, participé à plusieurs réunions sur la coopération afro-arabe organisées sous les auspices de la Ligue et du secrétariat de l'ONU.

112. En avril 1985, le secrétariat a présenté un rapport sur les activités des organes économiques, financiers et techniques de coopération afro-arabe pour la période 1977-1984 à la seconde session de la Conférence ministérielle commune afro-arabe tenue à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne). Le rapport contenait également des propositions de projets pour lesquels le secrétariat avait demandé un financement à partir de fonds arabes dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de la recherche, de la formation, de l'environnement, de la population, du financement du logement, de la sécheresse et de la désertification, de la main-d'oeuvre migrante et de l'exode des compétences et de leurs effets sur les structures économiques et sociales des états d'origine etc.. Un document analogue avait été soumis le 31 mai 1985 au Secrétaire général adjoint chargé des questions politiques spéciales qui doit notamment veiller à l'application des résolutions adoptées par l'ONU sur la coopération afro-arabe.

113. Le 10 juin 1985, le secrétariat a présenté à la Ligue des Etats arabes un document de projet sur la promotion du commerce afro-arabe dans lequel étaient recensés les facteurs entravant le flux des échanges afro-arabes et les produits de base qui pourraient permettre d'améliorer les relations commerciales afro-arabes. Le secrétariat a également participé à la huitième réunion de la Commission permanente pour la coopération afro-arabe tenue du 15 au 17 janvier 1986. Les participants ont adopté des résolutions et décisions sur les moyens de renforcer la coopération politique et la solidarité afro-arabe en vue de la réalisation d'objectifs communs; sur les activités des institutions spécialisées arabes et africaines dans les domaines économiques, financiers, techniques et culturels; sur la désertification et la famine en Afrique; les échanges afro-arabes et discuté du rapport du Groupe de travail sur la garantie et la promotion des investissements afro-arabes.

#### Développement social en Afrique

##### Développement rural intégré

114. L'amélioration des conditions de vie, des institutions et de l'économie dans les zones rurales constitue le seul moyen par lequel l'Afrique peut venir à bout de la paralysie découlant des multiples crises invalidantes 1/. Les coopératives peuvent à cet égard jouer un rôle primordial. C'est ainsi que le secrétariat a élaboré un document intitulé "Rôle des coopératives rurales dans

---

1/ Adebayo Adedeji, La problématique du développement africain, CEA, Addis-Abeba, 1985.

les secteurs de production de l'Afrique : rapport de synthèse" (ECA/SDEHSD/IRD/-85/WP.6).

115. Trois études par pays relatives aux incidences des techniques rurales et des politiques nationales en matière de technologie sur la production alimentaire, la productivité, l'emploi ainsi que sur le niveau et la répartition des revenus ont également été élaborées.

116. Le secrétariat a continué à participer aux activités de l'Equipe spéciale sur le développement rural et présenté à sa réunion annuelle tenue du 6 au 8 mars 1985 au Siège de l'ONU à New York un résumé des activités de la CEA dans le domaine du développement rural en 1984. Il a également envoyé deux articles qui sont parus dans le Bulletin de l'Equipe spéciale sur le développement rural. Un autre résumé des activités pour 1985 ainsi que des articles destinés à être publiés dans le Bulletin sont en cours de rédaction.

#### Politique, planification et recherche dans le domaine social

117. Suite aux décisions et résolutions de la quatrième réunion de la Conférence des ministres tenue du 18 au 26 mars 1985, le secrétariat a continué à suivre l'évolution des tendances sociales ainsi que des problèmes de développement social dans la région. Des travaux de recherche ont démarré au cours du premier trimestre de 1986 et un rapport mis à jour sera élaboré avant la fin de l'année pour être présenté à la cinquième réunion de la Conférence qui aura lieu au début de l'année 1987. Le secrétariat a également, en étroite collaboration avec celui de l'OUA, commencé à préparer la réunion.

118. Le secrétariat a continué à apporter son soutien technique au Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social. Il a participé à la sixième réunion du Comité directeur tenue du 27 au 28 janvier 1986 à Nairobi (Kenya) qui a approuvé le programme de travail du Centre pour 1986.

#### Jeunesse et promotion sociale

119. Le secrétariat a mis l'accent sur les activités liées à la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la jeunesse. A cet égard, il a continué à recevoir et à compiler des informations devant figurer dans le répertoire des organisations de jeunesse en Afrique dont l'objectif est de faciliter la communication entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations de jeunesse et entre les diverses organisations de jeunesse entre elles. Des informations ont été recueillies et diffusées sur la création de comités nationaux de coordination des activités s'inscrivant dans le cadre de la célébration de l'Année. Presque tous les pays africains ont créé ces comités qui, pour la plupart, continueront à fonctionner sur une base permanente.

120. Trois propositions de projets dans le domaine de la jeunesse ont été élaborées dont l'une d'elles sur la promotion des possibilités d'emploi des jeunes dans les zones rurales suite aux recommandations de la réunion des Secrétaires exécutifs des Commissions régionales sur la promotion des projets CTPD et CEPD tenue en février 1985. Les deux autres propositions à savoir la jeunesse africaine et la réalisation d'un film documentaire 16 mm d'une

durée de 30 minutes sur le rôle de la jeunesse africaine dans le développement socio-économique ont été envoyées aux divers organismes donateurs pour examen.

121. Le secrétariat a continué à promouvoir les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées (1983-1992) et la mise en oeuvre du Programme d'action mondial en faveur des personnes handicapées. Afin d'aider les Etats membres dans la collecte de données appropriées sur les personnes handicapées, deux documents de projets ont été élaborés et soumis à divers organismes donateurs pour financement. L'un concerne une étude des ressources disponibles, des programmes et des moyens permettant de prévenir certaines infirmités et de favoriser la réinsertion sociale des personnes handicapées. L'autre s'attache à établir les causes et les types d'infirmités observés dans les pays africains et à en déterminer les incidences.

#### Services consultatifs

122. Des services consultatifs ont été fournis à la demande des gouvernements de Somalie sur les activités de développement rural et par Madagascar sur le matériel didactique destiné à la formation d'artisans polyvalents.

123. Des demandes de fourniture de services consultatifs ont été reçues de l'OUA concernant le suivi des conférences sur les réfugiés tenue en 1979 et 1983 à Arusha et de la Conférence des ministres africains des affaires sociales, du Groupe africain à New York et de la Commission du travail de l'Afrique australe sur l'élaboration d'un projet de convention relatif à la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles et aussi concernant une étude exhaustive de la situation des travailleurs migrants africains. Toutes ces demandes ont été satisfaites.

#### Environnement en Afrique

124. Le programme de travail de la CEA sur l'environnement en Afrique est exécuté au titre d'un sous-programme intitulé "création de moyens de protection de l'environnement y compris la conservation des ressources et la lutte contre la pollution". Ce programme a pour objectif d'aider les pays africains à développer leurs capacités nationales et ce, en vue de réduire les problèmes environnementaux résultant du processus de développement en Afrique ainsi qu'il est stipulé dans le Plan d'action de Lagos. Au cours de la période 1985-1986, les activités du programme ont visé à réduire les effets de la sécheresse et de la désertification afin d'atténuer la crise économique et sociale que traverse actuellement la région.

##### i) Environnement et politiques de développement

125. L'organe subsidiaire de la CEA qui établit le programme de travail sur l'environnement est le Comité mixte intergouvernemental régional sur les établissements humains et l'environnement qui a été créé en 1982 en application de la résolution 408 (XVI) de la CEA. Tous les 18 mois, ce Comité examine le programme de travail de la CEA sur l'environnement pour cette période et formule des recommandations à la Conférence des ministres de la CEA qui elle, prend les mesures qui s'imposent. Le Comité ci-après dénommé Comité mixte a tenu sa troisième réunion en juillet 1985.

ii) Evaluation des effets sur l'environnement et gestion de l'environnement

126. Au cours de la période considérée, des missions ont été effectuées dans trois pays membres de la CEA en vue de l'élaboration d'un rapport destiné aux organes directeurs de la CEA et ayant trait aux problèmes de l'environnement liés à l'évacuation des déchets industriels et à l'établissement de normes nationales en matière d'environnement. Des activités se sont poursuivies en vue de la création du centre africain d'application de la météorologie au développement suite à la résolution 540 (XX) adoptée par la CEA en avril 1985. Des consultations ont été tenues avec l'Organisation météorologique mondiale en vue de l'élaboration de documents de projets relatifs au financement du Centre et des négociations se sont déroulées avec des gouvernements désireux d'abriter le siège de l'institution.

iii) Activités sous-régionales avec les MULPOCs

127. Le secrétariat a participé activement à l'élaboration des rapports des MULPOCs de Tanger et de Niamey sur les questions liées à l'environnement. Pour le MULPOC de Niamey, les différents apports ont permis d'élaborer un document sur la sécheresse, la désertification et la crise économique dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. S'agissant du MULPOC de l'Afrique du Nord, une étude a été effectuée sur l'industrialisation et la lutte contre la pollution et les conclusions ont été présentées aux organes délibérants de ce MULPOC en mars 1986.

iv) Activités de coordination en matière d'environnement

128. Au sein du secrétariat de la CEA, la Section de l'environnement a continué à mener ses activités de coordination en matière d'environnement afin de veiller à incorporer les questions d'environnement dans toutes les activités au titre du programme.

129. Le secrétariat a également été représenté parmi les membres de la mission interdisciplinaire qui s'est rendue en Somalie, à la demande du Gouvernement somali, afin d'aider à trouver des solutions durables aux problèmes relatifs à la planification globale en matière de développement, en particulier dans le domaine de la dégradation de l'environnement.

130. S'agissant des organisations intergouvernementales, leurs contributions aux questions d'environnement, notamment concernant les mesures visant à lutter contre la sécheresse et la désertification, ont figuré dans les documents de l'Organisation de l'unité africaine présentés à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de juillet 1985 (document E/ECA/CM.11/80).

Etablissements humains

131. Au cours de la période considérée, le secrétariat a mené une série d'activités visant à exécuter le programme relatif aux établissements humains en Afrique. On trouvera ci-après certains des documents publiés ou en cours de publication :

a) Amélioration et mise en place d'institutions et de programmes de formation;

b) Indicateurs en vue de la reformulation des codes et règlements de construction en Afrique;

c) Mécanismes institutionnels permettant de définir et de mettre en oeuvre les politiques relatives aux établissements humains en Afrique.

132. Les réunions et séminaires suivants ont été organisés :

a) Troisième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement de la CEA;

b) Réunion du Groupe d'experts sur les directives et indicateurs pour l'élaboration de modèles nationaux de la planification des établissements humains intégrée à la planification socio-économique nationale;

c) Séminaire sur la planification des établissements humains.

#### Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre

##### Education, formation, gestion de la main-d'oeuvre et emploi

133. Les activités dans ce domaine ont porté sur les politiques et méthodes d'enseignement de type classique et de type non classique; la formation en ce qui concerne le perfectionnement des compétences et le transfert des techniques; l'organisation des carrières, les services d'orientation et de conseils; la mise en place d'institutions; l'administration des bourses; la planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi, et la mise en place de mécanismes institutionnels pour la planification, la mise en valeur et l'utilisation de la main-d'oeuvre.

134. Les activités au titre du sous-programme relatif à l'éducation ont visé à faire en sorte que l'enseignement universitaire réponde aux besoins en matière de développement socio-économique. C'est dans ce cadre que s'est tenue à Mbabane la Conférence des vice-recteurs, présidents et recteurs des établissements d'enseignement supérieur en Afrique d'où est issu le Programme d'action de Mbabane. Pour donner suite à l'appel lancé dans le Programme en faveur d'un perfectionnement accru de la main-d'oeuvre en vue d'améliorer la recherche et l'enseignement et d'assurer un enseignement axé sur la recherche et les services de consultance, six ateliers nationaux et un atelier régional consacrés au perfectionnement des compétences ont été organisés entre mai et décembre 1985 à l'intention des conférenciers, en collaboration avec les universités du Zimbabwe, du Botswana, du Swaziland, du Lesotho, de Makerere et du Malawi. Ces ateliers ont porté sur les méthodes et techniques d'enseignement et les aspects psychologiques, sociaux et philosophiques de l'enseignement. Un atelier régional sur l'enseignement et la formation axés sur la recherche et les services de consultance, qui s'est tenu au cours du second semestre de 1985 à Nairobi (Kenya), a préconisé que la recherche et les services de consultance figurent dans l'enseignement universitaire de façon que le contenu de l'enseignement universitaire réponde davantage aux besoins de l'industrie et des ministères.

135. Une étude a été entreprise au Ghana pour évaluer dans quelle mesure l'enseignement de type non classique répondait aux besoins de la population. Tout en définissant les liens entre les centres de conception technique et

les utilisateurs respectifs, l'étude a proposé des mesures visant à ce que l'enseignement de type non classique permette d'atteindre un développement rural intégré et réponde aux besoins des utilisateurs. Une conférence sous-régionale sur les méthodes d'appréciation en ce qui concerne l'enseignement destiné aux adultes s'est tenue au Lesotho en août 1985 au cours de laquelle les participants ont examiné comment faire en sorte que les programmes d'enseignement pour adultes répondent davantage aux besoins des principaux intéressés.

136. Des ateliers nationaux sur l'organisation des carrières, les services d'orientation et de conseils se sont déroulés en Ethiopie, au Tchad, en République centrafricaine et en République-Unie de Tanzanie. Ils ont porté sur les problèmes relatifs à l'orientation et aux conseils que rencontrent les jeunes ayant quitté l'école et à la mise en valeur des ressources humaines; la collecte, l'expérimentation et la quantification des données; ainsi que l'orientation et les conseils prêtés sur le plan pratique. Un certain nombre de publications techniques sur l'orientation et les conseils et sur les examens et le contrôle des aptitudes à la technique de la profession sont également parues.

137. Les activités de formation au titre du programme de perfectionnement des compétences ont abouti à l'organisation de deux ateliers, l'un régional et l'autre national, à l'intention des fonctionnaires chargés du perfectionnement des compétences travaillant dans les organisations para-étatiques, les ministères et le secteur privé au Kenya et à Maurice et à l'organisation d'un autre atelier à l'intention des enseignants de gestion (principalement gestion et comptabilité financière) au Botswana.

138. Le programme d'octroi de bourses a continué d'être axé sur la mobilisation de ressources en espèces et en nature en vue d'assurer le stage et la formation dans les domaines technique, professionnel, scientifique et de gestion. La plupart des bourses attribuées ont été des bourses de trois à neuf mois octroyées dans le cadre de projets de l'UNITFAC, du PNUD et des Pays-Bas. Au cours de cette période, il y a toutefois eu une baisse considérable des contributions au titre du programme relatif aux bourses de perfectionnement tandis qu'en revanche, la demande de bourses continuait à augmenter.

139. Au titre du sous-programme relatif aux politiques de planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi, le secrétariat a continué à promouvoir la mise en place de mécanismes institutionnels visant à l'harmonisation des politiques et à la coordination des programmes en matière de planification, de mise en valeur et d'utilisation de la main-d'oeuvre; la mise en place de structures destinées aux personnes chargées de gérer ces mécanismes et d'exécuter efficacement les programmes de planification de la main-d'oeuvre; et la réalisation d'études sur la main-d'oeuvre et l'emploi afin de constituer une base de données et de définir des modèles pour les politiques, la gestion efficace de l'emploi et du marché du travail. A cet effet, des ateliers sur le perfectionnement des compétences chargées de la planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi ont été organisés au Libéria et au Kenya au cours du second semestre de 1985. Les participants ont ainsi évalué les politiques actuelles relatives à la mise en valeur et l'utilisation de la main-d'oeuvre et leurs arrangements institutionnels concernant la planification de la main-d'oeuvre et la gestion de l'emploi et du marché du travail et proposé des mesures visant à les améliorer.

140. Pour obtenir le retour en Afrique de la main-d'oeuvre hautement qualifiée, le secrétariat a entrepris, en collaboration avec le Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM), l'exécution du projet relatif au retour des compétences techniques en Afrique. Treize pays au moins - Botswana, Cameroun, Egypte, Ghana, Kenya, Malawi, République-Unie de Tanzanie, Somalie, Soudan, Swaziland, Zaïre, Zambie et Zimbabwe - ont manifesté un intérêt pour ce projet ou y participaient.

#### Administration publique et finances en Afrique

141. Le programme a visé à améliorer les moyens institutionnels et à rehausser la qualité du rendement des fonctionnaires. Des missions consultatives ont eu lieu en Gambie, à Maurice, au Botswana, au Cameroun et en Ouganda en vue : i) de prêter un avis aux gouvernements respectifs sur le fonctionnement des services de gestion dans la fonction publique; ii) d'étudier des approches novatrices à la gestion des entreprises publiques et de favoriser le développement rural.

142. Des ateliers nationaux sur les achats et la gestion des fournitures ont été organisés en Ethiopie en juin 1985, au Soudan en septembre 1985 et au Kenya en novembre 1985. Deux autres ateliers ont été organisés, l'un au Botswana à l'intention des diplômés nouvellement recrutés dans la fonction publique, et l'autre à Maurice relatif à la formation de formateurs dans la fonction publique.

143. S'agissant de l'élaboration de systèmes budgétaires et fiscaux, une conférence technique s'est tenue au Cameroun en octobre 1985, en collaboration avec l'Association des administrateurs africains des impôts (AAAI). Cette conférence a été axée sur l'évolution des systèmes administratifs en Afrique, en se référant tout particulièrement à l'administration fiscale; le rôle de l'information en matière de gestion dans l'administration fiscale; et l'importance que revêtent la vérification des comptes et le recouvrement dans l'administration des impôts.

#### Centre africain de formation et de recherche pour la femme

144. Au cours de la période considérée, le secrétariat s'est attaché à promouvoir les possibilités d'emploi pour les femmes afin de veiller à ce qu'elles prennent une part active dans les activités de développement.

145. A cet égard, la prise en compte des questions relatives à la femme dans les plans, politiques et programmes de développement a constitué le souci principal. On s'est efforcé d'améliorer la base de données sur la femme et le développement en Afrique en organisant un séminaire sur l'amélioration des statistiques et indicateurs concernant la femme et la planification du développement, lequel séminaire s'est tenu à Harare (Zimbabwe) du 29 avril au 7 mai 1985 en collaboration étroite avec le Bureau de statistique (Secrétariat de l'ONU) et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme.

146. Un séminaire sous-régional sur le perfectionnement des cadres destiné aux gérantes et un séminaire sous-régional sur la gestion et la planification du développement destiné aux femmes ont été organisés à l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe à Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 17 au 28 juin et en septembre 1985 respectivement.

147. En outre, des services consultatifs ont été prêtés aux mécanismes nationaux au Cameroun, aux Comores, au Congo, à la Guinée équatoriale, au Malawi, à Maurice, à la République centrafricaine et aux Seychelles.

148. Conformément aux recommandations issues des stratégies prospectives d'Arusha, le secrétariat a poursuivi ses efforts en vue d'améliorer la compétence technique des femmes. A cet égard, il a organisé deux ateliers de formation à la capacité d'entreprise à l'intention des pays anglophones, lesquels ateliers ont eu lieu au College of Adult and Distant Education au Kenya du 15 avril au 21 juin 1985 et du 27 janvier au 28 mars 1986. Des ateliers identiques à l'intention des pays francophones ont été organisés au Centre ivoirien de gestion des entreprises en Côte d'Ivoire du 25 février au 3 mai 1985 et du 20 mai au 26 juillet 1985.

149. Dans le même contexte, un atelier sous-régional sur la participation efficace des femmes dans les activités menées au titre de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement s'est déroulé à Lilongwe (Malawi) du 13 au 18 janvier 1986. De même, un atelier sur le nouveau rôle de la femme dans l'utilisation des techniques modernes appropriées liées à la production, la transformation, la conservation et la commercialisation des produits alimentaires s'est tenue à Yaoundé du 3 au 8 février 1986. Les deux ateliers ont été organisés pour donner suite aux recommandations issues des études menées dans les sous-régions de l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et de l'Afrique centrale respectivement. Dans le même esprit, un séminaire national de formation dans l'administration et la gestion des coopératives s'est tenu à Kinshasa du 19 au 28 juin 1985. Il a regroupé des femmes travaillant dans le département de la femme et des affaires sociales aux niveaux national et régional ainsi que des représentantes des associations féminines qui pourraient promouvoir la création de coopératives féminines au niveau national.

150. Pour promouvoir la coopération technique entre les femmes des pays en développement d'Afrique, le secrétariat a organisé un atelier interrégional sur la création et la gestion des coopératives textiles et de vêtements qui s'est tenu du 13 octobre au 2 novembre 1985 à Bamako (Mali). Le choix du Mali comme pays hôte a été dicté par la longue expérience de ce pays dans le domaine de la teinture et de l'impression du batik et des étoffes. Les représentantes des huit pays invités à participer à cet atelier ont pu échanger des vues avec leurs homologues maliennes.

151. Une attention particulière a été accordée aux pays touchés par la sécheresse. L'exécution d'un projet relatif à la formation dans l'utilisation nutritionnelle optimale des aliments fournis dans le cadre des activités de secours et activités menées au titre du programme intitulé "des vivres pour du travail" s'est poursuivie en Ethiopie. Un nouveau projet, dont le financement doit intervenir en 1986, a été lancé afin de couvrir d'autres pays touchés par la sécheresse.



152. En outre, le secrétariat a activement participé à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix qui s'est tenue à Nairobi (Kenya) du 15 au 26 juillet 1985. Une brochure spéciale et un poster intitulé "Femmes en Afrique jusqu'à l'an 2000 : deux options seulement s'offrent à la femme africaine" ont été distribués au cours de cette Conférence ainsi que les Stratégies prospectives d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

153. Le secrétariat a, par l'intermédiaire de la coordonnatrice du programme en faveur des femmes, organisé dans les MULPOC de Lusaka, de Gisenyi, de Yaoundé et de Niamey des réunions des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement, lesquelles réunions ont été précédées des réunions du Bureau des comités sous-régionaux.

154. S'agissant des activités de recherche, plusieurs études ont été menées et publiées. On peut citer comme nouvelle réalisation la publication d'un bulletin en portugais, en plus de l'anglais et du français.

#### Système panafricain de documentation et d'information (PADIS)

155. Des services consultatifs ont été prêtés à l'Algérie et au Bénin dans l'installation et l'expérimentation du matériel et du logiciel dans leurs centres nationaux de documentation. Au Botswana, en République-Unie de Tanzanie et au Zimbabwe, les services consultatifs ont porté sur les activités du Système PADIS en Afrique de l'Est et en Afrique australe, les progrès réalisés dans la création du Système de documentation et d'information pour les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ESADIS) et l'interconnection du Système PADIS au niveau national.

156. Une formation de groupe a été organisée à l'Office central de coordination du PADIS à Niamey (Niger) à l'intention du personnel des centres de documentation des pays de l'Afrique de l'Ouest, et a par ailleurs été assurée au niveau national en Algérie, au Bénin, au Togo et en Guinée. Tant la formation de groupe que la formation au niveau national visaient à présenter aux participants les méthodologies du PADIS/DEVSI.

#### Services de traitement de données

157. Au cours de la période considérée, le PADIS a fourni des services relatifs au traitement électronique de l'information au secrétariat de la CEA.

#### Comités techniques sous-régionaux du PADIS

158. Le PADIS a mis en place deux comités sous-régionaux desservant les pays de l'Afrique du Nord et les pays de l'Afrique de l'Ouest.

#### Acquisition de bases de données

159. Outre l'élargissement de ses propres bases de données PADDEV et pour la CTPD concernant le développement et les compétences techniques, le PADIS a acquis deux nouvelles bases de données auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Coopération avec d'autres organisations internationales

160. Le PADIS a engagé des négociations avec divers organisations internationales et organismes des Nations Unies, notamment le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), la Banque africaine de développement (BAD), le Centre de documentation de la Ligue des Etats arabes (ADLOC), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Communauté économique européenne, en vue de renforcer ses activités de coopération avec ces organisations et organismes.

C. Relations avec d'autres programmes des Nations Unies

161. Comme par le passé, la Commission a maintenu des relations étroites avec d'autres programmes du système des Nations Unies, ainsi qu'il apparaît à travers le compte rendu des activités présenté ci-dessous.

162. Comme il a été indiqué plus haut dans la section portant sur la coordination et la coopération en matière d'assistance technique, les fonds alloués par le PNUD ont servi à financer des projets dans les domaines de la statistique, de l'industrie, de la comptabilité nationale, pour ne citer qu'eux.

163. Eu égard à la nécessité d'entreprendre une action concertée entre les pays les moins avancés, le secrétariat a, avec le concours de la FAO, organisé une consultation de groupe sur l'amélioration de la commercialisation des produits alimentaires dans le cadre de la CTPD dans les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

164. Du fait de l'aggravation de la situation alimentaire d'urgence auxquels sont en proie les pays de la région, le secrétariat a été invité par diverses organisations homologues telles que l'OUA, le PAM, la BAD et la FAO à participer aux activités qu'elles ont entreprises pour lutter contre la malnutrition et la famine dans la région.

165. En janvier 1986, le secrétariat a également tenu des consultations avec la FAO à Rome en vue d'examiner la possibilité d'entreprendre des projets conjoints CEA/FAO dans les domaines des ressources de la mer, en particulier la pêche et l'aquaculture.

166. Vu la baisse des disponibilités alimentaires dans la région, le secrétariat a organisé, en collaboration avec la FAO, le BIT, l'ONUDI et l'Alliance coopérative internationale (ACI), une Consultation régionale d'experts sur le rôle des coopératives rurales dans les secteurs productifs en Afrique.

167. Le secrétariat a également collaboré avec le PNUE dans l'organisation de la Conférence africaine sur l'environnement tenue au Caire. En outre, il a poursuivi sa collaboration avec l'OMM dans la mise au point des services d'appui en vue de la création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement. Il a également poursuivi ses activités de coordination avec l'OMS en participant au Programme spécial PNUD/OMS/Banque mondiale pour la recherche et la formation sur les maladies tropicales.

168. S'agissant des télécommunications, le secrétariat a, en collaboration avec le Gouvernement brésilien et le PNUD, effectué une mission d'étude sur l'état du Réseau de télécommunication panafricain et les mesures à prendre pour l'améliorer.

169. Au cours de la période considérée, le secrétariat a également collaboré activement avec la FAO à Rome, la Division de la population de l'ONU à New York, le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique à Brazzaville, l'OUA, la CESAP, la Banque mondiale et d'autres organisations dans diverses activités en matière de population.

### III. VINGT ET UNIEME SESSION DE LA COMMISSION ET DOUZIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

#### A. Participation et organisation des travaux

170. La vingt et unième session de la Commission et douzième réunion de la Conférence des ministres s'est tenue à Yaoundé (République du Cameroun) du 17 au 21 avril 1986. Elle a été officiellement ouverte par Son Excellence Paul Biya, Président de la République du Cameroun. Des déclarations ont également été faites à la cérémonie d'ouverture par le Président sortant de la Commission, M. Bernard Chidzero, Ministre des finances, du développement économique et de la planification du Zimbabwe, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et le Secrétaire exécutif de la CEA. (Voir section C ci-dessous).

171. Participaient à la réunion les représentants des Etats suivants membres de la Commission : Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre et Zimbabwe.

172. Des observateurs des Etats ci-après membres de l'Organisation des Nations Unies mais non membres de la Commission étaient également présents : Allemagne, République fédérale d', Arabie saoudite, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Inde, Indonésie, Japon, République démocratique allemande, République islamique d'Iran, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela.

173. Des observateurs des Etats ci-après, non membres de l'Organisation des Nations Unies, étaient également présents : République populaire démocratique de Corée, Saint-Siège et Suisse.

174. L'African National Congress (ANC) et le Pan Africanist Congress of Azania étaient représentés conformément à l'article 72 du règlement intérieur de la Commission.

175. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie était également représenté.

176. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies énumérés ci-après étaient représentés à la réunion : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS), Programme des Volontaires des Nations Unies, Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Organisation mondiale de la santé (OMS), Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation maritime

internationale (OMI), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et Programme alimentaire mondial (PAM).

177. Les organisations intergouvernementales ci-dessous étaient représentées par des observateurs conformément au paragraphe 11 du mandat de la Commission : Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC), Banque africaine de développement (BAD), Banque islamique de développement (BID), Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (ACARTSOD), Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ESAMRDC), Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique du Centre (CAMRDC), Centre régional africain de conception et de fabrication techniques (ARCEDEM), Centre régional africain de technologie (CRAT), Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS), Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD), Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI), Institut panafricain pour le développement (IPD), Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques (AIHTTR), Ligue des Etats arabes, Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), Organisation de l'unité africaine (OUA), Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) et Union panafricaine des postes (UPAP).

178. Les organisations non gouvernementales suivantes étaient également représentées par des observateurs : Centre international des entreprises publiques dans les pays en développement, Chambre de commerce internationale (CCI), Communauté internationale Baha'ie (CIB), Conseil international des femmes (CIF), Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF), Grand répertoire économique de l'Afrique centrale (GREAC), Hunger Project et Organisation panafricaine des femmes.

179. La Conférence des ministres a élu à l'unanimité le bureau suivant :

Président : M. Sadou Hayatou (Cameroun)  
Premier Vice-Président : M. Yaovi Adodo (Togo)  
Second Vice-Président : M. Abdel Khalifa (Soudan)  
Rapporteur : M. Louis J. Chimango (Malawi).

#### B. Ordre du jour

180. La Commission a adopté, le 13 avril 1986, l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Election du bureau.
4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.

5. Débat général sur :

- a) Le rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités de la CEA, 1984-1985;
- b) L'examen et l'évaluation de la situation économique en 1984-1985 ainsi que des perspectives pour 1986 :
  - i) Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1984-1985;
  - ii) Rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique en 1986;
- c) La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique.

6. Rapport de la sixième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés.

7. Rapport et recommandations de la septième réunion du Comité technique préparatoire plénier sur :

- a) Les préparatifs de la Conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique;
- b) L'état d'avancement des programmes spéciaux en cours :
  - i) La Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique : Rapport intérimaire sur le programme de la seconde phase et examen des mesures à prendre;
  - ii) La Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique : Rapport intérimaire commun de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA et examen des mesures à prendre;
  - iii) L'examen et l'évaluation des résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme en Afrique;
- c) Promotion de la coopération et de l'intégration économiques :
  - i) Rapport des conseils des ministres des MULPOC;
  - ii) Rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités des institutions spécialisées parrainées par la CEA, 1984-1985;
  - iii) Programme de travail et ordre de priorité d'ensemble, y compris les budgets des institutions spécialisées parrainées par la CEA, pour la période biennale 1986-1987;
  - iv) Coopération économique et technique régionale et interrégionale : questions à examiner;

- d) Mise en place d'institutions : Création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement : Rapport intérimaire et actions à mener;
- e) Questions particulières :
  - i) L'importance du charbon en Afrique : Propositions de base concernant sa mise en valeur;
  - ii) Rapport de la réunion du Groupe régional d'experts en prévision de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire;
  - iii) Rapport à la Conférence des ministres de la CEA sur la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement;
  - iv) Informatique et développement;
- f) Rapports des organes subsidiaires de la Commission :
  - i) Rapport de la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains;
  - ii) Rapport de la cinquième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés (PMA);
  - iii) Rapport de la quatrième réunion du Comité intergouvernemental pour le développement de la science et de la technique;
  - iv) Rapport de la septième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement;
  - v) Rapport de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce;
  - vi) Rapport de la troisième réunion du Groupe intergouvernemental d'experts des ministères des finances, des banques centrales et des services juridiques sur la création du Fonds monétaire africain;
  - vii) Rapport de la troisième réunion du Comité intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement;
  - viii) Rapport de la deuxième réunion du Comité régional technique du PADIS;
  - ix) Rapport de la sixième réunion de la Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA;

- g) Suite donnée aux résolutions de la Commission et aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale dans des domaines intéressant l'Afrique :
    - i) Suivi d'autres résolutions pertinentes adoptées lors de la vingtième session de la Commission/onzième réunion de la Conférence des ministres;
    - ii) Résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1985 et par l'Assemblée générale à sa quarantième session dans les domaines économiques et sociaux intéressant l'Afrique;
    - iii) Propositions en vue de la mise à jour du budget-programme pour 1986-1987 compte tenu des crédits approuvés par l'Assemblée générale et des ressources extra-budgétaires disponibles;
  - h) Programme régional du PNUD pour l'Afrique, quatrième cycle, 1987-1991 : Document directif.
- 8. Projets de résolution soumis par la septième réunion du Comité technique préparatoire plénier pour examen à la vingt et unième session de la Commission et douzième réunion de la Conférence des ministres.
  - 9. Questions diverses.
  - 10. Date, lieu et autres questions ayant trait à la treizième réunion de la Conférence des ministres/vingt-deuxième session de la Commission.
  - 11. Examen et adoption du rapport et des résolutions de la réunion.
  - 12. Clôture de la réunion.



C. Compte rendu des travaux

Allocutions d'ouverture

181. Dans son discours d'ouverture, S.E. M. Paul Biya, Président de la République du Cameroun, a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants et leur a souhaité un séjour agréable au Cameroun.

182. Il a déclaré que l'Afrique avait besoin de la participation de chaque Africain pour progresser et parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Le redressement de l'Afrique était une oeuvre de longue haleine et la Commission devrait prendre des mesures précises pour que démarre le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990. Au lieu d'attendre l'aide extérieure, l'Afrique devrait elle-même résoudre ses problèmes. Bien entendu, les pays africains auraient à faire face à de nombreuses difficultés. Mais l'essentiel était pour eux de mettre leurs efforts en commun, d'agir dans un esprit de coopération accrue entre Etats pour développer le secteur agro-alimentaire, lutter contre la désertification, réduire la dette extérieure et développer le commerce et l'industrie. Pour réussir cela, la solidarité entre Etats devait se renforcer.

183. La Commission se réunissait pour raffermir la volonté d'unification des pays africains, définir un programme précis et adopter des résolutions. L'Afrique devrait formuler des propositions concrètes au cours de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la situation économique critique de l'Afrique. Pour être crédibles, les pays africains devaient être fermes dans leurs engagements, démontrer leur volonté de sortir par eux-mêmes de cette situation en travaillant ensemble en Etats responsables et convaincus que leur avenir relevait d'eux-mêmes.

184. Il a ensuite déclaré la réunion ouverte.

185. Dans un message dont le Secrétaire exécutif a donné lecture, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a dit que l'objet de la réunion était de savoir comment restaurer et accélérer le développement économique et social en Afrique. Les efforts individuels et collectifs des Etats membres auraient une importance déterminante en cette période critique que traversait l'Afrique.

186. Un an auparavant, l'Afrique était aux prises avec une tragédie humaine d'une ampleur sans précédent. La famine et ses corollaires (malnutrition et maladies) menaçaient des millions d'individus et mettaient en danger la survie même des pays. Certes, il subsistait des zones d'ombre, en particulier des populations déplacées et démunies, et il fallait environ 1 milliard de dollars pour faire face aux besoins d'urgence; cependant, on pouvait affirmer que la phase critique de la situation d'urgence provoquée par la sécheresse était surmontée. Outre le retour des pluies, les secours massifs organisés par la communauté internationale au cours des deux dernières années pour appuyer les efforts résolus des gouvernements et peuples africains avaient également contribué à changer radicalement la situation.

187. Le Secrétaire général se félicitait de ce que l'ONU avait pu jouer un rôle de premier plan dans la sensibilisation de la communauté internationale à ce problème et dans la mobilisation et la coordination de l'assistance, démontrant ainsi qu'il était possible de mobiliser le monde entier autour

d'une cause commune. Cet esprit résolu de solidarité agissante devait à présent être maintenu pour permettre à l'Afrique de faire face à ses besoins en matière de développement à long terme.

188. La crise provoquée par la sécheresse au cours des dernières années n'était que le symptôme d'un problème structurel bien enraciné. A la demande de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, l'Assemblée générale devait convoquer en mai 1986 une session extraordinaire pour examiner de façon approfondie la situation économique critique de l'Afrique et avait créé un comité préparatoire chargé d'assurer le succès de cette session. Celle-ci serait consacrée d'une manière exhaustive et globale au redressement et aux problèmes de développement à moyen et long terme que rencontraient les pays africains en vue de promouvoir et d'adopter des mesures concrètes et concertées.

189. Il avait toujours été reconnu que c'était aux pays africains qu'il incombait de définir leur propre avenir et le document élaboré par ceux-ci sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine, avec le précieux concours de la Conférence des ministres de la CEA à la première session extraordinaire de la Commission, qui serait présenté à la session extraordinaire de l'Assemblée générale, était donc essentiel pour la préparation de cette session. Le document montrait une fois de plus la détermination des gouvernements africains à relancer l'initiative visant à assurer le développement et la croissance économiques à moyen et long terme et définissait les domaines dans lesquels il importait de prendre des mesures conformément au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique. Il revenait maintenant à la communauté internationale de préciser la nature et l'ampleur de l'appui qu'elle comptait apporter aux efforts faits par les pays africains. Eu égard aux discussions qui s'étaient déroulées au sein du Comité préparatoire et aux contacts informels qui avaient été pris, il devrait être possible de mettre au point, au cours de la session extraordinaire, un accord politique aux termes duquel la communauté internationale s'engagerait clairement à restaurer et accélérer le développement économique et social en Afrique.

190. Par conséquent, une amélioration sensible de l'environnement international était nécessaire ainsi qu'un accroissement de l'aide au développement, qui devrait être généreuse et bien coordonnée et répondre aux priorités et besoins nationaux établis par les pays africains eux-mêmes. A cet égard, les récentes initiatives prises par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale étaient encourageantes.

191. Pour nombre de pays africains, la dette extérieure était devenue une charge insupportable. De même, les problèmes des cours des produits de base et la question relative à la nécessité de faciliter l'accès des importations africaines aux marchés des pays en développement devraient être traités de toute urgence.

192. La session extraordinaire de l'Assemblée générale ne serait ni le début ni la fin d'un processus. Des efforts soutenus et diligents de la part de tous s'imposaient si le programme adopté devait être exécuté et il importait

de prendre des dispositions appropriées en vue d'assurer le suivi aux niveaux national et international.

193. Les travaux et les décisions de la Conférence seraient d'une importance capitale; aussi le Secrétaire général souhaitait-il plein succès aux participants. L'Organisation des Nations Unies n'épargnerait aucun effort pour mobiliser des ressources supplémentaires pour le développement de l'Afrique et pour soutenir l'application de mesures concertées à l'échelle nationale et internationale.

194. En conclusion, il exprimait ses remerciements à Son Excellence le Président Paul Biya et, par son intermédiaire, au peuple camerounais pour avoir accueilli la session de la Commission. Ce geste généreux était le témoignage éloquent de leur constant dévouement aux objectifs poursuivis non seulement par la CEA mais également par l'Organisation des Nations Unies en général.

195. M. Bernard Chidzero, Ministre des finances, du développement et de la planification économique du Zimbabwe et Président de la vingtième session de la Commission et de la onzième réunion de la Conférence des ministres ainsi que de la première session extraordinaire de la Conférence des ministres de la CEA, a souhaité la bienvenue aux participants et remercié en leur nom le Président Paul Biya, qui a bien voulu accepter de prendre la parole à la séance d'ouverture, le Gouvernement et le peuple camerounais des remarquables installations et services mis à la disposition de la Conférence et de l'accueil réservé à tous les participants.

196. Il a passé en revue le contexte socio-économique dans lequel avaient eu lieu la vingtième session de la Commission et onzième réunion de la Conférence des ministres. La région était alors en proie à une crise économique sans précédent, amplifiée par un environnement économique mondial particulièrement défavorable, d'où une chute quantitative et une diminution de la valeur des exportations africaines, une hausse des taux d'intérêt réels pratiqués dans les pays industrialisés, une augmentation des prix des importations en provenance des pays en développement - notamment des facteurs de production -, une détérioration des termes de l'échange et une réduction brutale des entrées de capitaux en Afrique; l'augmentation alarmante de la dette extérieure de l'Afrique est venue aggraver encore cette situation. De plus en 1986 comme en 1985 les pays en développement à faible revenu et, principalement, les pays africains n'avaient pratiquement tiré aucun bénéfice de la reprise générale des économies des pays industrialisés et des pays récemment industrialisés.

197. En Afrique australe, cette situation a été encore compliquée par les activités déstabilisatrices du régime raciste d'Afrique du Sud - l'infiltration de bandits dans des démocraties, l'appui direct et indirect accordé à des groupes contre-révolutionnaires dans certains Etats de première ligne, le sabotage et le chantage économiques ainsi que l'intervention militaire directe.

198. En conséquence, à sa onzième réunion, la Conférence avait axé ses travaux sur l'inversion de la tendance au marasme économique et la création des conditions d'une paix durable, d'un redressement économique, d'un développement

harmonieux et de changements structurels en Afrique, en fonction du principe d'autosuffisance et d'autonomie collective.

199. L'orateur a appelé l'attention des participants sur deux des vingt résolutions adoptées par la Conférence : la résolution 555 (XX) et la résolution 556 (XX). La première, par laquelle la Conférence des ministres avait adopté le deuxième Mémoire spécial sur la crise économique et sociale de l'Afrique et prié le Secrétaire exécutif de la CEA de le transmettre au Conseil économique et social; la deuxième avait trait aux recommandations de la Conférence sur les questions économiques soumises à l'examen de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingt et unième session ordinaire, recommandations formulées à la demande du Conseil des ministres de l'OUA qui figurait dans sa résolution CM/Res.963 (XLI). Le Secrétaire exécutif était prié de les mettre à la disposition du Comité directeur permanent de l'OUA, qui en tiendrait compte pour la mise au point des documents destinés à la vingt et unième session ordinaire de la Conférence et qui les transmettrait au Conseil des ministres de l'OUA à sa quarante-deuxième session. L'ensemble des dispositions contenues dans les résolutions précédentes avait été mis en application et les objectifs prévus étaient en passe d'être atteints. Ces résolutions visaient l'élaboration de programmes d'action permettant de s'attaquer à la crise économique la plus grave que l'Afrique ait jamais connue et de mobiliser au maximum l'assistance de la communauté internationale en vue d'appuyer les efforts que fait l'Afrique elle-même en ce sens.

200. Deux événements majeurs s'étaient produits depuis la onzième réunion de la Conférence. D'abord, le deuxième Mémoire spécial avait été soumis au Conseil économique et social, au cours de sa deuxième session ordinaire en 1985. Le Conseil avait procédé à un examen approfondi du Mémoire en axant son examen sur les causes structurelles de la crise économique et sociale en Afrique et sur la nécessité de prendre des mesures fondamentales et globales au niveau national et international pour y faire face. En deuxième lieu, la vingt et unième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, réunie à Addis-Abeba du 18 au 20 juillet 1985, avait adopté, comme suite à ses recommandations, le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique (1986-1990), dont la mise en oeuvre exigerait une action résolue et soutenue sur le plan national, sous-régional, régional et international.

201. A cet effet, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA avait adopté la résolution AHG/Dec.1.1 (XXI), dans laquelle elle exhortait les Etats membres à créer ou à renforcer les mécanismes destinés à assurer le suivi de l'exécution du Programme prioritaire, elle invitait les organisations économiques et régionales à renforcer leur coopération dans tous les secteurs économiques et sociaux et elle décidait d'instituer un comité directeur permanent de l'OUA pour suivre l'exécution du Programme. Par ailleurs, dans cette résolution, la Conférence demandait la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies pour examiner la situation critique de l'économie africaine. Elle invitait le Secrétaire exécutif de la CEA à apporter toute l'assistance possible au Comité directeur et à entreprendre tous les travaux préparatoires nécessaires à cette réunion.

202. Les Etats membres de la CEA devaient beaucoup à M. Abdou Diouf, Président du Sénégal et Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, dont le dévouement et le dynamisme avaient amené l'Assemblée générale à décider lors de sa quarantième session de convoquer du 27 au 31 mai 1986 à New York, une session extraordinaire au niveau ministériel pour examiner à fond la situation critique de l'économie africaine. Pour faire en sorte que cette session débouche sur des résultats satisfaisants, l'Assemblée générale avait institué un Comité préparatoire plénier. Cette session serait la première, dans l'histoire des Nations Unies, que l'Assemblée générale consacrerait aux problèmes économiques d'une seule région. Il n'était pas exagéré d'affirmer que ses conclusions pourraient avoir une incidence décisive sur l'orientation, le rythme et la conception de la croissance et du développement économiques de l'Afrique, et même entraîner une transformation structurelle au cours des décennies à venir. Il était donc indispensable que l'Afrique soit préparée comme il convenait à la session.

203. Du fait du rapport évident entre les questions inscrites à son ordre du jour et les problèmes chroniques de l'Afrique et de quelques-unes des principales questions dont la session extraordinaire serait saisie, la vingt et unième session de la Commission et douzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA s'inscrivaient dans le cadre de la série de réunions préparatoires auxquelles participaient, à des titres divers, le Président en exercice de l'OUA, les chefs de secrétariat, ainsi que les secrétariats et les organes subsidiaires de la CEA et de l'OUA, des représentants du système des Nations Unies et du Groupe africain au Siège des Nations Unies.

204. Le secrétariat de la CEA avait apporté une contribution inappréciable aux travaux préparatoires de la session, notamment par l'envoi de missions conjointes CEA/OUA sur le terrain dans tous les Etats africains afin de les aider à élaborer leurs programmes prioritaires pour la période 1986-1990, dans le cadre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, à cerner leurs actions prioritaires et à en évaluer le coût, à spécifier les ressources disponibles ou mobilisables, provenant de sources tant intérieures qu'extérieures, et à déterminer le déficit d'investissements que la communauté internationale serait appelée à combler. Dans tous ces efforts, la priorité avait toujours été accordée à l'alimentation et à l'agriculture, aux agro-industries, aux ressources humaines et à la lutte contre la sécheresse et la désertification.

205. Grâce aux multiples efforts déployés dans le cadre des travaux préparatoires, les gouvernements africains avaient pu définir clairement leurs besoins et exprimer leurs espoirs quant aux résultats de la session extraordinaire. Ils devaient tout mettre en oeuvre pour faire comprendre à la communauté internationale que leur cause était honorable et sérieuse et qu'elle appelait des solutions immédiates ou l'engagement de remédier à la situation de façon que l'Afrique sorte de la récession économique. Des réactions positives permettraient à l'Afrique de prendre un nouveau départ et de progresser collectivement dans la voie d'une croissance et d'un développement économiques soutenus, auto-entretenus et autonomes.

206. La douzième réunion de la Conférence des ministres avait lieu six semaines à peine avant la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, consacrée à la situation économique critique de l'Afrique.

L'issue des travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies pourrait peser d'un poids décisif sur l'orientation, l'allure, le schéma et la structure de la croissance et du développement économiques de l'Afrique. La session extraordinaire offrait à l'Afrique, et à la communauté internationale en général, une chance unique de faire preuve de solidarité en promouvant des mesures coordonnées et concrètes qui aideraient l'Afrique à régler ses problèmes de développement pour entrer dans une ère de croissance soutenue. La crédibilité de l'Afrique était en jeu. Ses efforts se devaient d'aboutir; il ne saurait être question d'un échec.

207. En Afrique même, notamment au sud du Sahara, la situation économique était restée mauvaise dans la plupart des pays, en dépit de l'augmentation de la production vivrière. De ce fait, les problèmes demeuraient réels et persistants et le défi implacable. Cependant, grâce à la conjugaison des efforts, fondés sur le principe d'autonomie collective, qui étaient déployés au niveau national et collectif par les pays africains, et de l'aide internationale, les problèmes pouvaient et devaient être résolus. La douzième réunion de la Conférence offrait l'occasion d'examiner et d'évaluer la situation économique et sociale en Afrique en la situant dans le contexte de l'environnement économique mondial généralement hostile.

208. En conclusion, l'orateur a une nouvelle fois vivement remercié, au nom des participants, le Président, le Gouvernement et le peuple camerounais et exprimé sa propre gratitude pour l'appui constant dont il avait bénéficié au cours de son mandat de Président de la Conférence des ministres. Il continuerait de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour faire progresser et consolider l'oeuvre de la Commission, pour le plus grand bien de l'Afrique et dans l'intérêt d'une compréhension et d'une coopération internationales accrues.

209. M. Idé Oumarou, Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, a remercié le Président, le Parti, le Gouvernement et le peuple camerounais de l'accueil chaleureux qu'ils avaient réservé aux participants et de l'hospitalité qu'ils leur avait offerte. Il a rendu hommage au Cameroun pour le rôle qu'il jouait depuis des années au sein de l'OUA dont il était un des pays fondateurs et qui avait déjà été amené, par deux fois, à donner l'un de ses fils pour diriger l'Organisation.

210. La première session extraordinaire de la Conférence des ministres s'était tenue il y a trois semaines pour examiner le document que l'Afrique soumettrait à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la situation économique et sociale de l'Afrique. Ce document devait être soumis quelques heures plus tard aux ministres des affaires étrangères de l'OUA, qui se réuniraient également en session extraordinaire, apportant ainsi une contribution irremplaçable à ce document et à sa crédibilité. A cet égard, l'intervenant a félicité le secrétariat de la CEA qui, en collaboration avec l'OUA, avait permis au Comité directeur permanent de sortir un document complet, circonstancié et crédible à soumettre à l'Assemblée générale. L'oeuvre commune réalisée par l'OUA et la CEA a inauguré une nouvelle ère de coopération entre les deux secrétariats, coopération qui devait se renforcer et s'étendre à toutes leurs activités, notamment à celles relatives à l'application des résultats que l'on attendait de la session extraordinaire de l'Assemblée générale.

211. La Conférence des ministres était destinée à étudier les problèmes d'une Afrique confrontée au sous-développement, à la malnutrition, à la dette extérieure, aux erreurs de gestion et au manque de structures capables de relancer et de promouvoir son développement. Toutefois, les discussions et le diagnostic ne sauraient durer indéfiniment : il était temps d'appliquer les remèdes si souvent prescrits. Les chefs d'Etat et de gouvernement avaient clairement défini les problèmes et leurs décisions devaient être appliquées non seulement en oeuvrant pour le succès total de la prochaine session extraordinaire, mais surtout en préparant l'après-session, c'est-à-dire en mettant en place les ressources et les moyens de toutes sortes que les gouvernements africains s'étaient engagés à mobiliser pour mener à bien le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990), afin d'amener les populations africaines à assurer elles-mêmes leur développement.

212. A cet effet, l'OUA avait organisé récemment une réunion des ministres africains du travail (à Addis-Abeba, du 7 au 9 avril 1986) et la toute première Conférence des ministres de la culture (Port-Louis, Maurice, 13 au 15 avril 1986). Le rôle des secteurs du travail et de la culture dans le Programme de redressement se passait en effet de toute démonstration compte tenu de l'engagement de l'Afrique devant l'Assemblée générale à mobiliser les ressources humaines, à procéder à des révisions de structures, à revoir les méthodes de gestion, à remettre même en cause certaines options politiques, à rationaliser la participation des femmes, des jeunes et des paysans aux activités de développement et, enfin, à tenir compte des valeurs culturelles africaines dans le développement endogène et autonome.

213. En effet, comment réussir le développement sans organisation préalable du monde du travail, de manière à éviter le mal emploi de la jeunesse et le sous-emploi des travailleurs qualifiés? Et comment stimuler la capacité d'adaptation et la créativité des populations sans libérer ces mêmes populations des contraintes et anachronismes socio-culturels? A l'heure où la famine frappait le continent africain et où la problématique du développement de ce continent se posait de plus en plus en termes d'adéquation entre production et consommation, il était troublant de noter que les croyances traditionnelles constituaient le principal frein au développement agricole. Par conséquent, le développement et la libération du génie créateur africain passaient nécessairement par la réhabilitation de la culture. En adoptant une déclaration sur les aspects culturels du Plan d'action de Lagos, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient exprimé leur souci de tenir compte des facteurs humains dans leurs stratégies de développement. La culture africaine innervait donc désormais les domaines d'activité tels que la recherche scientifique, l'éducation, le rôle des femmes et de la jeunesse et le temps était venu désormais de mettre au point des mesures administratives et techniques facilitant l'insertion des données culturelles africaines dans les travaux de programmation et de planification.

214. Malgré son manque de moyens, l'Afrique apparaissait comme le continent où l'on se réunissait le plus et le plus longtemps. La Conférence devait donner la preuve que toutes ces réunions étaient désormais le signe d'un renouveau : éviter que les résolutions s'ajoutent aux résolutions et les plans aux plans, mais en faisant tout pour que chaque nouvelle résolution marque un progrès par rapport à la précédente, et que tout nouveau plan de redressement

partie des acquis du précédent et vise à en consolider les réalisations et à en combler les lacunes. C'était la seule façon de désarmer les nombreux détracteurs de l'Afrique et de sortir de l'humiliante et intenable position de continent continuellement assisté.

215. M. Oumarou s'est donc réjoui de constater que l'ordre du jour de la Conférence était un ensemble cohérent de sujets convergeant tous vers la remise en ordre de la situation de l'Afrique pour ce qui est de certains domaines qui, s'ils étaient collectivement privilégiés, permettraient de parer l'urgence et d'asseoir judicieusement les bases d'une relance économique durable. A cet égard, il a souhaité que les travaux de la Conférence marquent un nouveau départ.

216. Le Secrétaire exécutif a remercié le Président Paul Biya et le peuple camerounais de leur hospitalité et de leur générosité, qui avaient permis à la Commission économique de mener à bien les réunions intergouvernementales qui avaient conduit à la vingt et unième session de la Commission et douzième réunion de la Conférence des ministres. Le Cameroun avait administré la preuve de son dévouement total à la coopération, à l'intégration et à l'unité économique de l'Afrique. La Commission avait bien d'autres raisons d'éprouver de la gratitude, car Yaoundé abritait deux institutions de la CEA, à savoir l'IFORD et le MULPOC de l'Afrique du Centre, qui avaient toujours bénéficié de l'appui matériel et politique du Gouvernement.

217. Le fait que les conseils des ministres aussi bien de l'OUA que de la CEA aient dû se réunir en sessions extraordinaires, quelques semaines plus tôt, et qu'une session, extraordinaire elle aussi, de l'Assemblée générale des Nations Unies ait été convoquée pour le mois suivant, afin de se pencher sur la crise économique et sociale qui sévissait en Afrique, traduisait la grave situation dans laquelle se trouvait le continent. La situation d'urgence provoquée par la sécheresse qui avait sévi dans un grand nombre de pays africains de 1983 à 1985, ainsi que la famine, la malnutrition, les pertes en vies humaines et la publicité à l'échelle internationale que cette situation avait entraînées, avaient conforté un grand nombre de personnes, en particulier au sein de la communauté internationale, dans leur crainte et leur conviction que l'avenir des économies africaines était peu enviable.

218. Les économies africaines étant caractérisées par la pernicieuse interaction d'un dénuement épouvantable et de niveaux de productivité excessivement bas, dans un environnement marqué par de graves insuffisances en infrastructures économiques et sociales de base, des résultats constamment médiocres d'un secteur agricole prépondérant, une dépendance excessive de la production intérieure à l'égard des importations de facteurs de production, l'absence de diversification et de relations interindustrielles au niveau national et la paralysie due à de multiples crises persistantes et meurtrières propres à l'Afrique, ce sombre tableau du développement de l'Afrique semblait inévitable. Tous les principaux indicateurs économiques et sociaux corroboraient cette impression envahissante de grisaille et de désespoir.

219. A la base de la persistance du sous-développement de l'Afrique se trouvait l'incapacité de celle-ci à réaliser des changements structurels importants et à effectuer la diversification économique nécessaire pour éliminer les structures héritées de la colonisation. Cette situation tenait



essentiellement aux nombreux déséquilibres structurels du secteur agricole, marqué par la persistance de l'agriculture de subsistance, des techniques archaïques, le dualisme et le compartimentage général du système économique, avec des clivages entre : les îlots d'exportation et l'agriculture de subsistance; le secteur rural et les zones urbaines parasites; l'industrie et l'agriculture. La tâche principale, au cours des années à venir, consistait donc à réaliser une transformation radicale et durable des structures de ce secteur et des secteurs d'appui et de relever le niveau général de productivité.

220. Le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990), adopté en juillet 1985 par les chefs d'Etat et de gouvernement africains, offrait le cadre nécessaire pour préparer l'avenir et en relever les défis. Issu du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos, le Programme prioritaire était très spécifique, circonscrit dans le temps et sélectif dans son orientation et ses objectifs. Son adoption traduisait la détermination de l'Afrique à s'attaquer de front au problème de redressement, de reconstruction, de relance et de développement de son économie. La concrétisation de cette détermination aux niveaux national, sous-régional et continental et la poursuite résolue de son exécution, seraient une preuve tangible du sérieux avec lequel on envisageait l'avenir.

221. L'économie africaine se trouvait à la croisée des chemins. Il convenait de choisir librement et rationnellement la direction à prendre. C'était l'occasion non seulement d'une introspection, d'une réévaluation globale et d'une prise de décision déterminante quant au changement de direction souhaitable ou nécessaire, mais également d'effectuer un choix et d'assumer les conséquences logiques de ce choix. L'année 1986 était une année déterminante pour l'Afrique pour trois raisons principales : en premier lieu, elle marquait le début de la seconde moitié de la première décennie suivant l'adoption du Plan d'action de Lagos; en deuxième lieu, c'était la première année de la mise en oeuvre du Programme prioritaire; en troisième lieu, c'était l'année où l'Afrique avait convoqué une réunion de la communauté internationale pour solliciter son appui et sa compréhension, de même que sa solidarité et son assistance.

222. C'était donc au cours de l'année 1986 que les gouvernements et les peuples africains devaient remplir les engagements suivants : premièrement, accorder la priorité absolue dans leurs programmes de relance et de redressement économiques au secteur rural notamment au développement agricole; deuxièmement, continuer à déployer des efforts sérieux pour améliorer la gestion de leur économie, rationaliser leurs politiques d'investissements publics et promouvoir l'utilisation optimale des ressources; troisièmement, s'imposer de plus grands sacrifices en adoptant des mesures d'austérité appropriées et en mobilisant davantage de ressources; quatrièmement, poursuivre la mise en oeuvre des réformes et ajustements nécessaires si difficiles et pénibles soient-ils.

223. Quant à la communauté internationale, l'Afrique comptait d'abord sur son appui sans réserve pour mener à bien le Programme prioritaire, et ce, en lui demandant de réaménager ses programmes d'assistance et de coopération de manière à les rendre complémentaires de ce Programme. Ensuite, la communauté internationale devait accepter d'améliorer les conditions et les structures de la coopération internationale avec l'Afrique et abandonner la politique d'appui aux projets en faveur d'un appui aux programmes et l'assistance

ponctuelle en faveur d'une assistance à moyen terme. Après, il importait au plus haut point de redresser d'urgence la situation internationale en adoptant des mesures qui soient propres à promouvoir la croissance de l'économie mondiale. Enfin, la communauté internationale devrait prendre d'urgence des mesures pour alléger le fardeau de la dette des pays africains.

224. Il était facile de deviner quelle orientation l'Afrique devrait prendre et quel rôle la communauté internationale pourrait jouer pour permettre à l'Afrique de suivre la voie souhaitée. Le Secrétaire exécutif formulait l'espoir que la session extraordinaire de l'Assemblée générale resterait dans les annales comme étant celle au cours de laquelle le monde avait associé ses efforts à l'Afrique pour sortir le continent du borbier de la misère, et aussi que l'année 1986 serait considérée comme un tournant dans le développement économique de l'Afrique : comme l'année où les peuples d'Afrique, placés à la croisée des chemins sur le plan économique, avaient choisi la voie de l'honneur et de l'intégrité pour bâtir leur avenir sur le redressement et la croissance économiques.

225. Au nom des délégations, M. Abdou Rahim Mikidache, Ministre du Plan, de l'équipement et de l'urbanisme des Comores, a donné lecture d'une motion de remerciements, adressée à Son Excellence M. Paul Biya, Président de la République du Cameroun, au Gouvernement et au peuple camerounais pour l'hospitalité chaleureuse et fraternelle offerte à tous les participants. Il a demandé au Président Paul Biya de bien vouloir transmettre au Gouvernement et au peuple camerounais la profonde gratitude de l'ensemble des délégations.

Débat général (point 5 de l'ordre du jour)

- a) Rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités de la CEA, 1984-1985;
- b) Examen et évaluation de la situation économique pendant la période 1984-1985 ainsi que des perspectives pour 1986 :
  - i) Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1984-1985;
  - ii) Rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique en 1986;
- c) La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique

226. Le représentant du Nigéria a déclaré que les problèmes économiques et sociaux de l'Afrique avaient été bien analysés dans le rapport de la septième réunion du Comité technique préparatoire plénier. Tout en évoluant à un taux à peu près égal à celui de la croissance démographique, la croissance globale avait été plus encourageante que par le passé. Toutefois, des problèmes structurels demeuraient à résoudre. Quant aux problèmes de la sécheresse et de la désertification, les gouvernements africains devraient continuer à concevoir et à appliquer des programmes réalistes et pratiques en vue de préserver les résultats obtenus jusqu'ici et soustraire l'économie africaine aux méfaits des caprices du temps d'autant que l'on n'était pas sûr que la nature continuerait à être généreuse. Ils devraient également poursuivre l'exécution de programmes concrets en vue de réduire les pertes et le gaspillage

de produits alimentaires, assurer l'utilisation optimale des ressources et renforcer les liens entre l'agriculture et d'autres secteurs économiques tels que l'industrie.

227. L'intervenant a appelé l'attention sur le problème de la dette extérieure de l'Afrique et les effets conjugués de la faiblesse du volume des recettes en devises due au caractère peu rémunérateur des cours des produits de base des pays africains, de l'échec des tentatives de rééchelonnement des prêts et du resserrement du crédit, ce qui avait pratiquement empêché la plupart des pays africains d'importer les matières premières industrielles essentielles, les équipements et les pièces de rechange. Cette situation entraînait inévitablement à son tour une forte réduction de la capacité d'utilisation et le chômage. Aussi, la conférence envisagée sur la dette extérieure de l'Afrique venait-elle à point nommé.

228. En dépit des mesures d'austérité adoptées par les pays africains, des ajustements structurels importants de l'économie n'avaient pas été possibles. Le représentant du Nigéria a émis l'espoir que l'adoption du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du document que l'Afrique soumettrait à la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale aiderait considérablement les pays africains à renforcer le secteur extérieur, à condition qu'un accord soit réalisé avec les créanciers et les donateurs.

229. Le représentant du Nigéria a enfin souligné qu'il fallait que les Etats membres honorent leurs engagements financiers vis-à-vis des institutions parrainées par la CEA afin qu'avec leur aide, le rythme du développement économique de l'Afrique soit accéléré.

230. Le représentant de l'Egypte a rappelé la détérioration constante de l'économie africaine, comme en témoignaient la baisse de la production et de la productivité, la chute des prix des produits d'exportation et la baisse des recettes d'exportation des pays africains, y compris des pays exportateurs de pétrole. Les termes de l'échange et le pouvoir d'achat s'étaient également détériorés, aggravant le déficit de la balance des paiements et alourdissant la charge de la dette. Seules des politiques nationales, sous-régionales, régionales et internationales intégrées, à court, à moyen et à long termes permettraient de résoudre ces problèmes.

231. Si l'on voulait que le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, traduise, dans les faits, les aspirations d'interdépendance et d'autosuffisance, il importait au plus haut degré que l'Afrique adopte une position ferme pour défendre les propositions à soumettre à la session extraordinaire de l'Assemblée générale et qu'elle parvienne, dans un esprit de solidarité, à une stratégie africaine commune et concertée.

232. Le représentant de l'Egypte souscrivait aux conclusions du rapport du Comité technique préparatoire plénier. Ce document traitait de manière exhaustive les problèmes de l'alimentation et de l'agriculture et des secteurs d'appui et les recommandations qu'il comportait constituaient une contribution utile à la mise en oeuvre du Programme prioritaire. Dans ce contexte, l'expérience du Cameroun, avec son plan de mise en oeuvre de projets d'autosuffisance alimentaire jusqu'à l'an 2000, constituait un exemple à suivre dans l'exécution du Programme de redressement économique de l'Afrique au niveau national.

233. L'incidence des facteurs endogènes et exogènes sur l'économie africaine était extrêmement grave. Seules des mesures tendant à améliorer les moyens de transformation, de commercialisation, de distribution et de transport des matières premières exportées par l'Afrique permettraient d'augmenter la valeur des exportations.

234. L'orateur a demandé au Secrétaire exécutif d'accélérer l'application de la résolution des ministres africains du commerce (E/ECA/OAU/Trade 29) concernant l'adoption d'une position africaine commune, particulièrement pour ce qui est de la série de nouvelles négociations commerciales (SGPC) multilatérales se déroulant dans le cadre du GATT et du système généralisé de préférences commerciales entre pays en développement dans le cadre des relations commerciales Sud-Sud, de convoquer à cet effet et le plus tôt possible une réunion d'un groupe d'experts et d'informer les Etats membres de la date proposée pour cette réunion.

235. Le représentant du Congo a déclaré que dans la quasi totalité des pays africains la croissance économique était irrégulière et accusait une tendance marquée à la baisse. Les déséquilibres externes s'étaient traduits par un déficit des balances des opérations courantes et une détérioration des termes de l'échange. L'amplification du déséquilibre des finances internes avait conduit les pays africains à recourir aux sources de financement extérieures. Cette situation, qui était également marquée par le recul de l'aide publique au développement et la privatisation de l'endettement, avait eu pour conséquence l'alourdissement de la dette extérieure et du service de la dette.

236. Les répercussions de la crise économique mondiale étaient particulièrement ressenties dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, avec pour conséquences la famine, la dépendance sur le plan alimentaire et des situations socio-économiques explosives. Dans l'ensemble, la crise économique avait contraint les gouvernements africains à négocier et à conclure avec les institutions internationales des accords aux conséquences sociales et économiques néfastes. Ces accords étaient susceptibles de geler pratiquement l'investissement et la croissance, ralentir la production et accentuer les inégalités entre les différentes couches sociales. La Conférence devait donc se pencher sur les modalités pratiques de mise en oeuvre des directives du Programme prioritaire en vue de juguler la crise et d'exécuter le Plan d'action de Lagos. A cet égard, il était réconfortant de noter le renforcement de la coopération entre la CEA, l'OUA et d'autres institutions africaines de développement. Une attention particulière devait également être accordée à l'assistance dans les domaines de l'agriculture, de la recherche technique et de la formation de cadres supérieurs.

237. En conclusion, les pays africains devaient surmonter leur nationalisme étroit et cultiver une conscience commune afin de résoudre les problèmes politiques et techniques liés à la coopération et à l'intégration économiques du continent. La solidarité agissante et l'esprit de complémentarité constituaient le préalable pour traduire dans les faits les principes d'autonomie et d'autosuffisance collectives, conformément au Plan d'action et à l'Acte final de Lagos.

238. Le représentant de la Tunisie, après avoir évoqué la crise économique alarmante que traversait l'Afrique depuis plusieurs années, a souligné que

l'avenir de celle-ci résidait, au premier chef, dans la capacité des Etats africains eux-mêmes de mobiliser leurs énergies et leurs potentiels pour relever le double défi de la survie et du développement tout en renforçant la coopération intra-africaine, en particulier dans les domaines techniques.

239. Les Etats africains devaient se présenter à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la crise économique africaine en partenaires sérieux, crédibles et responsables, motivés avant tout par l'esprit de solidarité dans le respect des choix de politiques de développement de chacun et dans l'intérêt commun. Autrement, ils se verraient imposer des attitudes et des politiques sans rapport avec les préoccupations économiques et les réalités sociales ni avec les droits fondamentaux et souverains de l'Afrique en matière de développement. A cet égard, il y avait une tendance croissante, de la part des bailleurs de fonds, à lier leur soutien à ce qu'il était convenu d'appeler "mesures de redressement", qui, dans la plupart des cas, retardaient et rendaient plus difficile encore la solution de certains problèmes qui appelaient en réalité des actions communes.

240. S'agissant des institutions parrainées par la CEA, les mesures spécifiées par le Comité spécial préconisant le contrôle et l'harmonisation des activités de certaines institutions et la fusion de certaines autres pour éviter les doubles emplois et tout risque de gaspillage des rares ressources dont elles disposaient devaient être appliquées.

241. Pour assurer une réaction favorable à la session extraordinaire de l'Assemblée générale, l'intervenant a suggéré que le Président de ladite session présente à la prochaine réunion des pays les plus industrialisés à Tokyo un document engageant les pays à rechercher une solution au problème de la dette extérieure et soulignant la nécessité d'appliquer un plan en vue du transfert effectif et approprié de la technologie aux fins d'un développement bien équilibré de l'agriculture, menant à l'autosuffisance alimentaire.

242. Le représentant de l'Ethiopie a déclaré qu'en analysant les problèmes liés au développement de l'Afrique, il convenait de faire une distinction entre leurs causes et leurs symptômes. Une vision plus large et plus optimiste de la gamme d'options fondamentales s'imposait également. Les crises socio-économiques qui sévissaient étaient provoquées par des facteurs exogènes tels que l'effondrement des cours des matières premières, les fluctuations des taux d'intérêt, le protectionnisme et le non-respect des engagements en matière de coopération internationale, notamment dans l'application du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des PMA, et par des facteurs endogènes tels que la faiblesse du niveau et du taux de mobilisation à l'échelon national des ressources humaines, financières et matérielles, l'inadéquation des stratégies politiques et priorités ainsi que l'héritage colonial et l'extraversion du mode de production.

243. Certes, le Plan d'action de Lagos et le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, avaient présenté les problèmes susmentionnés comme étant, dans une large mesure, les symptômes du sous-développement caractérisé par des faiblesses structurelles et une faible productivité, mais l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1984-1985 dont la Commission était saisie s'écartait de cette conception.

La section D du chapitre III traitant des questions liées au développement rendait à tort les entreprises publiques, l'intervention de l'Etat et la planification responsables de la crise économique, tout en présentant comme panacée la non-intervention et l'économie de marché. L'Etude qualifiait également de démodée l'approche fondamentale classique du développement et qui visait à mobiliser le potentiel que représentait la main-d'oeuvre agricole susceptible d'être investi, approche conforme à la théorie de besoins fondamentaux prônée par le BIT et à la thèse nurksienne de la mobilisation de l'épargne généralement acceptée.

244. Le plan de développement à long terme de l'Ethiopie permettrait la mobilisation de ses ressources humaines et naturelles, la planification de l'utilisation du sol, la production d'excédent dans le secteur agricole, l'installation et la réinstallation des populations rurales afin de faciliter la mise en place des principaux services économiques et sociaux et l'application de mesures visant à lutter contre la sécheresse et la désertification. L'intervenant s'est élevé contre le jugement défavorable porté au paragraphe 140 de l'Etude sur le programme éthiopien de création de villages, et a critiqué l'analyse contenue dans le paragraphe 57 selon laquelle la baisse des prix des matières premières amènerait les donateurs à accroître les courants d'aide. Cette opinion était contraire à la position des pays en développement, qui désapprouvaient la chute constante des cours des matières premières. L'augmentation de l'aide ne pouvait et ne saurait remplacer l'accroissement des échanges commerciaux. Par ailleurs, ce paragraphe épousait la thèse du rapport de la Banque mondiale sur l'Afrique au sud du Sahara, qui avait été rejeté par la huitième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, tenue en 1982 à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne).

245. Enfin, l'orateur a reconnu que l'analyse menée dans l'Etude sur le secteur agro-alimentaire avait suffisamment souligné la nécessité des relations interindustrielles verticales entre l'agriculture et l'industrie. Il importait au plus haut point d'accroître et le volume et le rythme des investissements pour permettre à l'Afrique de s'attaquer à ses problèmes structurels. Dans cette optique, les Etats membres devraient demander un accroissement substantiel de ressources lors de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique de l'Afrique.

246. Le représentant du Zaïre a déclaré que le rapport biennal pour la période 1984-1985 du Secrétaire exécutif et tous les principaux documents de base auraient dû, conformément à l'article 10 du règlement intérieur de la Commission, être communiqués aux Etats membres au moins six semaines avant la session pour leur permettre de procéder, au niveau national, à une analyse approfondie.

247. Il a invité les Etats africains à se mobiliser davantage tant au niveau du Conseil économique et social que de l'Assemblée générale pour faire doter la CEA des ressources indispensables devant lui permettre de s'acquitter de son mandat. L'Afrique devrait de plus en plus recourir à ses propres compétences techniques. A cet égard, et contrairement au projet de résolution pertinent proposé par le Comité technique préparatoire plénier, la CEA devrait être invitée non pas à étudier le problème posé par le recours aux compétences étrangères dans le seul cadre de l'endettement, mais plutôt à évaluer l'impact

de l'assistance technique sur l'ensemble des économies africaines et à favoriser le recours à des experts africains qui, outre leur savoir, ont l'avantage de mieux percevoir les réalités et les sensibilités africaines.

248. Concernant l'évaluation du rôle de la CEA depuis sa création qui était proposée par le Comité technique préparatoire plénier, l'intervenant a indiqué qu'il était nécessaire de demander aux Etats membres, qui étaient les premiers concernés, de transmettre au secrétariat, qui en ferait la synthèse, leurs propres évaluations du rôle de la CEA dans leurs pays respectifs.

249. Il a stigmatisé l'attitude négative des pays développés à l'égard du développement des transports en Afrique et loué les mérites de l'intégration sous-régionale dans l'accélération de l'industrialisation en Afrique. Les coûts d'installation des unités de production industrielles, la maintenance et la capacité d'écoulement de la production constituaient des facteurs fondamentaux qui plaideraient en faveur de cette approche. Dans le domaine de la promotion du commerce intra-africain, le représentant du Zaïre a confirmé la volonté de son pays d'accueillir la cinquième foire commerciale panafricaine, conformément à l'offre faite lors de la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce.

250. Il a conclu que les réunions de la Conférence devraient être biennales car les problèmes de développement requièrent un temps assez long pour l'exécution des programmes et décisions adoptés. Dans l'intersession, se tiendraient les réunions sectorielles. Le Zaïre était favorable à l'institutionnalisation des réunions portant sur certains secteurs de l'économie africaine tel que le tourisme, source non négligeable de devises.

251. Le représentant du Lesotho a dit que son pays avait accueilli la réunion de 1986 du MULPOC de Lusaka et avait pleinement participé aux réunions de la ZEP et de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), manifestant ainsi son attachement à la coopération et à l'intégration économiques sous-régionales, et ce, en dépit de la situation géographique particulière de son pays. Il s'est félicité des recommandations du Comité technique préparatoire plénier relatives à la rationalisation des activités des institutions parrainées par la CEA. La Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe avait été créée dans le but de réduire la dépendance économique vis-à-vis du régime d'apartheid d'Afrique du Sud grâce à l'action collective. Malgré les effets néfastes de la politique de déstabilisation menée sur les plans politique, économique et militaire par l'Afrique du Sud dans les pays de la sous-région, les Etats membres de la SADCC étaient déterminés à réussir, grâce à leurs efforts concertés et à l'appui de la communauté internationale. Le représentant a noté avec satisfaction la coopération qui existait et l'esprit de compréhension qui régnait entre cette organisation et les institutions parrainées par la CEA dans la sous-région, tout en lançant un appel pour que la rationalisation prévue entre ces institutions et la SADCC s'opère dans les meilleurs délais.

252. Il y avait lieu d'espérer que la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la crise économique de l'Afrique marquerait un tournant dans le développement économique des pays africains, grâce à la mise en oeuvre

du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990. Le représentant du Lesotho a souligné que son pays était déterminé à appuyer les efforts collectifs déployés au niveau sous-régional et a sollicité la coopération de la communauté internationale.

253. Pour conclure, il a informé les participants que le Lesotho accueillerait une réunion intergouvernementale de haut niveau des Volontaires des Nations Unies du 16 au 21 novembre 1986 et a invité tous les représentants à y participer.

254. La représentante de l'Angola a reconnu l'existence de tendances positives observée par la CEA en 1984-1985 dans certains secteurs, notamment l'agriculture. Il n'en restait pas moins que les Etats membres devraient encore mettre davantage l'accent sur des politiques favorisant l'accroissement de la production agricole, étant donné que la situation dans certains pays restait critique; par ailleurs, les excédents alimentaires de certains pays pourraient servir à combler les déficits vivriers dans d'autres. Les politiques gouvernementales et les structures économiques profondément enracinées entravaient l'augmentation de la production alimentaire en ce qu'elles favorisaient la production destinée à l'exportation et non à la consommation. En effet, l'Afrique avait accepté de vivre dans un état de dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

255. En Angola, les inconvénients de la dépendance à l'égard de l'extérieur étaient vivement aggravés par les activités de déstabilisation et la destruction des infrastructures économiques et sociales vitales menées par l'Afrique du Sud qui bénéficiait en cela de l'encouragement et de l'assistance des Etats-Unis dont l'Angola déplorait la politique d'"engagement constructif" dans le cadre de laquelle les Etats-Unis fournissaient des armes à l'opposition angolaise pour lutter contre un communisme fictif. L'Angola connaissait de nombreux problèmes financiers imputables en partie aux dépenses d'armement élevées et à d'autres facteurs extérieurs. Ce qu'il fallait aux pays africains, c'était une assistance en vue de leur développement et non des armes.

256. Pour conclure, l'oratrice a exprimé l'espoir qu'au cours de la prochaine phase de la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, on s'emploierait activement non seulement à résoudre de façon rationnelle les problèmes économiques mais également à exécuter des projets favorisant la croissance et la coopération.

257. Le représentant du Maroc a proposé que la Conférence considère le discours prononcé par le Président Paul Biya comme document directif pour les travaux de la présente session. Nul n'ignorait la portée de l'appel lancé par le Président Paul Biya pour que l'on s'efforce de résoudre les problèmes en tenant compte des principes qui devaient inspirer toute action au niveau de l'Afrique.

258. Son pays, qui avait suivi l'évolution de la CEA depuis ses débuts, n'avait épargné aucun effort pour que le mandat de la Commission soit élargi et ses activités décentralisées et pour que son action soit réaliste et produise rapidement des résultats positifs pour les pays africains. Le Maroc était toujours déterminé à participer au développement et à la prospérité de l'Afrique.



259. La crise alimentaire, les déséquilibres économiques et financiers internes et externes, le fardeau de la dette extérieure, la sécheresse et la désertification étaient autant d'obstacles qui pouvaient être surmontés grâce aux efforts communs et au génie des Etats africains eux-mêmes. La réalisation de l'autosuffisance collective passait par l'harmonisation intersectorielle des efforts et des plans africains aux niveaux sous-régional et régional, en mettant l'accent sur la complémentarité.

260. L'effort interne d'investissement pour la relance des économies africaines impliquait également le recours à la contribution de la communauté internationale. Toutefois, l'aide de la communauté internationale ne devait être qu'un appoint car il fallait que l'Afrique s'organise pour pouvoir elle-même surmonter ses problèmes, grâce à de meilleurs choix économiques, à une gestion plus efficace et à la libération des énergies créatrices des populations africaines, ciment indispensable au développement.

261. Le représentant du Soudan a déclaré que la situation économique et sociale critique à laquelle son pays était confronté nécessitait aussi bien des efforts soutenus de la part du peuple soudanais qu'un appui complémentaire de la part de la communauté internationale. Au cours des trois dernières années, l'économie, les institutions, les secteurs de production et de services s'étaient sérieusement dégradés et la crise avait été aggravée par une désertification, une sécheresse et une famine chroniques, une affluence constante de réfugiés et de personnes déplacées, et les problèmes de dette extérieure. La situation s'était compliquée davantage par la récente détérioration des rapports de son pays avec le FMI à la suite de la déclaration faite par le Fonds selon laquelle le Soudan ne remplissait pas les conditions nécessaires pour obtenir des ressources supplémentaires. Son Gouvernement était en pourparlers avec le Fonds et espérait aboutir à une solution satisfaisante qui tiendrait compte des conditions particulières dans lesquelles se trouvait le pays.

262. Dans le cadre des efforts tendant à surmonter la crise, son Gouvernement avait organisé, en mai 1986, une conférence sur l'économie nationale qui avait procédé à l'analyse des causes de la détérioration de l'économie du pays, à l'identification des stratégies à mettre en oeuvre à moyen et à long terme, et à l'adoption d'un programme triennal de redressement d'urgence entièrement conforme au Programme prioritaire africain de redressement économique, 1986-1990. Ce programme mettait l'accent sur la sécurité alimentaire, l'augmentation de la production agricole et industrielle et la mise en place d'infrastructures, le but étant de mettre un terme aux contradictions des politiques économiques, à la mauvaise gestion et à l'arbitraire du régime précédent.

263. Le représentant du Soudan a lancé un appel à l'ensemble de la communauté internationale et aux pays donateurs en particulier pour qu'ils coopèrent pleinement avec les pays africains en vue de la réalisation des objectifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique en Afrique. Etant donné que la dette extérieure constituait un des principaux obstacles au développement et au progrès de l'Afrique, et grevait lourdement l'économie des PMA d'Afrique, il était vivement souhaitable que tout soit mis en oeuvre pour la tenue d'une conférence sur la dette extérieure de l'Afrique en 1987. Les pays et les organismes créditeurs devraient faire preuve de la volonté politique nécessaire pour

coopérer avec les pays africains en vue de trouver une solution réaliste et raisonnable qui permettrait un redressement de l'économie africaine et un accroissement de la productivité.

264. Le représentant de l'Algérie a déclaré que la présente session se tenait dans un contexte d'une extrême gravité et s'est demandé comment on pouvait concevoir le développement économique et social de l'Afrique sous la menace constante de la force et le recours à celle-ci. Certains pays d'Afrique étaient contraints d'appliquer des mesures de réajustement souvent anti-sociales, imposées par des institutions multilatérales ou par des donateurs bilatéraux qui ne tenaient nullement compte de la faiblesse de la base économique des pays africains dont 26 étaient classés parmi les PMA. Face à cette situation, tous les efforts devaient être faits pour mettre en oeuvre le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique.

265. Il a exprimé l'espoir que la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur la situation économique critique en Afrique aboutirait à des mesures concrètes susceptibles de venir appuyer les efforts que les pays africains eux-mêmes s'étaient engagés à déployer pour mettre en oeuvre le Programme prioritaire. La CEA aurait un rôle important à jouer dans la mise en oeuvre de ce Programme en tant qu'agent important de la promotion d'un développement économique et social intégré du continent. C'est pourquoi, la baisse des ressources affectées à la CEA demeurerait un motif de préoccupation qui devrait inciter le secrétariat à rationaliser davantage ses mécanismes d'intervention afin de les rendre plus efficaces. Dans le même ordre d'idées, il a déclaré que l'institutionnalisation de nouvelles conférences ministérielles ne semblait pas très opportune et qu'il était plus indiqué de convoquer de telles réunions sur une base ad hoc chaque fois que la situation l'exigeait.

266. Tout en regrettant que la majorité des institutions parrainées par la CEA n'aient pas donné suite aux recommandations de fusion formulées par le Comité ad hoc, l'intervenant a accueilli favorablement la fusion intervenue entre l'Association africaine de cartographie et le Conseil africain de télédétection. Il s'est enfin félicité de la précieuse coopération qui existait entre les deux secrétariats de la CEA et de l'OUA pour le plus grand bien de l'Afrique.

267. Le représentant du Ghana a déclaré que les modestes résultats obtenus par son pays dans le cadre du programme de redressement économique tenaient principalement à l'accroissement de l'ordre de 14 p. 100 de la production vivrière en 1984, année au cours de laquelle la production de maïs avait augmenté de 223 p. 100 par rapport à 1983. Ce programme visait au départ à éliminer les faiblesses structurelles de l'économie par des mesures de gestion macro-économiques assorties d'une discipline budgétaire et monétaire rigoureuse et s'efforçait désormais de poursuivre sur la voie tracée en améliorant les programmes sectoriels et leur mise en oeuvre.

268. Cette sensible amélioration de la production vivrière avait entraîné au Ghana des goulets d'étranglement localisés et saisonniers. Il fallait disposer d'énormes ressources financières pour acheter la récolte de façon à permettre aux paysans de se concentrer sur la production et pour assurer des moyens de stockage suffisants afin de réduire les pertes après récoltes

et de répartir les approvisionnements sur toute l'année. Tout programme de redressement économique de l'Afrique devait prévoir et résoudre de tels problèmes afin que des projets prometteurs ne soient pas voués à l'échec.

269. Il a conclu en félicitant la CEA et la BAD pour le rapport économique conjoint sur l'Afrique : de tels efforts conjoints par des institutions économiques africaines devaient être encouragés en vue d'une utilisation plus efficace de leurs ressources dans la solution des problèmes économiques et sociaux du continent. Les principaux problèmes de chaque sous-région ayant ainsi été identifiés, les programmes de prêt de la BAD trouveraient un moyen concret pour les surmonter.

270. Le représentant de Sao Tomé-et-Principe a souligné que la réunion se tenait à un moment où le continent africain, malgré un léger redressement de la production agricole, traversait une grave crise économique. L'accroissement de la production était loin de couvrir les besoins alimentaires de l'Afrique. Le poids de la dette et du service de la dette des pays africains constituait une grave menace pour le développement du continent.

271. Ces difficultés étaient dues en partie à l'environnement économique international, à la détérioration des termes de l'échange et au durcissement des conditions d'octroi des prêts. L'intervenant s'est félicité de l'adoption par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, à sa vingt et unième session ordinaire, du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990.

272. Le développement de son propre pays, dont l'isolement géographique était aggravé par la médiocrité des infrastructures et la vulnérabilité de l'économie, ne saurait être mené à bien sans la coopération sous-régionale, régionale et internationale. Le Gouvernement de son pays, avec l'assistance du PNUD, venait d'organiser une conférence réunissant les partenaires économiques en vue de mobiliser les ressources extérieures nécessaires au financement de son plan de développement (1986-1990), qui mettait l'accent sur le redressement de l'agriculture, du secteur de l'énergie, des ressources en eau et des transports et communications.

273. Le représentant de la Gambie a déclaré qu'il faudrait déployer des efforts collectifs plus importants pour mettre un terme à l'aggravation de la situation alimentaire et agricole en Afrique. Certes, il y avait des signes de redressement, mais l'Afrique ne pouvait s'offrir le luxe de l'autosatisfaction.

274. Notant la préoccupation concernant le redressement agricole par la mise en place des facteurs de production essentiels, l'augmentation des prix à la production et les services de vulgarisation, il a souligné que ces mesures ne pourraient à elles seules résoudre le problème de la stagnation du secteur agricole en Afrique, sans un important potentiel en matière de recherche. A cet égard, peu a été fait dans le domaine des variétés de graines améliorées, résistant à la sécheresse et à haut rendement. Le représentant de la Gambie a souligné l'importance de la production agricole et a demandé à la CEA et aux autres institutions compétentes de la région d'accorder une plus grande attention à l'amélioration de la recherche agricole aux niveaux national et régional.

275. Pour conclure, il a déclaré que le succès ou l'échec des économies africaines dépendrait du degré et du niveau de l'engagement en faveur du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique.

276. L'observateur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que ni la course aux armements ni la guerre nucléaire ne sauraient être gagnées par l'une ou l'autre partie, en informant les participants du plan proposé le 15 janvier 1986 par le Secrétaire général du Comité central du PCUS en vue de débarrasser le monde des armements nucléaires avant la fin du siècle. L'élimination des armements nucléaires et de la course aux armements permettrait de consacrer des ressources considérables au développement. La poursuite de la course aux armements et son extension à l'espace aggraverait les risques d'une catastrophe nucléaire.

277. La situation critique de l'économie africaine ne saurait être résolue que dans un monde où les relations économiques seraient justes et équitables. A cet égard, il a fait état des pressions financières exercées sur les pays africains et de la nécessité de mettre un terme à l'exploitation à laquelle se livraient les sociétés transnationales. S'agissant de la privatisation de l'économie africaine, il a mis en garde contre l'abandon des programmes sociaux et la réduction du secteur public. Il a également évoqué l'aide fournie par son pays aux pays en développement, notamment africains.

278. Il a mentionné les activités de déstabilisation menées par le Gouvernement sud-africain et a condamné l'apartheid, en appelant l'attention des participants sur la décision du Conseil des ministres de l'OUA, à sa quarante-troisième session, de convoquer une conférence internationale sur l'apartheid.

279. L'intervenant a indiqué que l'Année internationale pour la paix resterait dans l'histoire comme l'année marquant le lancement du système universel de sécurité internationale, en rappelant les propositions de son pays concernant la réalisation de la sécurité économique et en formulant l'espoir que la Conférence prenne des mesures décisives dans ce sens.

280. Evoquant la coopération entre son pays et les pays africains, l'observateur de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que l'adoption de la Convention de Lomé III illustre la volonté politique des pays européens et des pays africains de résoudre, de façon concertée, les problèmes ayant trait au commerce, à la coopération économique et au développement. Il a souligné l'importance que son Gouvernement accordait à la coopération multilatérale avec les pays africains, notamment dans les domaines des communications, de la sécurité alimentaire, de l'énergie et de la planification du développement, en émettant l'espoir que la coopération étroite et traditionnelle entre son pays et la CEA soit maintenue et en appelant l'attention des participants sur les mesures prises par son Gouvernement concernant la mise en oeuvre du programme régional de prévention des pertes après récolte en Afrique, adopté par la Conférence des ministres, à sa onzième réunion. Mettant l'accent sur le problème de marchés des produits de base de l'Afrique et la nécessité de le résoudre, l'intervenant a précisé que son Gouvernement avait présenté une proposition à la CNUCED sur la stabilisation des recettes d'exportation et espérait que la Conférence soutiendrait cette proposition.

281. L'intervenant s'est félicité du fait que la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies se pencherait sur le problème de sécurité alimentaire et de relance du secteur agricole en Afrique. De même, l'Assemblée générale serait appelée à examiner la situation relative à la dette de l'Afrique et ses incidences sur le développement économique du continent. Il a souligné la nécessité de prendre des mesures de nature à augmenter les recettes d'exportation, en rendant hommage aux pays africains pour l'attitude réaliste et constructive qu'ils avaient adoptée lors des récentes négociations du GATT.

282. L'observateur de France a déclaré que la réunion en cours revêtait une importance particulière, dans la mesure où elle se déroulait à un moment où la situation économique de l'Afrique était au centre des débats des plus hautes instances internationales. L'aide au développement revêtait, maintenant plus que jamais, un caractère prioritaire, et il conviendrait, à cet égard, de prendre en considération les sérieux obstacles posés par la dette de façon à permettre aux gouvernements africains de mener à bien les réformes qu'ils avaient adoptées. La France consacrait 70 p. 100 environ de son aide bilatérale à l'Afrique, et accordait la priorité aux pays les moins avancés dont la majorité se trouvaient en Afrique.

283. L'observateur de l'Inde a dit que la vingt et unième session de la Commission se tenait à un moment où le redressement économique de l'Afrique suscitait un regain d'espoir et où l'avenir semblait plus prometteur. Le document établi par les sessions extraordinaires de la CEA et de l'OUA à Addis-Abeba, destiné à être soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies lors de la session extraordinaire consacrée à la crise économique de l'Afrique, était un plan d'action concret et constituait une approche pragmatique de la solution des problèmes africains. On avait eu raison d'y mettre l'accent sur l'autosuffisance. La communauté internationale devrait apprécier à sa juste valeur ce concept de base et apporter à l'Afrique l'aide requise pour atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés.

284. La stratégie africaine soulignait la nécessité du développement agricole et de la création d'agro-industries. L'Afrique disposait d'énormes potentialités en matière de production vivrière. A cet égard, l'intervenant a donné un aperçu de divers programmes et activités que son Gouvernement avait entrepris en faveur des pays africains, et exhorté ces pays à mettre à profit l'expérience de plusieurs pays d'Asie en matière d'agriculture et de gestion des ressources en eau. Il a informé la Conférence de la participation et de la contribution de l'Inde à la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe. Les activités consistaient en un stage qui se déroulerait du 5 au 10 mai 1986, destiné à faciliter les échanges d'idées et de données d'expérience entre experts indiens et africains de l'alimentation et de l'agriculture et axé sur la planification, la recherche et la formation agricoles, l'irrigation et la gestion des ressources en eau, la lutte contre la sécheresse et les services de vulgarisation; en outre, une exposition d'équipement indien destiné aux petites industries devait être organisée à Addis-Abeba (Ethiopie), vers la fin de 1986.

285. L'orateur a demandé que des efforts concertés soient déployés pour promouvoir le dialogue Sud-Sud et proposé que le Centre pour la science et la technologie devant desservir les pays non alignés et d'autres pays en développement,

soit créé en Inde en indiquant que l'accord sur le système généralisé de préférences commerciales conclu entre les pays non alignés et les pays en développement permettrait dans l'immédiat d'élargir la coopération à de nouveaux domaines. Le Gouvernement indien était toujours disposé à contribuer au développement économique de l'Afrique, notamment dans les domaines et par les moyens qui pourraient être déterminés à la suite des débats de l'Assemblée générale à sa prochaine session extraordinaire.

286. Le représentant de la Tchécoslovaquie a dit que les problèmes inhérents à la situation économique critique de l'Afrique tels que la sécheresse, la famine et l'endettement extérieur étaient très complexes. Ils constituaient également un motif de préoccupation pour son pays qui, dans la mesure de ses possibilités et des moyens disponibles, aiderait à les résoudre.

287. Les problèmes que connaissait l'Afrique et, par delà elle, le monde entier ne pouvaient être résolus que dans le contexte d'une paix durable, étant donné que la sécurité économique des Etats et le développement économique et social étaient lourdement tributaires du maintien de la paix, du désarmement et, partant, de la diminution des dépenses militaires. La Tchécoslovaquie faisait donc sienne la série de propositions formulées par l'URSS. La réduction des armements permettrait de consacrer des ressources considérables au développement. La solution des problèmes économiques de l'Afrique causés par des siècles d'exploitation colonialiste et impérialiste passait également par la restructuration des relations économiques grâce à l'instauration d'un nouvel ordre économique international équitable.

288. On ne pouvait plus reporter la solution des problèmes de l'Afrique et la Tchécoslovaquie contribuerait autant que possible au succès de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'Afrique.

289. Le représentant du Conseil des Nations Unies pour la Namibie a souligné que l'émancipation politique et économique de la Namibie et de toute l'Afrique australe était fortement entravée par le régime raciste d'Afrique du Sud. A cet égard, il a mis l'accent sur l'occupation illégale de la Namibie, l'exploitation systématique de ses richesses avec l'appui des puissances extérieures ainsi que les actes de sabotage des économies des pays de la sous-région. Tout en félicitant les divers pays africains et les institutions internationales pour leur appui continu au programme d'édification de la nation namibienne, il leur a lancé un appel afin qu'ils renforcent cet appui. Il a remercié très sincèrement le pays hôte pour le concours qu'il apportait à la formation des Namibiens dans ses établissements. L'orateur a terminé en exhortant les pays africains à serrer les rangs pour la préparation et le déroulement de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la situation économique critique de l'Afrique.

290. L'Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique s'est félicité de l'appui apporté d'une manière générale par le Comité technique préparatoire plénier au document sur le Programme régional du PNUD pour l'Afrique - quatrième cycle de programmation 1987-1991, sur la base duquel un projet de résolution concernant le Programme régional du PNUD pour l'Afrique au cours du quatrième cycle de programmation avait été élaboré en vue d'être présenté à la Conférence.

291. Si les problèmes nationaux devaient être résolus au niveau national, il n'en restait pas moins que les programmes inter-pays et les programmes régionaux pourraient considérablement contribuer à les résoudre. Quelque 135 millions de dollars avaient été alloués au titre du dernier cycle et on estimait à quelque 200 millions de dollars le montant alloué au titre du quatrième cycle de programmation. Le Programme régional du PNUD avait pour but principal d'aider les Etats membres à identifier, formuler et exécuter des projets sous-régionaux ou multinationaux qui bénéficieraient à plusieurs pays et viendraient également compléter les programmes nationaux.

292. La coopération régionale en Afrique au cours des vingt dernières années s'était traduite par la création de plusieurs organisations et institutions intergouvernementales. Le Programme régional du PNUD avait, au cours des dix dernières années, été lié à ces institutions et l'Administrateur du PNUD espérait que ce type de collaboration permettrait de continuer à identifier, formuler, concevoir et exécuter des programmes et projets régionaux au cours du quatrième cycle. Au cours de son quatrième cycle de programmation, les projets retenus dans le cadre du Programme régional du PNUD pour l'Afrique allaient s'articuler autour de trois points : i) recherche - développement pour la production vivrière; ii) productivité et gestion dans les domaines de la production des biens et services; iii) énergie, ressources en eau, communications et transports.

293. Tout en admettant que d'autres secteurs clés auraient pu figurer dans le Programme, l'orateur a souligné que le budget étant limité à 200 millions de dollars sur une période de cinq ans, ce programme devrait être considéré comme une série d'activités qui nécessiteraient des ressources supplémentaires qui devraient provenir non seulement de l'extérieur mais également des Etats africains eux-mêmes. Il a souligné que les projets du Programme régional visaient un objectif d'ordre social, finalité de toute activité de développement.

294. Dans le cadre du document directif, les gouvernements africains, les institutions spécialisées des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et quelques organisations non gouvernementales (ONG) avaient été invités à soumettre des propositions. Des consultations étroites allaient être menées avant la soumission du Programme régional au Conseil d'administration du PNUD qui devrait se réunir en juin 1987, après qu'une session extraordinaire de la Conférence des ministres de la CEA prévue en octobre 1986 ait examiné et adopté le Programme régional.

295. S'agissant du projet de document directif du Bureau régional du PNUD pour les pays arabes, le Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique avait fait savoir que son homologue du Bureau chargé des pays arabes s'était excusé de ne pouvoir participer personnellement aux travaux, mais lui avait demandé d'informer les participants qu'à la suite des consultations menées dans le cadre des visites sur le terrain, des séminaires, symposiums et missions auprès des gouvernements au cours des deux années précédentes, le Bureau régional pour les pays arabes avait dégagé les priorités suivantes pour le quatrième cycle de programmation : sécurité alimentaire, mise en valeur des ressources humaines, introduction de technologies avancées et coopération technique entre pays arabes et africains en développement (Programme "CTPD").

296. Le Directeur du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) a déclaré que depuis sa création en 1973, le Bureau avait élaboré et exécuté quelque 300 projets de lutte contre la sécheresse et la désertification aux niveaux national et régional, ce qui représentait un investissement total d'environ 1 milliard de dollars dans 22 pays africains. Le Bureau souhaitait vivement étendre ses activités aux pays de l'Afrique australe victimes des effets désastreux de la sécheresse et de la désertification en plus des répercussions des menées subversives de l'Afrique du Sud.

297. La sécheresse et la désertification étaient désormais des éléments à prendre en considération par le continent africain dans ses stratégies et programmes de développement. Les recommandations adoptées à Addis-Abeba lors de la réunion interinstitutions des 17 et 18 mars 1986, parrainée par l'OUA, la CEA et le BNUS, insistaient sur la nécessité d'adopter une approche globale et multisectorielle, invitaient chaque pays africain concerné à élaborer et à intégrer dans ses stratégies et programmes de développement un plan de lutte contre la sécheresse et la désertification, et appelaient une meilleure coopération régionale et sous-régionale compte tenu du fait que la sécheresse, la désertification, la transhumance et les mouvements de populations ignoraient les frontières territoriales.

298. S'agissant de la coopération Sud-Sud dans le domaine de la lutte contre la sécheresse et de la désertification, les pays de l'Afrique du Nord pouvaient apporter un concours précieux aux pays au sud du Sahara en leur faisant partager leur expérience dans les domaines suivants : fixation des dunes de sable, reboisement, aménagement des lacs dans les zones de haute altitude et formation de cadres. Les secrétariats de l'OUA et de la CEA ont été invités à oeuvrer pour que les chefs d'Etat et de gouvernement africains utilisent une telle coopération comme outil de choix pour l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990.

299. L'observateur de l'Union internationale des télécommunications (UIT) a déclaré que l'activité fondamentale de son Organisation consistait à réglementer, normaliser, coordonner le développement des télécommunications ainsi qu'à contribuer au développement de ce secteur par des services consultatifs et des échanges d'information de toute sorte. Dès 1963, la CEA et l'UIT avaient signé un arrangement administratif dont l'objectif était d'accélérer le développement des télécommunications en Afrique et de mettre en place un réseau régional de télécommunications moderne et autonome couvrant l'ensemble du continent afin de répondre aux besoins immédiats et à long terme des pays africains. Grâce au soutien constant des membres du Comité de coordination et des gouvernements africains, le continent pouvait s'enorgueillir aujourd'hui d'un réseau moderne de télécommunications transcontinental. Le réseau PANAFTTEL avait déjà permis d'éliminer dans une large mesure l'acheminement d'appels téléphoniques entre pays africains voisins par l'intermédiaire de capitales européennes. Il restait cependant beaucoup à faire et le réseau PANAFTTEL devait être considéré comme un projet en perpétuelle évolution. Du fait des progrès de la technologie, certaines liaisons devraient être modernisées et leur capacité accrue, tandis que d'autres attendaient encore d'être connectées ou étaient dans un état catastrophique.

300. L'orateur a en outre déclaré que jusqu'ici, le réseau PANAFTTEL avait utilisé surtout des liaisons terrestres à hyperfréquences, mais qu'il



conviendrait aujourd'hui d'exploiter d'autres possibilités telles que les câbles sous-marins ou les systèmes à satellites et toutes les technologies appropriées, notamment celles qui pourraient améliorer l'implantation de services de télécommunications dans les zones rurales où vivait la majeure partie et la plus productive d'ailleurs de la population africaine.

301. Il a conclu en disant que son Organisation poursuivrait son assistance aux pays africains, avec la collaboration toujours plus étroite de la CEA, de façon à contribuer à la réalisation de l'objectif consistant à mettre, d'ici la première moitié du siècle prochain, les communications à la portée de tous.

302. L'observateur de la FAO a déclaré que, il y avait un an seulement, 30 millions de personnes étaient menacées par la sécheresse, mais que la forte pluviométrie enregistrée ces derniers temps avait fait naître de nouveaux espoirs. La production vivrière et la production agricole en Afrique avaient ainsi augmenté de 4 p. 100 environ en 1985.

303. Pendant ces années difficiles, la FAO avait alerté la communauté internationale et mobilisé l'aide nécessaire aux opérations de secours en Afrique. Il était maintenant nécessaire de redresser le secteur agricole en Afrique, en fournissant les principaux facteurs de production tels que les semences, les outils aratoires et les engrais, et en apportant un appui dans des domaines tels que les politiques des prix, l'amélioration de l'accès aux marchés, la recherche-développement, les mesures de prévention des pertes alimentaires après récolte et la mise en valeur des terres et des ressources en eau et l'adoption de mécanismes de contrôle en la matière, autant de questions déjà examinées par le Comité technique préparatoire plénier. La FAO poursuivait ses activités dans ce domaine et avait, en collaboration avec les pays concernés, élaboré le Programme régional africain pour l'agriculture.

304. Une étude approfondie des problèmes structurels et du potentiel de la production vivrière des différentes zones agro-écologiques du continent avait été menée à bien dans l'espoir de contribuer à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990.

305. S'agissant des progrès accomplis dans le cadre du programme de la Décennie des Nations Unies pour la femme, l'intervenant a déclaré qu'il importait encore d'intensifier les activités de la FAO en vue de débarrasser la femme africaine de tous les facteurs tendant à en institutionnaliser la misère, en assurant les participants de la volonté de son organisation de poursuivre ses efforts dans ce domaine.

306. Enfin, il a émis l'espoir que les arrangements proposés concernant l'institutionnalisation de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement continuent à prendre dûment compte des compétences de la FAO et des activités qu'elle menait.

307. L'observateur de l'Organisation internationale du Travail (OIT) a relevé la convergence des objectifs de l'OIT, de la CEA et de l'OUA, à savoir la lutte contre l'injustice, la misère, le chômage, le combat pour l'instauration de

conditions économiques, sociales et de vie meilleures pour les populations africaines confrontées aux catastrophes naturelles et aux effets de la crise économique internationale, en précisant que l'OIT n'était pas indifférente à la crise économique et sociale qui touchait les pays africains les moins avancés.

308. L'analyse faite dans le document directif sur le Programme régional pour l'Afrique (1987-1991) appuyé par le PNUD faisant ressortir la nécessité d'améliorer l'agriculture et les ressources humaines rejoignait les préoccupations de l'OIT. Son Organisation avait soutenu les projets de coopération technique, notamment dans les secteurs du développement rural, des infrastructures, des travaux à fort coefficient de main-d'oeuvre, des activités coopératives, de l'emploi rural et de la promotion des petites et moyennes entreprises.

309. Face aux problèmes graves que connaissaient certains pays africains, l'OIT s'était efforcée d'adopter une nouvelle approche multidimensionnelle correspondant à une vision globale et cohérente des problèmes posés à ces pays. Elle était disposée à coopérer avec la CEA et l'OUA, dans son domaine de compétence, et à renforcer sa coopération avec les pays africains.

310. L'observateur du FMI a déclaré que quand la Conférence des ministres s'était réunie un an auparavant, les perspectives d'avenir des économies africaines étaient très incertaines. Depuis lors, d'importants progrès avaient été réalisés, notamment une réduction (de 15 à 13 milliards de dollars) du déficit du compte des opérations courantes avec l'extérieur au cours de l'année 1985, malgré une détérioration des termes de l'échange de l'ordre de 23 p. 100. Cette amélioration était due aux efforts déployés par les gouvernements africains dans des circonstances difficiles. Le FMI avait joué un rôle dans ces efforts de coopération. Outre l'assistance financière ordinaire, l'assistance technique et en matière de politique générale apportée par le Fonds à ses pays membres, à leur demande, était en gros semblable à celle apportée par la Banque mondiale. Le Fonds avait participé activement aux travaux des instances internationales sur le développement économique de l'Afrique, tels que les travaux préparatoires de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation économique critique de l'Afrique.

311. Il était clair que les perspectives d'avenir demeuraient sombres. Les paiements au titre du service de la dette extérieure de l'Afrique avaient été estimés à quelque 15 à 35 milliards de dollars par an pour les cinq prochaines années, soit en moyenne environ la moitié des recettes d'exportation annuelles. Compte tenu des résultats réalisés dans le passé, il y avait lieu d'être optimiste quant à la possibilité de résoudre ces problèmes. A cet effet, l'observateur du FMI a informé les participants que le Fonds avait récemment créé un mécanisme d'ajustement structurel destiné à recycler les ressources du Fonds d'affectation spéciale pour fournir une assistance financière aux pays membres remplissant les conditions, confrontés à de sérieux problèmes chroniques de la balance des paiements et adopté des programmes d'ajustement à moyen terme, orientés vers la croissance.

312. Dans un message spécial adressé à la Conférence, le Directeur général de l'Unesco soulignait la coopération étroite et de plus en plus intense qui existait entre la CEA et l'Unesco dans divers secteurs d'intérêt commun pour

le continent africain, et considérait que les réunions communes annuelles de concertation constituaient un lieu de rencontre et un cadre privilégié de coopération à la base. Il souhaitait aux participants plein succès dans leurs travaux.

313. Dans un document distribué aux participants, il était fait état des activités du Programme des Volontaires des Nations Unies et de son aptitude à participer à des projets régionaux, y compris ceux réalisés par d'autres organismes. La participation du Programme des Volontaires des Nations Unies aux efforts de développement engagés dans divers secteurs en Afrique s'était axée, par le passé, sur les ressources humaines, l'agriculture, la santé et les transports.

314. Dans le cadre du quatrième Programme régional pour l'Afrique soutenu par le PNUD, le Programme des Volontaires des Nations Unies s'attacherait à renforcer les organismes nationaux d'appui au développement et à favoriser la création de nouveaux organismes de même nature. L'assistance technique à fournir dans le cadre du Programme pour stimuler la participation des masses au développement serait assurée par le canal de ces organismes. Un projet régional global allait par conséquent être élaboré pour mettre à la disposition des gouvernements africains un personnel qualifié chaque fois qu'ils en éprouveraient le besoin, dans le cadre de l'assistance accordée au titre du quatrième Programme régional.

315. Le représentant de la Banque mondiale a déclaré que son Organisation estimait que, dans les propositions africaines qui seraient soumises à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique de l'Afrique, la CEA et l'OUA avaient raison de souligner l'importance de l'alimentation et de l'agriculture. Tout en se félicitant des efforts déployés par le continent pour le développement de la région, il a exprimé l'espoir que les bailleurs de fonds fourniraient les ressources nécessaires pour combler le déficit d'investissement.

316. Il a souligné la nécessité déjà exprimée de faire preuve d'abnégation et d'auto-discipline en vue de la réalisation d'un développement autonome en mettant l'accent sur l'importance de la formation. Si les difficultés de l'Afrique étaient en partie dues à des problèmes de gestion en général, elles ne suscitaient pas moins d'interrogations quant à la validité de certaines idées et suggestions exprimées dans le passé en matière de gestion économique. La formation et l'échange de données d'expérience dans les domaines de la gestion et du développement économique étaient donc nécessaires. L'intervenant a ensuite mis en relief le rôle et les activités de l'Institut de développement économique (IDE) dont les programmes prévoyaient la formation en cours d'emploi et offraient l'occasion d'un échange de données d'expérience sur les problèmes de développement. Jusque-là, l'IDE avait surtout axé ses efforts sur des ajustements macro-économiques sectoriels.

317. Pour conclure, l'intervenant a souligné l'importance d'un choix judicieux des candidats pour la formation en cours d'emploi et la nécessité de leur offrir une rémunération appropriée après leur formation. Il a recommandé la création d'une institution africaine de formation en matière de gestion macro-économique, en précisant que la formation en matière d'analyse des projets pouvait être mieux assurée par des institutions nationales.

318. Le représentant du Programme alimentaire mondial a déclaré que son Organisation réalisait, en Afrique, des projets dont le coût s'élevait à quelques 500 millions de dollars. Ils portaient sur la conservation du sol, le reboisement, les petits projets d'irrigation, la construction de routes dans les zones rurales, la mise en valeur des ressources humaines et la sécurité alimentaire, l'objectif commun étant d'aider les petits exploitants à accroître la production vivrière et, partant, d'aider l'Afrique à devenir autonome sur le plan alimentaire. Le PAM avait également de nombreux projets concernant le transport, le stockage et l'emmagasiner des denrées alimentaires tant au titre de l'aide d'urgence que dans le cadre du développement à moyen et à long terme. Le Programme continuait à acheter des céréales des zones ayant un excédent céréalier pour venir en aide aux pays africains en déficit vivrier.

319. Le représentant du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) a rappelé que son Organisation avait pour buts de promouvoir, grâce à une action concertée des Etats membres, le renforcement constant de la coopération, la consolidation de l'intégration économique, le développement progressif des économies et des industries des pays membres, l'accroissement de la productivité du travail, l'égalisation progressive des niveaux de développement économique des pays membres et l'amélioration du niveau de vie de leurs populations. Les pays membres du CAEM considéraient que la paix et le désarmement étaient indispensables pour une restructuration des relations économiques internationales.

320. Le revenu national des pays membres du CAEM avait augmenté de 18 p. 100 en cinq ans. Afin de renforcer leur intégration économique, les pays membres avaient adopté, en décembre 1985, un programme global de développement scientifique et technologique couvrant la période allant jusqu'à l'an 2000. La mise en oeuvre de ce programme permettrait de promouvoir une coopération mutuellement bénéfique avec tous les pays, y compris les pays en développement.

321. Les pays membres du CAEM partageaient le point de vue exprimé par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, à sa vingt et unième session ordinaire, selon lequel les problèmes économiques de l'Afrique ne sauraient être résolus par des mesures à court terme telles que l'aide alimentaire d'urgence, mais par une restructuration des économies africaines, en mettant l'accent sur la formation des cadres et la mobilisation et l'utilisation rationnelle des ressources financières nécessaires au développement de l'agriculture, des transports et des communications, de l'énergie, des mines et du secteur du bâtiment.

322. L'observateur de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) a déclaré que les difficultés que traversaient la plupart des pays africains étaient dues en grande partie au déclin de l'agriculture. Il fallait donc mettre sur pied un plan de redressement du secteur agricole fondé sur des mesures concrètes et une analyse approfondie de la situation exacte de chaque pays, et affecter les rares ressources financières disponibles à la réalisation de projets d'intégration concourant au développement de ce secteur. L'un des secteurs prioritaires identifiés, vers lequel devraient être canalisés tous les moyens financiers, techniques et humains disponibles était celui de l'alimentation et de l'agriculture. La CEPGL se félicitait de la création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement.

323. Dans le secteur industriel, la CEPGL axait ses efforts sur le développement des agro-industries, des industries chimiques, métallurgiques, mécaniques, forestières, des matériaux de construction et des petites industries. Le secteur des transports et des communications avait toujours constitué l'une des préoccupations majeures de la Communauté, compte tenu de l'enclavement des pays membres, question d'autant plus importante que ces pays offraient un potentiel touristique important. Afin de promouvoir les échanges, une convention sur la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux et sur le droit d'établissement venait d'être signée entre les pays membres.

324. Pour terminer, l'intervenant a lancé un appel aux organismes internationaux et aux pays amis pour qu'ils favorisent une concertation plus poussée aux niveaux régional et sous-régional afin d'accélérer l'échange de données d'expérience et d'évaluer les efforts entrepris dans la réalisation d'objectifs communs.

325. Dans un document distribué aux participants, la Communauté internationale Baha'ie avait déclaré que, comme en témoignaient notamment la crise alimentaire qui sévissait en Afrique et l'énorme disparité des niveaux de vie des populations, peu de progrès avaient été réalisés dans la mise en oeuvre des buts et objectifs de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

326. Pour que les efforts de développement soient menés à bien, il était nécessaire que tous les partenaires coopèrent. Cette coopération devrait avoir principalement pour objet de satisfaire les besoins fondamentaux de chaque individu; de promouvoir ses énergies créatrices, ses potentialités et son sens de l'initiative; d'assurer la participation des femmes au développement et de permettre aux pays d'éliminer, dans leurs rapports réciproques, les énormes inégalités qui existaient entre eux et qui continuaient à déstabiliser le monde.

327. Pour développer cet esprit de coopération à tous les niveaux, il était nécessaire d'inculquer à tout le monde que l'humanité est une, enseignement qui était déjà dispensé dans un certain nombre de pays.

328. La Communauté internationale Baha'ie a loué les efforts déployés par la CEA pour coordonner et faciliter la mise en oeuvre de stratégies de développement appropriées. Les communautés baha'ies continueraient à accorder la priorité aux objectifs de ces stratégies, car elles contribuaient à promouvoir les efforts de coopération et de développement à tous les niveaux.

Rapport de la sixième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés (point 6 de l'ordre du jour)

329. Le Président de la sixième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés a présenté le rapport de la réunion (document E/ECA/CM.12/36) en faisant ressortir les thèmes principaux des allocutions d'ouverture, des débats et des conclusions. La réunion avait examiné : i) la situation économique et sociale dans les PMA d'Afrique pendant la période 1984-1985; ii) l'état d'avancement de la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action dans ces pays pendant la période 1984-1986; iii) l'évaluation des stratégies alimentaires; et iv) les activités de la CEA pendant la période 1984-1985 et son programme de travail pour 1986-1987. Elle avait conclu que le taux de croissance des économies de ces pays avait continué à

décliner en raison des médiocres résultats enregistrés par le secteur agricole et que les efforts déployés par les Etats et la communauté internationale pour mettre en oeuvre le nouveau Programme substantiel d'action n'avaient pas été suffisants pour répondre aux besoins. Elle avait recommandé que a) les ressources consacrées au développement des PMA ne doivent pas être utilisées pour assurer le service de leur dette; b) en matière de modalités d'utilisation de l'assistance technique, les pays fassent meilleur usage des compétences des experts nationaux et, au besoin, aient recours à la coopération Sud-Sud; c) le secrétariat de la CEA entreprenne une étude en vue d'évaluer les ajustements structurels effectués par divers pays.

330. Le Président a déclaré que la réunion avait envisagé la possibilité de présenter à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la situation économique critique de l'Afrique un document spécial sur les problèmes des PMA et avait conclu que l'Afrique ne devait présenter qu'un document soulignant la situation particulière des PMA.

331. Au cours du débat qui a suivi, le représentant des Comores a appelé l'attention des participants sur le fait que certaines des difficultés rencontrées dans la réalisation des études et des projets étaient imputables à une pénurie de ressources humaines et de compétences. A ce propos, il a signalé que son pays avait tiré profit de l'assistance technique fournie par les Volontaires des Nations Unies et a proposé d'examiner dans le détail, sur le plan bilatéral et sur le plan multilatéral, les possibilités offertes par cette assistance.

332. La Conférence a pris note du rapport.

Rapport et recommandations de la septième réunion du Comité technique préparatoire plénier (point 7 de l'ordre du jour)

333. Le Président de la septième réunion du Comité technique préparatoire plénier a présenté le rapport du Comité (E/ECA/CM.12/44) qui contenait également les projets de résolution recommandés pour adoption par la Conférence des ministres. Les débats du Comité avaient abouti à un consensus sur tous les points examinés, à l'exception du rapport de la cinquième Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification tenue à Harare (Zimbabwe) du 3 au 11 mars 1986 qui avait suscité des discussions animées après la déclaration du représentant du Maroc remettant en cause la décision de la Conférence de ne pas rétablir l'axe Lagos-Tanger. Les conclusions issues du Comité à ce sujet figuraient dans le paragraphe 92 de son rapport.

334. Le représentant du Maroc s'est félicité de la qualité et de l'exactitude du rapport du Comité et a dit qu'il n'avait aucune objection à ce que la Conférence en prenne note. Toutefois, sa délégation se réservait le droit de faire des observations lorsque le projet de résolution 2 concernant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique serait examiné par la Conférence.

335. La Conférence a pris note du rapport du Comité technique préparatoire plénier.

Projets de résolution présentés par la septième réunion du Comité technique préparatoire plénier en vue d'être examinés par la vingt et unième session de la Commission/douzième réunion de la Conférence des ministres (point 8 de l'ordre du jour)

336. Les 26 projets de résolution présentés par la septième réunion du Comité technique préparatoire plénier en vue d'être examinés par la Conférence des ministres ont été adoptés sous réserve des modifications et décisions et sans préjudice des réserves indiquées ci-après :

Projet de résolution no. 2 : Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique

337. Le représentant du Maroc a proposé que des modifications soient apportées audit projet de résolution.

338. Il a indiqué que les modifications portaient sur le principe visant à se conformer d'une part aux décisions énoncées dans le rapport du Secrétaire général de l'ONU et adoptées à la quarantième session de l'Assemblée générale et de l'autre aux résolutions adoptées précédemment lors d'une des réunions sectorielles et par la Conférence des ministres de la CEA.

339. Les modifications à apporter visaient à ce que l'on rajoute la phrase suivante à la fin du paragraphe 7 c) du dispositif : "Etant entendu que la CEA se conformera strictement au rapport du Secrétaire général de l'ONU relatif à la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique ainsi qu'aux résolutions adoptées précédemment".

340. L'amendement avait été appuyé par plusieurs délégations.

341. Conformément aux articles 56 et 62 du règlement intérieur de la Commission, le représentant de l'Algérie a demandé de soumettre aux voix l'amendement proposé par le Maroc.

342. Le Président a suspendu les travaux pour permettre notamment aux pays concernés de se consulter. Sur proposition du Président, la Conférence a ensuite décidé d'adopter tel quel le projet de résolution, étant entendu que le rapport de la Conférence des ministres ferait ressortir la position du Maroc qui a bénéficié du soutien de plusieurs délégations.

Projet de résolution no. 4 : Amélioration de la situation alimentaire et redressement du secteur agricole en Afrique

343. Alinéa 2 du préambule : à la suite de "1936-1990" insérer "adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA au cours de sa vingt et unième session ordinaire".

Projet de résolution no. 6 : Développement du tourisme en Afrique

344. Paragraphe 4 du dispositif, deuxième ligne : faire précéder "l'Organisation" des termes "le Secrétaire général de".

- troisième ligne : faire précéder "autres organisations compétentes" de "les chefs de secrétariat des".

345. L'Algérie a retiré ses réserves au sujet de cette résolution.

Projet de résolution no. 20 : Système panafricain de documentation et d'information

346. Sans objet en français.

347. Se référant au paragraphe 7 du dispositif, le représentant du Zaïre a informé les participants que son pays souhaitait abriter le futur Centre de documentation et d'information de l'Afrique du Centre (CADIS).

Questions diverses (point 9 de l'ordre du jour)

348. Le représentant du Zaïre a rappelé les observations qu'il avait faites, lors de la réunion du Comité technique préparatoire plénier, au sujet de la périodicité des conférences des ministres de la CEA. Il a suggéré que les représentants examinent la question en profondeur et que celle-ci soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine conférence.

349. Le Secrétaire exécutif a fait savoir que la Conférence des ministres, réunie à Rabat (Maroc) en 1979, avait décidé de ramener cette périodicité de deux ans à un an, tout en prévoyant de revenir sur la question après un délai de quatre ans. La question avait été réexaminée en 1983 et l'on avait décidé qu'en raison de la crise économique que traversait l'Afrique, la Conférence devait continuer à se réunir annuellement.

Date et lieu de la vingt-deuxième session de la Commission et treizième réunion de la Conférence des ministres (point 10 de l'ordre du jour)

350. Le Secrétaire exécutif a fait savoir que le Cameroun et le Congo s'étaient proposés pour accueillir la vingt et unième session de la Commission et douzième réunion de la Conférence des ministres, mais le Cameroun avait été retenu pour la session de 1986 et le Congo pour celle de 1987. A l'issue des consultations avec la délégation congolaise, ce pays ne semblait plus à même d'accueillir la session de 1987 à cause d'autres engagements. En l'absence d'autres candidatures, la Conférence se tiendrait au siège de la CEA à Addis-Abeba (Ethiopie) en avril 1987.

351. Le représentant du Congo a confirmé que son pays ne pouvait pas accueillir la Conférence de 1987.

352. Les participants ont convenu alors de se réunir à Addis-Abeba comme l'avait suggéré le Secrétaire exécutif.

Examen et adoption du rapport et des résolutions de la réunion (point 11 de l'ordre du jour)

353. Le projet de rapport a été présenté le lundi 21 avril 1986 par le Rapporteur, qui en a brièvement passé en revue les divers éléments et a souligné que le rapport portait essentiellement sur les décisions et recommandations de la réunion.

354. La Conférence a adopté le présent rapport et les résolutions qui y figurent.



Clôture de la réunion (point 12 de l'ordre du jour)

355. Le Secrétaire exécutif a donné lecture du communiqué final résumant les principales conclusions de la réunion. Ce communiqué a été approuvé par acclamations.

D. Programme de travail et ordre de priorités

356. Du 30 avril 1985 à ce jour, le secrétariat a pris part à l'exécution des activités prévues pour les troisième et quatrième trimestres de 1985 et de celles découlant de périodes antérieures.

357. Des détails relatifs à l'exécution du programme de travail au cours de la période biennale 1984-1985 figurent dans le rapport biennal du Secrétaire exécutif, 1984-1985. Au cours du dernier trimestre de 1985, le secrétariat a établi le rapport sur l'exécution du programme pour la période biennale 1984-1985 concernant les principaux programmes du secrétariat. Ce rapport fait partie du rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale, présenté par le canal du Comité des programmes et de la coordination, qui l'examinera à sa 26ème session en 1986.

LISTE DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE  
DES MINISTRES A SA DOUZIEME REUNION

<u>Numéro</u>	<u>Titre</u>	<u>Page</u>
562 (XXI)	Rapport biennal du Secrétaire exécutif . . . . .	77
563 (XXI)	Décennie des Nations Unies pour les transports et les commu- nications en Afrique . . . . .	78
564 (XXI)	Décennie du développement industriel de l'Afrique . . . . .	81
565 (XXI)	Amélioration de la situation alimentaire et redressement du secteur agricole en Afrique . . . . .	83
566 (XXI)	Rôle des centres multinationaux de programmation et d'exécu- tion de projets dans la promotion de la coopération sous-ré- gionale et de la coopération technique et économique inter- régionale . . . . .	86
567 (XXI)	Développement du tourisme en Afrique . . . . .	86
568 (XXI)	Commerce et financement du développement . . . . .	87
569 (XXI)	Institutions parrainées par la Commission économique pour l'Afrique . . . . .	91
570 (XXI)	Lancement d'un programme de création en Afrique de chaires de technologie dans les domaines du traitement des produits ali- mentaires, de la biotechnologie, de la nutrition et de la santé . . . . .	92
571 (XXI)	Etablissements humains . . . . .	93
572 (XXI)	Participation de l'Afrique aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire .	95
573 (XXI)	Perspectives sous-régionales . . . . .	96
574 (XXI)	Institut africain de développement économique et de planifi- cation . . . . .	97
575 (XXI)	Projections économiques à court terme dans la région de l'Afrique . . . . .	98
576 (XXI)	Renforcement du Programme de formation statistique pour l'Afrique . . . . .	99
577 (XXI)	Instituts africains de formation démographique . . . . .	100
578 (XXI)	Mise en place de services chargés des questions relatives à l'environnement en Afrique . . . . .	101

<u>Numéro</u>	<u>Titre</u>	<u>Page</u>
579 (XXI)	Les femmes et le développement en Afrique . . . . .	104
580 (XXI)	Les femmes et la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la crise économique et sociale en Afrique . . . . .	107
581 (XXI)	Système panafricain de documentation et d'information . . . . .	108
582 (XXI)	Propositions visant à réviser le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1986-1987 compte tenu des ouvertures de crédits approuvées par l'Assemblée générale et des fonds extra-budgétaires disponibles . . . . .	111
583 (XXI)	Deuxième mise à jour et révision du Plan à moyen terme (1984-1989) . . . . .	111
584 (XXI)	Etude et évaluation du rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans le développement des pays africains : prise de décision, programme et exécution de projets . . . . .	112
585 (XXI)	Création d'un Centre africain pour l'application de la météorologie au développement . . . . .	113
586 (XXI)	Quatrième programme régional pour l'Afrique appuyé par le Programme des Nations Unies pour le développement . . . . .	114
587 (XXI)	Maintien des ressources financières allouées à la Communauté économique des pays des Grands Lacs dans le cadre du troisième cycle de programmation . . . . .	115

IV. RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE DES MINISTRES  
A SA DOUZIEME REUNION 1/

562 (XXI). Rapport biennal du Secrétaire exécutif

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 403 (XVI) du 10 avril 1981 et 508 (XIX) du 26 mai 1984 relatives au rapport biennal du Secrétaire exécutif,

Ayant examiné le rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités de la Commission au cours de la période 1984-1985 2/,

Préoccupée par la détérioration de la situation des ressources dont dispose la Commission pour exécuter son programme de travail en respectant son ordre de priorité et, en particulier, par la diminution des fonds extrabudgétaires provenant notamment de sources multilatérales et des fonds d'affectation spéciale,

Notant avec gratitude qu'un certain nombre d'organismes de financement bilatéraux continuent d'apporter un soutien financier et matériel accru aux activités de la Commission,

Convaincue que, dans la situation économique critique que connaît l'Afrique, la Commission a besoin de plus de ressources d'autant que ses services sont de plus en plus sollicités par les Etats membres,

Notant avec satisfaction que le secrétariat est maintenant autorisé à recruter un fonctionnaire supplémentaire qui sera chargé de suivre et d'évaluer régulièrement les programmes et projets,

1. Prend note du rapport biennal du Secrétaire exécutif pour la période 1984-1985;

2. Félicite le Secrétaire exécutif pour le caractère exhaustif de ce rapport et pour les efforts déployés au cours de la période biennale pour aider les Etats membres, individuellement et collectivement, par l'entremise de leurs organisations intergouvernementales, à affronter les problèmes socio-économiques critiques auxquels ils se heurtent;

3. Invite les Etats membres, compte tenu de la crise financière que traverse l'Organisation des Nations Unies et qui a eu une incidence néfaste sur le niveau de son budget ordinaire, à verser ou à augmenter d'urgence leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;

1/ L'Algérie a émis des réserves à propos de toutes les résolutions concernant les institutions parrainées par la CEA.

2/ E/ECA/CM.12/3.

4. Exprime sa gratitude aux bailleurs de fonds bilatéraux pour l'intérêt accru qu'ils manifestent pour les travaux de la Commission;

5. Lance un appel à l'ensemble des donateurs, en particulier aux pays développés, aux pays en développement en mesure de le faire et aux organismes financiers internationaux et régionaux pour qu'ils fournissent davantage de ressources à la Commission afin de lui permettre d'entreprendre les activités programmées en faveur et pour le compte de ses Etats membres;

6. Lance un appel au Programme des Nations Unies pour le développement afin qu'il accroisse sensiblement les ressources mises à la disposition de la Commission dans le cadre du quatrième cycle de programmation régionale;

7. Prie le Secrétaire exécutif de continuer d'établir le rapport biennal sous sa forme actuelle et de l'envoyer aux Etats membres six semaines au moins avant la réunion du Comité technique préparatoire plénier, conformément aux délais prescrits par l'Assemblée générale.

247ème séance,  
19 avril 1986.

563 (XXI). Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 291 (XII) du 26 février 1977 ainsi que la résolution 2097 (LXIII) du Conseil économique et social en date du 29 juillet 1977 et la résolution 32/160 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1977, proclamant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Rappelant également sa résolution 544 (XX) du 29 avril 1985, par laquelle elle priait le Secrétariat général de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique des ressources financières suffisantes pour lui permettre d'organiser la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification de même que des réunions sur le cofinancement de certains projets, et sa résolution 487 (XIX) du 26 mai 1984, dans laquelle elle a fait sien le programme de la seconde phase de la Décennie,

Se référant à la résolution 1984/68 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1984 et aux résolutions 38/150 et 39/230 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1983 et du 18 décembre 1984 relatives à la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Se référant également au rapport 3/ du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique soumis au Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de juillet 1985 et à l'Assemblée générale à sa quarantième session,

Ayant pris note des rapports annuels sur les progrès accomplis en 1984 et 1985, dans le cadre du programme de la Décennie, du rapport du Corps commun d'inspection de l'Organisation des Nations Unies sur le programme de la Décennie et du rapport du Comité de coordination interinstitutions sur le système régional africain de télécommunications par satellite 4/,

Se félicitant des efforts faits par le Secrétaire exécutif pour mobiliser des ressources et pour solliciter l'assistance de la communauté internationale en vue de l'exécution de la seconde phase du programme,

Notant avec satisfaction que des ressources financières ont été dégagées par l'Assemblée générale pour la réalisation des activités prévues dans ses résolutions 38/150 et 39/230, notamment des études sur l'harmonisation et la coordination des divers modes de transports et sur les besoins en matière de main-d'oeuvre et de formation dans les domaines des transports et des communications,

Notant les résolutions adoptées lors des réunions annuelles du Conseil des ministres du MULPOC de l'Afrique du Centre I, du MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, du MULPOC de l'Afrique de l'Ouest, du Conseil des ministres et des commissaires d'Etat du MULPOC de l'Afrique du Centre II ainsi que du Conseil des plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord sur les transports et les communications,

1. Adopte le rapport et fait siennes les résolutions adoptées par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification à sa cinquième réunion tenue le 11 mars 1986 à Harare (Zimbabwe) 5/;

2. Se félicite du rôle joué par le Comité de coordination interinstitutions de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique placé sous la direction de la Commission économique pour l'Afrique, organisme directeur dans la coordination des activités liées à la réalisation des objectifs de la Décennie;

3. Se félicite du soutien financier que l'Assemblée générale continue d'apporter aux activités entreprises dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

---

3/ A/40/409-E/1985/107.

4/ La délégation marocaine a exprimé des réserves concernant cet alinéa du préambule.

5/ Le Maroc a exprimé des réserves concernant ce paragraphe.

4. Exprime sa gratitude à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement pour son soutien constant au programme de la Décennie notamment en finançant le Groupe de coordination des activités entreprises dans le cadre de la Décennie et le prie de continuer d'allouer des fonds à la Commission au cours du quatrième cycle de programmation du Programme (1987-1991) en vue de la réalisation des objectifs de développement fixés dans le cadre de la Décennie;

5. Remercie les pays donateurs et les institutions financières pour l'assistance financière apportée en vue de l'exécution du programme de la Décennie et les exhorte à poursuivre et à intensifier leur soutien audit programme et au Comité de coordination;

6. Demande à l'Assemblée générale d'allouer, dans la limite des ressources disponibles, les moyens nécessaires à la CEA pour lui permettre :

a) de procéder à une évaluation détaillée du programme de la Décennie conformément aux recommandations contenues dans le rapport du Corps commun d'inspection sur ce programme;

b) d'organiser les réunions du Comité technique des transports aériens et d'en assurer le service;

7. Prie instamment les Etats membres :

a) de fournir à la Commission économique pour l'Afrique les informations relatives au financement et à l'exécution de leurs projets afin qu'il soit procédé à une évaluation détaillée du programme de la Décennie;

b) d'intensifier les efforts visant à obtenir le financement extérieur de leurs projets et à fournir la composante locale du coût du projet;

c) de tout mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs de la Décennie conformément au Plan d'action et à l'Acte final de Lagos;

d) de tout mettre en oeuvre pour assurer l'harmonisation et la coordination des divers modes de transports aux niveaux sous-régional et intra-régional, afin notamment de faciliter les échanges entre les sous-régions;

8. Invite les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations intergouvernementales africaines à aider davantage la Commission, chacune dans son domaine de compétence, à s'acquitter de sa tâche de coordination de l'exécution du programme de la Décennie;

9. Prie le Secrétaire exécutif d'intensifier ses efforts pour rassembler des données sur l'exécution des projets de la Décennie, de veiller à la réalisation des activités dont il est fait mention au paragraphe 6 et de présenter à la Conférence, à sa treizième réunion, un rapport sur l'exécution de la seconde phase du programme ainsi que sur l'application de la présente résolution.

247ème séance,  
19 avril 1986.

564 (XXI). Décennie du développement industriel de l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 532 (XX) en date du 29 avril 1985 dans laquelle elle demandait notamment l'allocation de ressources devant permettre la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Rappelant en outre la résolution CM/Res.941 (XL) relative à la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa quarantième session ordinaire,

Ayant présent à l'esprit le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990) adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingt et unième session,

Consciente du fait que la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et du Programme prioritaire dépend de la disponibilité de ressources suffisantes et de l'engagement des gouvernements, aussi bien au niveau national et sous-régional que régional, ainsi que de celui de la communauté internationale,

Notant avec satisfaction que, dans sa résolution 1985/61 du 26 juillet 1985, le Conseil économique et social priait l'Assemblée générale d'étudier la possibilité d'allouer désormais à la Commission économique pour l'Afrique un montant de 700 000 dollars par an à imputer sur le crédit de 5 millions de dollars alloué à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en vertu de la résolution 39/233 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1984, en vue de la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Consciente de l'importance fondamentale du lien entre l'industrie et l'agriculture dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et de la contribution vitale qu'apporterait la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique à la production vivrière et au redressement de l'agriculture en Afrique,

1. Réitère la nécessité pour les pays africains de continuer d'accorder la priorité au secteur industriel en raison de son importance cruciale pour la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990) et la réalisation des objectifs du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos;

2. Prend note avec satisfaction du cinquième rapport intérimaire commun sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique 6/, et demande au Secrétaire exécutif de la CEA et au Directeur général de l'ONUDI de le présenter à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social;



3. Se félicite des efforts déployés par les pays et les organisations africains et par les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en vue de la mise en oeuvre du programme de la Décennie;

4. Se félicite également des rapports des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets sur les activités menées dans le cadre du programme de la Décennie et souscrit aux résolutions adoptées par les organes directeurs des centres sur la Décennie;

5. Prie les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'accroître leur assistance aux pays africains et aux organisations sous-régionales en vue de la promotion de la coopération industrielle sous-régionale dans le cadre de la Décennie;

6. Demande instamment à tous les pays et les organisations africains d'intensifier leurs efforts en vue d'accroître les ressources financières et humaines et de mobiliser toutes les compétences et institutions nationales pour mener à bien le programme de la Décennie;

7. Remercie l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'avoir alloué 8,6 millions de dollars à l'application du programme de la Décennie, dans son budget-programme de 1986-1987;

8. Lance un appel à tous les Etats membres de l'Organisation pour qu'ils continuent d'apporter leur soutien au programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

9. Demande instamment au Comité du programme et du budget et au Conseil du développement industriel d'accroître les fonds alloués au programme de la Décennie dans le budget-programme de l'exercice 1988-1989, compte tenu du rang de priorité élevé que l'Organisation accorde à ce programme;

10. Lance un appel à l'Assemblée générale pour qu'elle donne suite à la recommandation du Conseil économique et social contenue dans la résolution 1985/61 du 26 juillet 1985, dans laquelle il lui est demandé d'allouer, chaque année, à la Commission économique pour l'Afrique 700 000 dollars, somme représentant la différence entre le montant de 5 millions de dollars alloué chaque année à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel conformément à la résolution 39/233 de l'Assemblée générale et le montant annuel de 4,3 millions de dollars alloué au titre du programme de la Décennie dans le budget-programme de l'Organisation pour l'exercice 1986-1987;

11. Demande que la transformation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée n'entraîne pas la réduction des ressources destinées à l'assistance aux organisations et pays africains dans le cadre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

12. Lance également un appel à la communauté internationale, aux organismes multilatéraux de financement, notamment au Programme des Nations Unies pour

le développement et à la Banque mondiale, ainsi qu'aux institutions d'aide bilatérale et d'investissement, pour qu'ils augmentent leurs apports et accroissent leur assistance technique au secteur industriel d'Afrique afin de permettre la mise en oeuvre des projets nationaux et sous-régionaux d'investissement et d'appui;

13. Exhorte tous les gouvernements africains à continuer à participer aux réunions des organismes internationaux compétents ainsi que de leurs organes subsidiaires afin de veiller à ce que la priorité continue d'être accordée au programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et que des ressources suffisantes soient allouées aux secrétariats de la Commission et de l'Organisation en vue de l'application du programme.

247ème séance,  
19 avril 1986.

565 (XXI). Amélioration de la situation alimentaire et redressement du secteur agricole en Afrique

La Conférence des ministres,

Profondément préoccupée par le fait que, au cours des dernières années, la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique n'a cessé de se détériorer, exacerbée en cela par les catastrophes naturelles, la sécheresse en particulier, et par la persistance de la crise économique mondiale,

Rappelant le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingt et unième session ordinaire, qui accorde un rang de priorité élevé au secteur agricole et alimentaire,

Consciente des effets néfastes de la récession qu'ont connue récemment les pays occidentaux développés à économie de marché et des pratiques commerciales restrictives qu'ils ont adoptées à l'encontre des exportations agricoles des pays africains,

Prenant acte des diverses résolutions sur l'alimentation et l'agriculture adoptées lors des réunions annuelles de 1986 des conseils des ministres des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de Gisenyi, de Yaoundé, de Lusaka et de Niamey, de celles du Conseil des ministres et des commissaires d'Etat du Centre de Gisenyi ainsi que du Conseil des plénipotentiaires du Centre de l'Afrique du Nord,

Convaincue de la nécessité de redresser l'agriculture en Afrique, notamment en asseyant le développement du secteur de l'alimentation,

Notant les progrès réalisés par certains pays en matière de production vivrière et formulant l'espoir que cette tendance aboutisse, le plus tôt possible, à l'éradication de la faim en Afrique,

Ayant examiné les rapports sur l'alimentation et l'agriculture en Afrique 7/,

1. Prend note des divers documents soumis par le secrétariat sur le développement du secteur de l'alimentation et de l'agriculture;
2. Réaffirme les engagements pris individuellement et collectivement par les gouvernements africains de mener à bien le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, qui met l'accent sur l'alimentation et l'agriculture;
3. Prie instamment les Etats membres de traduire en programmes et projets les recommandations sur l'alimentation et l'agriculture figurant dans le Programme prioritaire, en respectant notamment l'engagement qu'ils avaient pris d'augmenter, d'ici à 1989, la part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture afin d'atteindre l'objectif de 20 à 25 p. 100 du volume total des investissements publics;
4. Demande aux Etats membres de tout mettre en oeuvre pour introduire des réformes structurelles dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture grâce à l'application de la science et de la technique à ce domaine, au perfectionnement de la main-d'oeuvre et au développement de l'infrastructure matérielle et sociale, à la création d'institutions, à la conservation et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, notamment forestières, au maintien de l'équilibre écologique et à l'adoption de mesures d'intervention en vue d'accroître la production vivrière et agricole;
5. Demande en outre aux Etats membres de promouvoir l'autosuffisance collective en matière de produits alimentaires, y compris les productions animales, grâce à la conception et à l'exécution de programmes sous-régionaux et régionaux viables en matière de recherche, de formation, de production et de distribution d'intrants essentiels et de produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et l'adoption d'une politique de prix judicieuse, conformément aux principes énoncés dans le Programme prioritaire et dans le Plan d'action de Lagos;
6. Invite les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à encourager le mouvement coopératif pour promouvoir le secteur agricole et créer des institutions nationales chargées d'appliquer les mesures prises en la matière,
7. Exprime sa gratitude à la communauté internationale pour l'appui généreux qu'elle a apporté aux pays africains pour leur permettre de faire face à la crise;
8. Invite la communauté internationale à apporter, en plus de l'aide d'urgence, un soutien accru pour le redressement et le développement à moyen et à long terme du secteur de l'alimentation et de l'agriculture;

---

7/ Documents E/ECA/CM.12/Rev.1, E/ECA/CM.12/15, E/ECA/CM.12/16, E/ECA/CM.12/17, E/ECA/CM.12/6, E/ECA/CM.12/11, E/ECA/CM.12/39.

9. Prie les pays développés de renoncer aux pratiques commerciales restrictives faisant obstacle au développement de l'exportation de produits africains et de créer les conditions de ce développement;

10. Invite le Secrétaire exécutif, agissant en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à continuer de sensibiliser la communauté internationale aux problèmes de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique afin qu'elle appuie les efforts déployés par les pays africains pour résoudre ces problèmes;

11. Invite également le Secrétaire exécutif, agissant en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à étendre aux pays et sous-régions qui ne sont pas encore couverts, les études sur les politiques alimentaires et agricoles, les politiques d'utilisation du sol, les programmes de substitution aux importations alimentaires et les programmes pour la réduction des pertes alimentaires et les mesures visant à aider les coopératives et les organisations de petits exploitants et à faire rapport sur les résultats des études à faire aux futures réunions de la Conférence des ministres;

12. Prie instamment l'ensemble des institutions concernées par le développement du secteur de l'alimentation et de l'agriculture de contribuer à l'application des aspects pertinents des programmes de travail des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets pour 1986-1987;

13. Prie la Commission, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, d'aider les pays de chaque sous-région desservie par un centre multinational de programmation et d'exécution de projets, à leur demande, à élaborer des politiques alimentaires et agricoles judicieuses;

14. Exhorte l'ensemble des institutions d'aide et des bailleurs de fonds à aider les pays africains connaissant un excédent vivrier à préserver et gérer leur production vivrière et à utiliser l'excédent pour venir en aide aux pays africains en déficit vivrier;

15. Demande à tous les pays membres de la Commission économique pour l'Afrique d'accorder la priorité aux échanges intra-africains afin de promouvoir la production vivrière et de permettre à l'Afrique d'améliorer son coefficient d'autosuffisance alimentaire;

16. Prie la Commission, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les autres organismes internationaux compétents de renforcer les programmes destinés à promouvoir la sécurité alimentaire dans la région sous tous ses aspects, à savoir notamment la prise de mesures prévisionnelles telles que la gestion des stocks, la distribution de vivres et la mise en place de systèmes d'information et d'alerte rapide.

247ème séance,  
19 avril 1986.

566 (XXI). Rôle des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets dans la promotion de la coopération sous-régionale et de la coopération technique et économique interrégionale

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions concernant la coopération économique, notamment les résolutions 552(XX) et 549(XX) en date du 29 avril 1985 portant respectivement sur la nomination des directeurs des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets et sur la coopération technique et économique sous-régionale, régionale et interrégionale,

Prenant note du rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités du secrétariat de la Commission en matière de coopération technique et économique entre pays en développement au niveau interrégional, des rapports présentés en 1986 par les organes directeurs des centres sur l'exécution de leurs programmes de travail ainsi que des activités envisagées,

1. Se félicite des mesures prises par le Secrétaire exécutif en vue de renforcer les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets et d'en améliorer l'efficacité grâce au détachement de fonctionnaires du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique auprès de ces centres;

2. Demande aux centres d'intensifier leurs efforts pour aider les organisations intergouvernementales et les institutions nationales compétentes, dans leurs sous-régions respectives, à définir et à lancer des projets multinationaux destinés à renforcer la coopération entre les Etats membres et à en promouvoir l'intégration;

3. Se félicite des mesures prises par les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies pour formuler des propositions concernant la coopération technique et économique interrégionale dans les domaines du commerce, de l'industrie, des transports et des communications, de la fabrication d'engrais, de l'informatique et de l'emploi des femmes et des jeunes dans les zones rurales.

247ème séance,  
19 avril 1986.

567 (XXI). Développement du tourisme en Afrique

La Conférence des ministres,

Consciente de l'importance de la contribution du tourisme au développement économique, social et culturel des pays africains,

Reconnaissant l'importance accrue des avantages que les Etats africains peuvent tirer d'une action régionale concertée visant à harmoniser et à coordonner les politiques et activités touristiques de façon à éviter le gaspillage et le double emploi, ainsi que l'existence, dans ce domaine, d'une coopération étroite entre certains Etats africains membres,

Rappelant la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique et les dispositions pertinentes du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos,

Rappelant en outre la Déclaration de Manille sur le tourisme international, le "Document d'Acapulco" et les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies,

1. Fait siennes les résolutions 1 et 2 adoptées par la Conférence régionale sur la coopération intra-africaine en matière de tourisme, tenue à Niamey (Niger) du 2 au 6 octobre 1984, portant sur l'institution d'une conférence des ministres du tourisme;

2. Accueille favorablement les décisions de la Conférence de Niamey, qui constituent le fondement logique et les principes directeurs devant régir l'élaboration d'une stratégie de coopération régionale pour le développement du tourisme en Afrique;

3. Invite les Etats membres et les organisations intergouvernementales et internationales compétentes à soutenir activement les décisions de Niamey et à rechercher collectivement les moyens d'appliquer ces décisions;

4. Demande au Secrétaire exécutif, en collaboration notamment avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, et les chefs de secrétariat des organismes compétents des Nations Unies, d'assurer l'application de la présente résolution et de présenter des rapports intérimaires annuels à la Conférence des ministres.

247ème séance,  
19 avril 1986.

#### 568 (XXI). Commerce et financement du développement

##### La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 39/29 de l'Assemblée générale en date du 3 décembre 1984 relative à la situation économique critique en Afrique et dont l'annexe souligne notamment la forte dépendance des pays africains vis-à-vis d'un nombre restreint de produits primaires d'exportation qui les rend particulièrement sensibles aux amples fluctuations des cours, avec pour conséquence d'importants manques à gagner dans les recettes d'exportation, ce qui appelle la prise d'urgence de mesures tendant à stabiliser les cours des produits de base, à faciliter l'entrée des produits africains primaires et non primaires sur les marchés internationaux et à diversifier la production,

Rappelant en outre le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingt et unième session, et le rôle important que le commerce et les finances peuvent jouer dans l'exécution de ce Programme,

Réaffirmant sa résolution 541 (XX) en date du 29 avril 1985 sur le rôle du commerce et du financement du développement dans l'atténuation de la crise économique et sociale en Afrique, dans laquelle elle se déclarait profondément préoccupée par le rôle décroissant du commerce international et des finances dans la recherche d'une solution à la crise économique et sociale dans un environnement économique international peu favorable,

Notant que l'absence de relations intersectorielles entre l'agriculture, l'industrie et le commerce a été l'une des principales causes de la faiblesse du rythme d'industrialisation et, en particulier, de la faiblesse du taux d'utilisation de la capacité de production dans nombre de pays africains,

Notant en outre que de nombreux pays africains continuent de n'accorder à l'expansion du commerce intérieur et intra-africain qu'un faible rang de priorité dans leurs plans de développement,

Consciente de l'importance du rôle que l'Association des organisations africaines de promotion commerciale joue et peut continuer de jouer dans la promotion du commerce entre pays africains, notamment du commerce intérieur et intra-africain,

Reconnaissant la nécessité de réduire au minimum l'incidence de l'instabilité économique dans le monde, d'augmenter les réserves en devises et d'augmenter les recettes d'exportation de produits primaires et non primaires,

Prenant note des résolutions relatives au commerce et aux finances, adoptées lors des réunions annuelles tenues en 1986 des conseils des ministres des MULPOC de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, et de l'Afrique de l'Ouest, du Conseil des ministres et commissaires d'Etat de l'Afrique centrale II ainsi que du Conseil des plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord,

#### I. Questions relatives au commerce international

1. Adopte le rapport de la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce 8/ et fait siennes les résolutions jointes en annexe audit rapport et qui concernent a) la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales 1 (VII), b) la création et le développement d'un système régional africain d'informations commerciales 2 (VIII), c) le Code de conduite des sociétés transnationales 3 (VIII);

2. Exhorte de nouveau les gouvernements africains à participer activement aux négociations internationales globales Nord-Sud et Sud-Sud et à continuer à se faire représenter autant que possible aux négociations internationales afin de pouvoir dégager une position cohérente commune;

---

8/ E/ECA/OAU/Trade/29.

3. Demande au Secrétaire exécutif, en collaboration étroite avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et le Comité directeur permanent de l'Organisation, d'amener les pays africains à participer activement à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en aidant le Groupe africain à organiser des réunions lui permettant de procéder à un échange de vues et d'harmoniser sa position lors de cette Conférence et lors de la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales à mener dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et du futur système global de préférences commerciales entre pays en développement, en gardant présent à l'esprit le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 9/;

4. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et au Secrétaire général de la CNUCED de redoubler d'efforts pour aider les Etats membres à promouvoir les échanges entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe orientale et la Chine, notamment :

a) En assurant l'expansion des échanges des produits semi-transformés, transformés et semi-manufacturés, en particulier;

b) En encourageant l'organisation de missions commerciales et de voyages d'affaires entre les pays africains et les pays en question.

## II. Questions relatives au commerce national, sous-régional et régional

1. Invite les Etats membres à redoubler d'efforts pour trouver les moyens d'assurer l'expansion du commerce intérieur et à adopter, à titre d'option absolument prioritaire, de nouvelles politiques visant à promouvoir la production, la commercialisation et la distribution des biens produits localement, notamment les produits agricoles et alimentaires, en vue de la réalisation de l'autosuffisance alimentaire;

2. Invite en outre les Etats membres à accorder un rang de priorité plus élevé aux mesures tendant à porter le commerce intra-africain, notamment de céréales et d'autres produits énumérés dans le Plan d'action de Lagos, à savoir le riz, le café, le thé, le maïs, le sorgho, le blé, les légumineuses, le sucre, la viande, le poisson, les graines oléagineuses et les huiles végétales à 10 p. 100 du volume total des échanges du continent d'ici 1995 et à réduire, en vue de leur élimination, les barrières tarifaires et non tarifaires aux échanges intra-africains ainsi qu'à promouvoir les échanges intra-africains de produits industriels;

3. Lance un appel à tous les Etats membres pour qu'ils apportent, en vue de les renforcer, leur concours financier à l'Association des organisations africaines de promotion commerciale et aux autres organisations sous-régionales et régionales de promotion de la coopération économique et du commerce afin de réaliser l'autonomie collective au niveaux sous-régional et régional;

---

9/ Le Maroc a exprimé des réserves concernant ce paragraphe.



4. Réaffirme la nécessité de faire démarrer, aussitôt que possible, les opérations de la Fédération africaine des chambres de commerce et prie instamment les gouvernements africains de veiller à ce que les cotisations des membres soient versées, le plus tôt possible, au secrétariat provisoire de la Fédération afin de lui permettre de commencer ses opérations sans délai;

5. Exhorte en outre les chambres de commerce nationales qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Fédération dès que possible;

6. Invite les Etats membres à accélérer le processus d'intégration économique au sein des groupements sous-régionaux existants et à favoriser la création de mécanismes d'intégration économique dans les sous-régions non encore pourvues de tels mécanismes, notamment en aidant les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets à mener à bien les activités suivantes :

a) réalisation d'une étude sur le commerce frontalier non enregistré en Afrique centrale;

b) organisation d'une table ronde des agents économiques et des représentants des gouvernements des pays d'Afrique centrale;

c) renforcement du Centre de promotion et de formation en matière de commerce extérieur pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe;

d) convocation d'une réunion intergouvernementale d'experts chargée d'étudier les mesures et politiques commerciales, en particulier celles relatives au projet de création d'une zone d'échanges préférentiels et d'un système de compensation et de paiements pour les pays d'Afrique du Nord;

e) création d'une bourse de marchandises pour les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

### III. Appui international à la promotion des échanges

1. Invite les donateurs bilatéraux et multilatéraux à prévoir dans leurs enveloppes de financement les moyens de promouvoir et de développer le commerce africain, un facteur essentiel du développement;

2. Invite également le Programme des Nations Unies pour le développement à accroître son assistance financière à la Commission économique pour l'Afrique dans le cadre de son quatrième cycle de programmation afin de permettre à cette dernière d'aider effectivement les Etats membres dans l'exécution de programmes et projets visant à promouvoir les échanges intra-africains et le commerce extérieur en vue d'accroître leurs recettes en devises.

247ème séance,  
19 avril 1986.

569 (XXI). Institutions parrainées par la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Ayant examiné

a) Le rapport biennal consolidé (1984-1985)<sup>9/</sup> du Secrétaire exécutif sur les activités des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA,

b) Le document intitulé "Programme de travail et budget biennal d'ensemble des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA pour la période 1986-1987"<sup>10/</sup>, établi par le Secrétaire exécutif,

Prenant ainsi note avec satisfaction des activités entreprises ou envisagées par ces institutions en vue de l'application du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos et afin de se procurer des revenus,

Préoccupée par l'insuffisance des ressources financières accordées à ces institutions par les Etats africains, ce qui a des répercussions négatives sur le développement de ces institutions,

Rappelant sa résolution 550 (XX) du 29 avril 1985 dans laquelle elle demande notamment au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine de s'informer auprès des gouvernements des Etats membres des institutions qu'elles parrainent pour savoir s'ils sont encore intéressés par celles-ci et, dans l'affirmative, obtenir d'eux une déclaration solennelle de soutien financier à ces institutions, ainsi que le règlement immédiat de 25 p. 100 des arriérés et le paiement du solde sur une période de cinq ans,

Prenant note avec satisfaction de l'appui financier et matériel accordé à ces institutions par le Programme des Nations Unies pour le développement ainsi que par d'autres organismes des Nations Unies et des organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux,

Convaincue que, en dotant ces institutions des ressources nécessaires, celles-ci pourront renforcer et améliorer leurs services,

1. Lance un appel aux Etats membres des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission économique pour l'Afrique pour qu'ils réaffirment leur intérêt dans ces institutions et demande aux Etats qui n'ont pas versé l'intégralité de leurs contributions de régler leurs arriérés le plus tôt possible;

2. Exhorte les pays africains à recourir au maximum aux services techniques que peuvent fournir ces institutions chaque fois que ces services sont disponibles;

---

10/ E/ECA/CM.12/25.

11/ E/ECA/CM.12/26.

3. Exhorte également :

a) Les institutions africaines et autres, notamment les organismes de financement relevant du système des Nations Unies, à recourir au maximum aux services techniques que peuvent fournir les institutions parrainées par la Commission;

b) Les institutions parrainées par la Commission à recourir elles-mêmes aux services techniques que peuvent fournir l'une ou l'autre d'entre elles;

4. Lance un appel aux organismes des Nations Unies et aux organismes donateurs, bilatéraux et multilatéraux, pour qu'ils accordent un appui matériel et financier à ces institutions et demande, en particulier, au Programme des Nations Unies pour le développement d'appuyer les programmes de ces institutions dans le cadre de son quatrième cycle de programmation pour l'Afrique (1987-1991).

247ème séance,  
19 avril 1986.

570 (XXI). Lancement d'un programme de création en Afrique de chaires de technologie dans les domaines du traitement des produits alimentaires, de la biotechnologie, de la nutrition et de la santé

La Conférence des ministres,

Rappelant les recommandations du Plan d'action de Lagos invitant les pays africains à créer des institutions régionales pour permettre à l'Afrique d'atteindre rapidement un développement autonome et auto-entretenu,

Consciente du rôle que joue le Centre régional africain de technologie dans le développement des technologies, notamment en matière de production vivrière, de réduction des pertes après récoltes, de traitement, de conservation, de stockage et de distribution des produits alimentaires,

Notant avec satisfaction les résultats de la rencontre d'éminents hommes de science africains et non africains, sous les auspices du Centre régional africain de technologie, du Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, du City College of New York et de l'Association des universités africaines, tenue à Dakar en mars 1986 et au cours de laquelle a été lancé un programme de création, en Afrique, de chaires de technologie,

1. Félicite les promoteurs de la rencontre scientifique d'avoir pris l'initiative du lancement du programme de création, en Afrique, de chaires de technologie dans les domaines du traitement des produits alimentaires, de la biotechnologie ainsi que de la nutrition et de la santé, en vue de trouver des solutions à long terme aux problèmes de malnutrition et de santé en Afrique;

2. Se félicite du fait que le traitement des produits alimentaires, la biotechnologie ainsi que la nutrition et la santé ont été reconnus comme prioritaires dans le développement technologique des pays africains et comme secteurs absolument prioritaires si l'on veut combattre la crise économique de l'Afrique;

3. Lance un appel aux organismes des Nations Unies et aux autres organisations internationales, régionales, sous-régionales et nationales afin qu'ils apportent leur appui total au programme de création en Afrique de chaires de technologie;

4. Lance également un appel aux bailleurs de fonds et aux organismes de financement pour qu'ils contribuent généreusement à la mise en place du programme;

5. Encourage le Centre régional africain de technologie et les promoteurs du programme à poursuivre, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation de l'unité africaine et d'autres organisations régionales et internationales, leurs efforts en vue de mettre au point des technologies qui permettront à l'Afrique d'atteindre l'autosuffisance alimentaire;

6. Demande au Secrétaire exécutif, en étroite collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, de porter cette initiative des hommes de science africains et non africains à l'attention des chefs d'Etat et de gouvernement africains lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la situation économique critique de l'Afrique.

247ème séance,  
19 avril 1986.

#### 571 (XXI). Etablissements humains

##### La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 316 (XIII) du 1er mars 1977 portant création du Comité régional intergouvernemental des établissements humains et 358 (XIV) du 27 mars 1979 sur les établissements humains,

Rappelant également sa résolution 408 (XVI) du 10 avril 1981 dans laquelle elle a élargi le mandat du Comité régional intergouvernemental aux questions relatives à l'environnement,

Ayant examiné le rapport de la troisième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 22 au 26 juillet 1985,

Convaincue que les besoins en matière d'habitat et de construction demeurent très importants et absorbent une part de plus en plus grande des ressources des Etats membres et que ces derniers devraient bénéficier d'une assistance accrue pour y faire face,

Consciente du rôle primordial que doit jouer la recherche appliquée dans l'amélioration de la situation des établissements humains en général et dans

la promotion des industries locales des matériaux de construction et du bâtiment en particulier,

Rappelant, à ce propos, les conclusions, résolutions et recommandations adoptées par différentes réunions, en particulier les récentes réunions des organes directeurs des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets tenues en 1986,

1. Fait siens le rapport et les recommandations adoptés à la troisième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement ainsi que les conclusions pertinentes des récentes réunions des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets dans ce domaine;

2. Prie instamment les Etats membres, en collaboration avec le secrétariat de la CEA, de prendre les mesures appropriées pour assurer l'exécution des activités spécifiques recommandées par le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement lors de sa troisième réunion;

3. Invite la Commission des établissements humains à aider le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement à réaliser les priorités régionales en matière d'établissements humains définies par ledit Comité;

4. Félicite le secrétariat exécutif de la CEA, le PNUD, l'ONUDI, ainsi que les pays et organismes donateurs, bilatéraux et multilatéraux, pour l'assistance appréciable qu'ils ont fournie à ce jour dans le domaine de la promotion des industries locales des matériaux de construction et du bâtiment dans la région africaine;

5. Prie en particulier le Secrétaire exécutif de la CEA de tout mettre en oeuvre pour que la recherche appliquée dans le domaine du développement des industries locales des matériaux de construction et du bâtiment, sur des bases sous-régionale et régionale, puisse bénéficier, au cours de la période 1987-1991, d'une assistance substantielle du PNUD, des autres organismes et pays donateurs ainsi que des organisations non gouvernementales intéressées;

6. Recommande que soit renforcée la coopération entre le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et toutes les organisations non gouvernementales et intergouvernementales compétentes en vue de promouvoir les activités en matière d'établissements humains dans la région africaine.

247ème séance,  
19 avril 1986.

572 (XXI). Participation de l'Afrique aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 32/50 du 8 décembre 1977 et 39/74 du 13 décembre 1984, dans lesquelles il est demandé aux organismes compétents de veiller à ce que les instances régionales apportent une contribution rationnelle aux travaux de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire,

Consciente des énormes possibilités de progrès social, économique et technique qu'offrent au continent africain les multiples applications de l'énergie nucléaire qui pourraient venir s'ajouter aux autres technologies existantes,

Prenant note des conclusions des réunions d'experts africains, tenues au siège de la Commission économique pour l'Afrique du 1er au 4 juillet 1985 dans le cadre des préparatifs de la Conférence, notamment de l'appel lancé au Secrétaire exécutif pour qu'il apporte son concours au projet relatif à la création d'une association de spécialistes africains en physique nucléaire,

1. Exhorte les pays africains à mettre en place, aux niveaux national, sous-régional et régional, le cadre organisationnel requis et les structures institutionnelles nécessaires pour promouvoir le développement de la science et de la technologie nucléaires et leurs applications pacifiques pour résoudre les problèmes de développement socio-économique;

2. Invite les gouvernements africains à se faire représenter à un niveau adéquat à la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire;

3. Demande au Secrétaire exécutif, en collaboration avec les chefs des secrétariats et des organismes et institutions spécialisées compétents du système des Nations Unies :

a) d'accorder un soutien sans réserve au projet relatif à la création d'une association de spécialistes africains en physique nucléaire;

b) d'accorder l'assistance technique et financière aux projets inter-africains visant à l'introduction et au développement des techniques nucléaires dans les différents secteurs socio-économiques;

c) de faciliter et de promouvoir l'accès des pays africains à la maîtrise des techniques nucléaires à des fins pacifiques;

d) d'associer dès le début les pays africains aux activités de recherche-développement en matière nucléaire au lieu de leur fournir simplement des produits finis.

247ème séance,  
19 avril 1986.

573 (XXI). Perspectives sous-régionales

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 501 (XIX) du 26 mai 1984 sur les études prospectives en Afrique,

Prenant note avec intérêt de l'étude conjointe Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel/Commission économique pour l'Afrique intitulée "Bilan du développement économique et perspectives des pays membres du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel,

Prenant note de la résolution 06/21/CM/86 adoptée par la Conférence des ministres du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel et relative aux perspectives de développement des pays membres de cette organisation,

Consciente de la nécessité de donner suite aux conclusions du colloque tenu à Dakar du 21 au 23 novembre 1985 sur le développement économique des Etats membres du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel : Bilan et perspectives,

1. Recommande que la Commission économique pour l'Afrique poursuive sa collaboration avec le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel dans le cadre des décisions du colloque de Dakar et lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte un soutien au Comité et aux pays membres en vue de la réalisation du Plan d'action et des directives sur la recherche adoptés par la Conférence des ministres du Comité;

2. Invite les autres institutions sous-régionales africaines à réaliser de telles études prospectives;

3. Lance un appel aux donateurs bilatéraux et multilatéraux, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, pour qu'ils aident la Commission et les institutions sous-régionales à réaliser des études prospectives sous-régionales.

247ème séance,  
19 avril 1986.

574 (XXI). Institut africain de développement économique et de planification

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 285 (XII) du 28 février 1975, 350 (XIV) du 29 mars 1979, 399 (XV) du 12 avril 1980, 433 (XVII) du 30 avril 1982, et 537 (XX) du 29 avril 1985 sur l'Institut africain de développement économique et de planification,

Prenant note des réalisations de l'Institut et de l'intérêt que continuent de manifester les pays membres pour ses activités comme l'atteste le rapport annuel 1984-1985 de l'Institut,

Considérant la gravité de la situation financière de l'Institut, situation qui découle de la baisse du niveau des contributions versées à l'Institut par les Etats membres, et qui sont tombées de 600 000 dollars en 1982 à 255 000 en 1985, soit moins de 25 p. 100 du niveau de contribution escompté,

Notant que, à part les fonds octroyés par le Programme des Nations Unies pour le développement, qui sont restés au même niveau ces dernières années, l'Institut ne dispose pour ressources que des contributions des Etats membres, et que les dépenses de personnel sont couvertes uniquement par ces contributions,

Rappelant en outre le fait que l'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas approuvé la création des quatre postes permanents d'administrateurs qui avaient été recommandés par le Conseil économique et social par sa résolution 1985/62 du 26 juillet 1985,

Considérant que l'Institut est le seul institut panafricain qui se consacre à la formation d'experts africains dans le domaine de la planification,

Convaincue que l'Institut peut et doit effectivement jouer un rôle important dans la planification, afin d'aider Les Etats membres à surmonter la crise économique que traverse l'Afrique,

Consciente du nouveau rôle que l'Institut est appelé à jouer au cours des prochaines années, l'Institut devant tirer de ces activités une partie des revenus nécessaires à son fonctionnement,

1. Prie instamment le Secrétaire exécutif de la CEA, de poursuivre ses consultations avec le Programme des Nations Unies pour le développement sur le rôle que celui-ci doit jouer dans le financement des activités de l'Institut africain de développement économique et de planification dans le cadre du quatrième cycle de programmation et notamment dans la mise en place des services qui feront de l'Institut une institution génératrice de revenus, et de donner suite à la résolution 1985/62 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1985, relative à l'inscription de quatre postes permanents pour l'Institut au budget ordinaire;

2. Demande à tous les gouvernements africains de verser régulièrement leurs contributions annuelles pour permettre le bon fonctionnement de l'Institut;



3. Exhorte les gouvernements africains intéressés à tout mettre en oeuvre pour verser dès que possible à l'Institut, en plus de leurs contributions de 1986, au moins 10 p. 100 de leurs arriérés;

4. Invite les gouvernements africains qui sont en mesure de le faire à verser des contributions volontaires à l'Institut chaque fois que possible;

5. Demande instamment au Programme des Nations Unies pour le développement de poursuivre son appui financier à l'Institut au moins pendant la période transitoire, ce qui aidera l'Institut à finir par devenir une institution génératrice de revenus, période après laquelle les pays africains assumeront leur entière responsabilité en ce qui concerne le financement du programme de formation de base de l'Institut;

6. Demande au Directeur de l'Institut de prendre toutes les dispositions nécessaires pour améliorer les méthodes de recouvrement des contributions des Etats membres, et d'intensifier ses efforts pour obtenir, des sources extérieures, des fonds sous forme de contributions volontaires ou d'assistance technique pour appuyer les activités de l'Institut et permettre l'octroi de bourses à des stagiaires;

7. Invite les Etats membres africains à utiliser pleinement les services de formation de l'Institut en y envoyant des stagiaires ayant le niveau requis et d'ouvrir davantage de crédits au titre de leur chiffre indicatif de planification pour financer l'octroi de bourses d'études.

247ème séance,  
19 avril 1986.

575 (XXI). Projections économiques à court terme dans la région de l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 500 (XIX) du 26 mai 1984 invitant les pays africains à entreprendre des études prospectives à court terme et à élaborer des prévisions sous-régionales, et par laquelle le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique est prié d'aider les pays africains, sur leur demande, à mettre en place des systèmes de projections économique à court terme,

Notant l'utilité et la nécessité de mettre ces systèmes en place dans les pays africains pour leur servir de système d'alerte rapide et leur permettre d'étudier et d'appliquer des mesures d'ajustement à court terme pour faire face aux perturbations internes et externes,

Consciente de la pénurie de ressources due aux problèmes économiques qui se posent actuellement aux pays africains,

1. Invite les donateurs bilatéraux et multilatéraux, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, à fournir une assistance financière à certains pays africains et à la Commission économique pour l'Afrique pour

leur permettre de mettre rapidement sur pied des systèmes de projections économiques à court terme, ainsi qu'une assistance au titre de la formation de spécialistes;

2. Demande au secrétariat de la Commission, en étroite collaboration avec les organismes nationaux de planification, les institutions multilatérales et les instituts de recherche en Afrique, de poursuivre et d'intensifier ses travaux dans le domaine des projections économiques à court terme, afin que les pays africains soient à même de gérer rationnellement leur économie.

247ème séance,  
19 avril 1986.

576 (XXI). Renforcement du Programme de formation statistique pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant que le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) a été créé en 1978 pour pallier la grave pénurie de personnel statisticien requis pour assurer la collecte, le traitement et l'analyse des données indispensables à la planification nationale et au développement,

Prenant note du fait que le Programme a réalisé jusqu'ici des progrès importants mais que le problème de l'insuffisance du nombre de bourses pour les études aux centres du PFSA constitue l'un des obstacles majeurs à son développement,

Rappelant que le Plan d'action de Lagos exhorte les pays africains à renforcer de toute urgence leur infrastructure en matière statistique en vue d'une prise de décision efficace et d'une bonne planification,

Considérant que la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine a, à sa vingt et unième session, réaffirmé que la réalisation des objectifs du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos dépend du développement du large éventail des ressources humaines nécessaires à la formulation, à l'exécution et au suivi des programmes couvrant toutes les activités du développement économique,

Rappelant en outre la résolution 415 (XVI) du 10 avril 1981 intitulée "Programme de formation statistique pour l'Afrique : Assistance spéciale aux pays africains lusophones",

Notant avec satisfaction que le Programme de formation statistique pour l'Afrique constitue un bon exemple d'assistance multipartite auquel contribuent notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, la Communauté économique européenne, le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique et divers organismes et institutions d'aide bilatérale et multilatérale,

1. Exhorte les gouvernements africains à accorder un rang de priorité plus élevé à la formation statistique et à faire en sorte qu'un nombre suffisant de bourses soit alloué à la formation dans les centres participant au Programme

de formation statistique pour l'Afrique, au titre soit des ressources nationales soit du financement accordé par les organismes donateurs dans le cadre des programmes par pays;

2. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la coordination de l'assistance aux pays africains de langue portugaise en matière de formation statistique dans le cadre du Programme;

3. Exprime sa profonde gratitude pour l'appui au Programme fourni à ce jour par de nombreux organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux et formule l'espoir de voir ce soutien se poursuivre et se renforcer;

4. Prie ces organismes de faciliter et d'accélérer autant que possible les procédures d'octroi de bourses de formation et d'accorder une attention particulière au soutien financier à apporter aux projets nationaux et régionaux en matière de formation statistique intéressant les pays africains de langue portugaise.

247ème séance,  
19 avril 1986.

577 (XXI). Instituts africains de formation démographique

La Conférence des ministres,

Rappelant la décision 37/444 du 21 décembre 1982, par laquelle l'Assemblée générale a approuvé les statuts des deux instituts africains de formation démographique,

Rappelant la résolution 477 (XVIII) du 2 mai 1983 par laquelle la Conférence des ministres de la CEA a constitué un Comité spécial chargé d'examiner les activités des institutions parrainées par la Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant en outre sa résolution 550 (XX) du 29 avril 1985 dans laquelle elle prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine de mener des consultations et des négociations avec les gouvernements hôtes des diverses institutions, les Etats membres intéressés et les organismes donateurs au sujet des nouveaux engagements et des nouveaux arrangements, ce qui permettrait d'évaluer le coût des options proposées au sujet de la coordination des activités et de la fusion d'institutions, et de trouver la meilleure voie à suivre,

Prenant note de l'engagement pris par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population de continuer à financer les instituts aux niveaux actuels jusqu'à la fin de 1987, date après laquelle ces niveaux seront progressivement réduits, conformément à la résolution 84/21 de son Conseil d'administration,

1. Exprime sa profonde gratitude au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, aux Etats membres et à d'autres donateurs pour l'assistance qu'ils ont fournie à ce jour au Regional Institute for

Population Studies et à l'Institut de formation et de recherche démographiques, en vue de la formation de démographes africains et de la promotion de la recherche en matière de population dans le continent;

2. Recommande aux pays africains de prendre progressivement à leur charge le financement des instituts de façon à assurer, à la fin de la période de cinq ans, le financement d'une bonne part du budget de ces instituts 12/;

3. Lance un appel au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population pour qu'il continue d'assurer le financement des instituts de façon à donner le temps aux gouvernements africains qui connaissent actuellement de graves difficultés économiques de prendre progressivement la relève;

4. Invite le Secrétaire exécutif à entreprendre la restructuration des instituts sur la base des recommandations de la session conjointe des conseils d'administration du Regional Institute for Population Studies et de l'Institut de formation et de recherche démographiques, y compris la révision des statuts et du barème des traitements, du fait de cette restructuration.

247ème séance,  
19 avril 1986.

578 (XXI). Mise en place de services chargés des questions relatives à l'environnement en Afrique

La Conférence des ministres,

Considérant la résolution 39/29 de l'Assemblée générale en date du 3 décembre 1984 sur la situation économique critique en Afrique, et l'effet dévastateur de la persistance de la sécheresse, de la désertification et d'autres catastrophes naturelles sur la production vivrière et agricole, la gestion des ressources en eau, l'approvisionnement en énergie et la production industrielle,

Rappelant la résolution AHG/Res.133 (XX) concernant la création d'un Fonds spécial d'assistance d'urgence dans les situations de sécheresse et de famine en Afrique adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à sa vingtième session ordinaire,

Rappelant également le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à sa vingt et unième session ordinaire,

Rappelant en outre sa résolution 499 (XIX) du 26 mai 1984 relative au Plan d'action régional pour lutter contre les effets de la sécheresse en Afrique,

---

12/ La Tunisie a émis des réserves concernant ce paragraphe.

Désireuse de mettre en place, aux niveaux national, sous-régional et régional, des services institutionnels afin d'atténuer les effets de la crise actuelle, de lutter contre la dégradation de l'environnement et de promouvoir la conservation des ressources naturelles,

Consciente que l'Organisation régionale africaine de normalisation ne s'est guère efforcée d'appliquer les normes en matière de protection de l'environnement,

Ayant pris note i) du rapport et des recommandations issus de la troisième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement 13/, et ii) du rapport de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement 14/,

Désireuse de prendre des mesures dans les domaines suivants :

- a) Elaboration, au niveau national, de normes environnementales,
- b) Application des conventions et protocoles relatifs à l'environnement,
- c) Institutionnalisation de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement,

#### I. Elaboration au niveau national de normes sur l'environnement

1. Recommande que les organismes nationaux de normalisation ou des organismes similaires, au niveau de chaque pays africain, se chargent entièrement d'élaborer des normes sur l'environnement et d'autres domaines et qu'ils collaborent étroitement avec les services nationaux d'évaluation et de gestion de l'environnement pour l'application des normes adoptées;

2. Recommande en outre que dans le cadre de l'élaboration de normes régionales visant à la protection de l'environnement en Afrique, la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation régionale africaine de normalisation établissent des liens avec les organisations internationales compétentes en matière de normalisation dans le domaine de l'environnement et examinent de façon approfondie les normes établies par les organismes avant de les appliquer à l'environnement africain tout en mettant l'accent sur les "normes sociales" afin de lutter contre la dégradation de l'environnement, en accordant la priorité à l'alimentation en eau potable, à l'évacuation des déchets humains, agro-chimiques et industriels ainsi qu'à la lutte contre la désertification, et de lutter contre les effets de la sécheresse;

---

13/ E/ECA/CM.12/9.

14/ E/ECA/CM.12/27 et Corr.1 et Add.1 - Téléx adressé par le Président de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement au Secrétaire exécutif de la CEA et UNEP/AEC.1/2 - Rapport sur la première Conférence ministérielle sur l'environnement, Le Caire (Egypte), 16-18 décembre 1985.

3. Recommande en outre aux Etats membres de la Commission de créer des organismes nationaux de normalisation et de renforcer ceux en place, les mécanismes de coordination des questions relatives à l'environnement, les laboratoires de surveillance de la pollution et d'adopter une législation sur l'environnement afin que soient appliquées les normes nationales.

## II. Application des conventions et protocoles relatifs à l'environnement

1. Recommande qu'une étude soit entreprise pour déterminer les difficultés rencontrées par les Etats africains dans l'application des traités internationaux relatifs à l'environnement;

2. Recommande en outre que la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et les organisations internationales compétentes, prête une assistance technique aux pays africains pour les amener à participer davantage aux activités de protection de l'environnement en Afrique.

## III. Institutionnalisation de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement

1. Se félicite de l'initiative du Programme des Nations Unies pour l'environnement d'organiser, en collaboration avec la Commission et l'Organisation de l'unité africaine, la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement;

2. Fait sienne la décision tendant à institutionnaliser la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, qui se réunirait tous les deux ans pour examiner le programme du Caire concernant la coopération africaine dans le domaine de l'environnement et de l'écodéveloppement;

3. Décide que le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement, dont la création était décidée conformément au Plan d'action de Lagos, à la résolution 32/162 de l'Assemblée générale et à ses propres résolutions 316 (XII) du 28 février 1975 et 408 (XVI) du 10 avril 1981, ferait office de groupe de travail technique consultatif d'experts africains de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement;

4. Recommande que le Secrétaire exécutif engage des consultations avec le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, afin de définir les modalités devant régir la coopération entre le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement et la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement ainsi que le statut juridique de cette dernière dans le cadre du système des Nations Unies et présente un rapport à la Commission à sa vingt-deuxième session en 1987.

247ème séance,  
19 avril 1986.

579 (XXI). Les femmes et le développement en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 535 (XX) du 29 avril 1985 sur la femme et le développement, la résolution 40/108 de l'Assemblée générale en date du 13 décembre 1985 relative à l'exécution des stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme, et la résolution E/CN.6/1986/L.24 de la Commission de la condition de la femme sur la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme,

Se félicitant des mesures prises par certains gouvernements africains en faveur des femmes,

Toujours consciente de la nécessité pressante qu'il y a d'incorporer l'élément "femme" dans les projets, programmes et plans nationaux de développement,

Déterminée à préserver et à consolider les acquis de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement, paix,

Préoccupée par la gravité de la crise économique qui touche plus durement les pays africains et ayant présente à l'esprit la nécessité impérieuse pour les mécanismes nationaux, sous-régionaux mis en place pour promouvoir, renforcer et développer la participation équitable des femmes dans le développement africain,

Préoccupée également par la crise financière que traverse actuellement l'Organisation des Nations Unies dont le contrecoup s'exerce et sur les programmes et sur le personnel des Nations Unies,

Consciente de l'importance du financement du Programme d'intégration de la femme au développement en Afrique par le Programme des Nations Unies pour le développement,

Considérant l'élargissement du mandat du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme en vertu de la résolution 39/125 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1984, ainsi que son Plan africain d'investissement servant de cadre à ses activités en Afrique,

Se félicitant de l'importance de la contribution du programme de la Commission économique pour l'Afrique en faveur de la femme au progrès des femmes africaines,

1. Lance un appel aux gouvernements africains afin qu'ils continuent de tout mettre en oeuvre pour inclure la composante "femme" dans les plans, programmes et projets de développement national tout en encourageant la mise en oeuvre de programmes et projets spécifiques pour les femmes chaque fois que cela paraît possible;

2. Demande aux gouvernements africains de tout mettre en oeuvre pour mobiliser et débloquent des fonds en vue de la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha et des stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme;

3. Demande également aux gouvernements africains de faire participer les mécanismes nationaux d'intégration des femmes aux activités nationales de planification et de programmation ainsi qu'aux négociations avec les institutions internationales, intergouvernementales, régionales et sous-régionales de financement, en vue d'intégrer davantage les femmes au développement;

4. Demande en outre aux gouvernements africains de continuer à tout mettre en oeuvre pour qu'un fonctionnaire soit chargé des questions féminines dans les missions accréditées auprès de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies ainsi que dans les ambassades, afin que toutes les résolutions et recommandations des réunions susceptibles d'avoir une incidence sur les actions globales ou sectorielles d'intégration des femmes au développement soient transmises aux mécanismes nationaux d'intégration des femmes pour suite à donner;

5. Prie les gouvernements africains et l'Organisation des Nations Unies de tout mettre en oeuvre tant en Afrique qu'en dehors de l'Afrique pour assurer, d'une part, l'augmentation du nombre de femmes africaines recrutées sur les postes du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, et, d'autre part, la promotion des femmes africaines à des postes de décision au sein de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation des Nations Unies;

6. Demande instamment aux mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement :

a) de tout mettre en oeuvre pour participer aux différents stades de la préparation et de la programmation du quatrième cycle du Programme des Nations Unies pour le développement;

b) d'organiser des réunions nationales d'information avec les services techniques compétents ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales sur la contribution des femmes à la planification nationale et au quatrième cycle de programmation;

c) de faire constamment preuve de vigilance afin de pouvoir participer à la prise de décisions relatives à l'élaboration des plans ainsi qu'à l'allocation des ressources dans ce cadre; et de veiller à la prise en considération et au suivi des résolutions relatives à l'intégration des femmes au développement;

d) de se doter de services techniques de programmation, de suivi et de recherche qui seront chargés de la collecte, du traitement et de la diffusion de données relatives aux femmes et à leurs activités pour mieux intégrer les femmes au développement;

7. Exprime sa reconnaissance et sa profonde gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement pour le financement des programmes sous-régionaux en faveur de la femme;

8. Lance un appel au Programme pour :



a) qu'il continue d'apporter son appui au programme d'intégration de la femme au développement des cinq centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, à l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et au Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement dans le cadre du quatrième cycle de programmation, 1987-1991;

b) qu'il élabore ou assiste la Commission économique pour l'Afrique à confectionner, à l'intention des mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement, un document d'information sur ses mécanismes de financement et sur les autres sources de financement du système des Nations Unies ainsi que sur la procédure à suivre;

c) qu'il débloque des fonds permettant la formation et la spécialisation technique d'experts des mécanismes nationaux afin que ces derniers présentent des descriptifs de projet répondant à la fois aux besoins des gouvernements et aux normes des institutions de financement et qu'il donne la priorité aux projets comportant une composante "femme";

d) qu'il imprime une nouvelle impulsion aux programmes des centres de Gisenyi et de Tanger en faveur de la femme par le maintien du reliquat des fonds du cycle précédent et par la nomination de nouvelles coordonnatrices;

9. Lance un appel aux gouvernements africains afin qu'ils veillent à allouer des fonds provenant de leur chiffre indicatif de planification aux projets d'intégration de la femme au développement;

10. Prie instamment la Commission économique pour l'Afrique d'apporter son soutien au recrutement de consultantes nationales africaines et de poursuivre ses activités relatives à l'établissement d'un répertoire des consultantes africaines pour la conception et la mise en oeuvre des programmes d'intégration de la femme au développement et le renforcement des capacités de planification et de programmation des mécanismes nationaux;

11. Invite le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, dans le cadre de sa stratégie pour l'exécution de son mandat élargi, notamment par sa participation aux tables rondes organisées par les donateurs et à la programmation par pays du Programme des Nations Unies pour le développement, à poursuivre ses activités en collaboration avec celles des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets en vue de l'intégration des femmes au développement;

12. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les mesures appropriées pour que le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement et le Centre africain de recherche et de formation pour la femme participent à la réunion des planificateurs, statisticiens et démographes afin de les sensibiliser aux stratégies d'Arusha et de Nairobi relatives aux programmes d'intégration des femmes au développement;

13. Prie également le Secrétaire exécutif de tout mettre en oeuvre pour mobiliser de nouvelles ressources financières tant auprès des gouvernements africains que d'autres bailleurs de fonds pour permettre une diversification et une augmentation des ressources du programme d'intégration de la femme au

développement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets;

14. Invite l'Organisation des Nations Unies et les institutions de financement multilatérales et bilatérales, gouvernementales et non gouvernementales, ayant appuyé les projets et programmes en faveur des femmes en Afrique dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1975-1985), à tout faire pour continuer d'apporter leur appui au suivi des activités nationales, sous-régionales et régionales en faveur de la femme en vue d'en accroître la contribution au développement de l'Afrique;

15. Prie en outre le Secrétaire exécutif de rendre compte à la prochaine session de la Commission des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la présente résolution aux niveaux national, sous-régional et régional.

247ème séance,  
19 avril 1986.

580 (XXI). Les femmes et la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la crise économique et sociale en Afrique 15/

La Conférence des ministres,

Consciente de la crise économique et sociale que traverse actuellement le continent africain et de la possibilité pour les femmes d'en atténuer la gravité grâce à leur participation dans le domaine de l'agriculture et de la production vivrière,

Ayant examiné les préparatifs de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission économique pour l'Afrique en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la crise économique et sociale de l'Afrique,

Soucieuse de ce que cette session extraordinaire débouche sur des résultats positifs pour l'Afrique,

Convaincue que la solution de la crise économique de l'Afrique passe notamment par une participation accrue des femmes au secteur de l'agriculture et à la production alimentaire,

1. Se félicite de la décision de l'Organisation des Nations Unies de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale pour formuler des stratégies visant à résoudre la crise économique et sociale que traverse l'Afrique;

---

15/ Le Maroc a formulé des réserves concernant la présente résolution.

2. Invite la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine à veiller à ce que dans les propositions de l'Afrique à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies qui doit se tenir en mai 1986, soit réitéré le rôle central que jouent les femmes dans le développement de l'Afrique, ainsi que le soulignent les stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme;

3. Invite les Etats membres, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, les donateurs et les organismes de développement à allouer un pourcentage des fonds destinés au Programme de redressement économique de l'Afrique, aux besoins socio-économiques des agents de production que sont les femmes;

4. Prie les Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission économique pour l'Afrique de faire en sorte que les programmes des femmes soient inclus dans les structures ou mécanismes de suivi qui pourraient être constitués à l'issue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies;

5. Prie instamment les Etats membres africains d'inclure des représentantes des mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement dans leur délégation à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, non seulement au niveau ministériel, mais aussi à l'échelon des experts.

247ème séance,  
19 avril 1986.

581 (XXI). Système panafricain de documentation et d'information

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 377 (XV) du 12 avril 1980 relative au Système panafricain de documentation et d'information,

Rappelant également sa résolution 413 (XVI) du 10 avril 1981 relative au financement du Système,

Rappelant en outre sa résolution 498 (XIX) du 26 mai 1984 portant création d'un Comité technique régional du Système,

Notant avec satisfaction les résultats obtenus par le projet PADIS pour ce qui est de l'assistance aux Etats membres en matière d'élaboration de méthodes de traitement des données numériques et non numériques,

Rappelant également sa résolution 534 (XX) du 29 avril 1985 relative au financement du programme de travail du Système et à l'importance accordée par les Etats membres au projet PADIS,

Notant avec satisfaction les résultats des négociations du Secrétaire exécutif de la CEA avec les organismes donateurs concernant le financement de la troisième phase du programme du Système,

Se félicitant des mesures prises par certains Etats membres pour mettre sur pied ou renforcer leur infrastructure en matière d'information et de documentation,

Notant avec satisfaction les mesures prises par les pays de la sous-région d'Afrique du Nord en vue de la création d'un système de documentation et d'information pour l'Afrique du Nord,

Notant les résultats de l'évaluation faite conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement, la Commission économique pour l'Afrique, le Conseil de recherches pour le développement international et le Gouvernement nigérien,

Ayant examiné le rapport et les recommandations du Comité technique régional du Système à sa deuxième réunion tenue les 11 et 12 avril 1986 à Yaoundé (Cameroun),

1. Adopte le rapport de la deuxième réunion du Comité technique régional du Système panafricain de documentation et d'information et prend acte du programme de travail du Système pour la période 1986-1987 qu'il contient;

2. Remercie le Programme des Nations Unies pour le développement et le Centre de recherches pour le développement international pour leur participation à l'évaluation et pour l'engagement qu'ils ont de nouveau pris de fournir une aide financière au projet PADIS;

3. Remercie le Gouvernement français, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque africaine de développement pour l'intérêt qu'ils ont manifesté pour le financement de certains éléments du programme du Système;

4. Rend hommage à la Ligue des Etats arabes, pour avoir accepté que le Centre de documentation de la Ligue des Etats arabes accueille le Système de documentation et d'information pour les pays de l'Afrique du Nord pour une période transitoire de trois ans;

5. Demande au Secrétaire exécutif d'entreprendre des négociations avec la Ligue des Etats arabes en vue de l'application du projet susvisé;

6. Exprime ses remerciements à toutes les organisations internationales et, en particulier, à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, pour leur participation et leur assistance au Système panafricain de documentation et d'information;

7. Invite les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de Yaoundé et de Gisenyi à arrêter les arrangements nécessaires pour la création du Système de documentation et d'information pour l'Afrique du Centre;

3. Demande au Comité technique régional de soumettre à la Commission, à sa vingt-deuxième session, la stratégie et le plan de travail pour la période 1987-1991;

9. Invite les pays africains membres du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à prendre contact avec la Communauté économique européenne, afin de permettre au Système panafricain de documentation et d'information de bénéficier des fonds affectés aux projets régionaux dans le cadre de la Convention de Lomé III;

10. Demande également aux autres pays africains, notamment ceux membres du Comité technique régional du Système, d'entreprendre les mêmes démarches auprès de la CEE pour obtenir le financement du Système de documentation et d'information pour l'Afrique du Nord dont on envisage la création;

11. Demande en outre aux Gouvernements nigérien et zambien de continuer à faciliter la mise en place respectivement du système de documentation et d'information pour l'Afrique de l'Ouest et du système de documentation et d'information pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe;

12. Prie l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de prendre les mesures nécessaires pour que soit approuvé le projet RAB/82/008 relatif à la mise sur pied du système de documentation et d'information pour l'Afrique du Nord et, à cette fin, charge le Président du Comité technique sous-régional du Système d'entreprendre des démarches auprès du Programme des Nations Unies pour le développement;

13. Prie le Secrétaire exécutif de poursuivre et d'intensifier les négociations qu'il a engagées avec les organismes donateurs en vue du financement de la troisième phase du projet PADIS;

14. Invite le Secrétaire exécutif à engager des consultations avec toutes les organisations parrainées par la Commission économique pour l'Afrique ainsi qu'avec les organisations internationales et régionales s'intéressant à la documentation et à l'information en Afrique en vue d'en harmoniser les programmes et d'établir des liens de coopération dans ce domaine;

15. Demande au Secrétaire exécutif de faire rapport sur la suite donnée à la présente résolution à la vingt-deuxième session de la Conférence des ministres.

247ème séance,  
19 avril 1986.

582 (XXI). Propositions visant à réviser le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1986-1987 compte tenu des ouvertures de crédits approuvées par l'Assemblée générale et des fonds extra-budgétaires disponibles

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 554 (XX) du 29 avril 1985 sur le programme de travail et ordre de priorité de la Commission économique pour l'Afrique, 1986-1987,

Prenant note du soutien apporté par les membres africains et autres du Comité du programme et de la coordination à l'exécution du programme de travail et ordre de priorité de la Commission pour l'exercice biennal 1986-1987,

Ayant examiné les propositions de mise à jour du projet de budget - programme 1986-1987,

Préoccupée par la diminution des ressources dont dispose la Commission pour mener à bien son programme de travail et ordre de priorité,

Convaincue que le programme d'activités devrait être le reflet des ressources disponibles,

1. Décide de mettre à jour le programme de travail et ordre de priorité de la Commission économique pour l'Afrique pour la période 1986-1987, conformément aux propositions formulées;

2. Exprime sa gratitude aux membres du Comité du programme et de la coordination pour le soutien qu'ils ont apporté en vue de l'adoption du programme de travail et ordre de priorité pour la période 1986-1987;

3. Prie le Secrétaire exécutif de réviser le projet du programme de travail et ordre de priorité de la Commission pour la période biennale 1986-1987 conformément aux propositions formulées;

4. Invite le Secrétaire général de l'ONU à tenir compte de ces propositions au moment de l'élaboration de son rapport sur l'activité de l'Organisation pour la période biennale 1986-1987.

247ème séance,  
19 avril 1986.

583 (XXI). Deuxième mise à jour et révision du Plan à moyen terme (1984-1989)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 541(XX) du 29 avril 1985 sur le rôle du commerce et du financement du développement dans l'atténuation de la crise économique et sociale en Afrique,

Rappelant en outre sa résolution 535(XX) du 29 avril 1985 sur la femme et le développement en Afrique,

Ayant présents à l'esprit la résolution 37/234 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1982 et l'annexe sur le règlement régissant la planification des programmes, les aspects du budget ayant trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation,

Ayant examiné les propositions relatives à la deuxième mise à jour et à la révision du Plan à moyen terme pour la période 1984-1989,

1. Adopte les propositions relatives à la deuxième mise à jour et à la révision du Plan à moyen terme pour la période 1984-1989;

2. Invite les pays africains membres du Comité du programme et de la coordination à soutenir ces propositions lors de la vingt-sixième session dudit Comité;

3. Exhorte le Comité du programme et de la coordination à examiner favorablement ces propositions lors de sa vingt-sixième session, et à recommander, par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire, prévue pour juillet 1986, que lesdites propositions soient adoptées par l'Assemblée générale à sa quarante et unième session;

4. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA de réviser ces propositions à la lumière des recommandations de l'Assemblée générale.

247ème séance,  
19 avril 1986.

584 (XXI). Etude et évaluation du rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans le développement des pays africains : prise de décision, programme et exécution de projets

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 508(XIX) en date du 26 mai 1984 sur le rapport biennal du Secrétaire exécutif et notamment le paragraphe 6 du dispositif relatif à l'amélioration des méthodes d'exécution des programmes,

Consciente de la nécessité pour les institutions de procéder à une auto-évaluation à intervalles réguliers afin de leur permettre de déterminer dans quelle mesure elles s'acquittent de leur mission et, le cas échéant, de réajuster leurs méthodes de travail,

Convaincue que, en tant que principal centre de développement économique et social global pour l'Afrique au sein du système des Nations Unies, la Commission économique pour l'Afrique peut tirer avantage d'une auto-évaluation,

1. Félicite le Secrétaire exécutif d'avoir pris l'initiative de procéder à l'évaluation du rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans le développement du continent africain;

2. Recommande que l'évaluation porte sur la période allant de 1958 à 1985, en mettant l'accent sur la période 1975-1985, afin de fournir des renseignements sur les résultats obtenus par la Commission au cours de ses vingt-huit années d'existence;

3. Invite les Etats membres à collaborer pleinement à la réalisation de l'étude et de l'évaluation du rôle de la Commission dans le développement des pays africains;

4. Prie le Secrétaire exécutif de soumettre aux Etats membres, pour observations, le rapport d'évaluation avant sa mise au point définitive.

247ème séance.  
19 avril 1986.

585 (XXI). Création d'un Centre africain pour l'application de la météorologie au développement

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 473 (XVIII) en date du 2 mai 1983 sur la situation climatique et la sécheresse en Afrique, 528 (XIX) en date du 26 mai 1984 sur l'application des services météorologiques à la lutte contre la sécheresse en Afrique et 540 (XX), en date du 29 avril 1985, portant création d'un centre africain pour l'application de la météorologie au développement,

Rappelant également la résolution AHG/Res.133 (XX) concernant la création d'un fonds spécial d'assistance d'urgence dans les situations de sécheresse et de famine en Afrique, adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingtième session ordinaire,

Prenant note du rapport et des recommandations de la troisième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement 16/ et du rapport intérimaire sur la création d'un centre africain pour l'application de la météorologie au développement 17/,

1. Prie le Secrétaire exécutif à engager avec les pays hôtes potentiels des consultations avant que soit prise une décision portant sur le capital et l'incidence financière qu'implique la création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement et visant à savoir si les Etats seraient disposés à souscrire à l'opération;

---

16/ E/ECA/CM.12/9.

17/ E/ECA/CM.12/14 et Corr.1.



2. Prie en outre le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, d'élaborer un projet de statuts du Centre et, par l'intermédiaire du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement, de soumettre ce projet à la Conférence des ministres, à sa treizième réunion;

3. Demande au Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, de rechercher un appui financier auprès du Programme des Nations Unies pour le développement, du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de donateurs bilatéraux et multilatéraux afin de créer le Centre et d'exécuter en 1986 la phase préparatoire du projet de création du Centre, et de faire rapport à la Commission à sa vingt-deuxième session en 1987;

4. Prie le Secrétaire exécutif de coopérer, autant que de besoin, avec le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et de faire rapport à la Commission, à sa vingt-deuxième session, sur la mise en oeuvre de la présente résolution et du paragraphe 3 de la résolution 540 (XX) du 29 avril 1985 concernant le réseau de télécommunications régional de l'Organisation météorologique mondiale.

247ème séance,  
19 avril 1986.

586 (XXI). Quatrième programme régional pour l'Afrique appuyé par le Programme des Nations Unies pour le développement

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le document 18/ sur l'orientation et les secteurs prioritaires définis dans le quatrième programme régional pour l'Afrique (1987-1991) appuyé par le PNUD, établi conjointement par la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement,

Se félicitant de la manière dont la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement continuent de collaborer dans la formulation et l'exécution du programme régional pour l'Afrique, appuyé par le Programme,

Prenant note des leçons tirées de l'exécution du programme régional pour l'Afrique pour la période 1982-1986,

Prenant note également du volume de ressources prévu pour l'Afrique au titre du quatrième programme régional appuyé par le Programme des Nations Unies pour le développement,

1. Prend note du document relatif à l'orientation et aux principaux éléments du programme régional pour l'Afrique au cours du quatrième cycle de programmation (1987-1991);

2. Exprime sa gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement pour l'intérêt qu'il continue de porter au développement de la région africaine;

3. Décide de convoquer les 13 et 14 octobre 1986, à Addis-Abeba (Ethiopie), une réunion extraordinaire de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique qui sera chargée d'examiner et d'approuver le projet de programme régional établi dans le cadre du quatrième cycle de programmation, avant qu'il soit soumis au Conseil d'administration du Programme en juin 1987, aux fins d'approbation;

4. Prie l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de poursuivre leur collaboration, en faisant en sorte que le programme régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement soit exécuté.

247ème séance,  
19 avril 1986.

587 (XXI). Maintien des ressources financières allouées à la Communauté économique des pays des Grands Lacs dans le cadre du troisième cycle de programmation

La Conférence des ministres,

Ayant été informée de la demande de la Communauté économique des pays des Grands Lacs adressée au Programme des Nations Unies pour le développement pour débloquer les fonds qui lui ont été initialement alloués dans le cadre du troisième cycle de programmation pour l'exécution des projets prioritaires avant la fin de ce cycle,

Rappelant que l'exécution d'un certain nombre de projets d'assistance multisectorielle à la Communauté a été retardée pour permettre l'évaluation des activités de la Communauté conformément à la décision de ses plus hautes instances,

Rappelant également que les fonds à débloquer permettront de poursuivre l'exécution de sept projets dans les secteurs prioritaires retenus par la Conférence au sommet des chefs d'Etat de la Communauté,

Tenant compte du fait que les études relatives à ces projets ont déjà été entreprises,

Prie instamment le Programme des Nations Unies pour le développement de débloquer les fonds initialement alloués à l'exécution de ces projets le plus rapidement possible, afin de permettre à la Commission économique pour l'Afrique, qui est le principal agent d'exécution, de réaliser lesdits projets.

247ème séance,  
19 avril 1986.

Annexe I.

REUNIONS D'ORGANES SUBSIDIAIRES TENUES PENDANT  
LA PERIODE CONSIDEREE (30 AVRIL 1985 AU 21 AVRIL 1986)

Organe et fonctionnaires	Réunion ou session	Côte du document
<u>Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement</u>	Troisième réunion Addis-Abeba (Ethiopie) 22-26 juillet 1985	E/ECA/CM.12/9
Président : Mme Mavis Muyunda (Bénin) Rapporteur : M. Ndayisiniye Cyrique (Rwanda)		
<u>Conférence des ministres africains du commerce</u>	Huitième session Brazzaville (Congo) 28-31 octobre 1985	E/ECA/CM.12/8
Président : Congo Rapporteur : Zimbabwe		
<u>Comité intergouvernemental d'experts sur la science et la technique au service du développement</u>	Quatrième réunion Addis-Abeba (Ethiopie) 18-22 novembre 1985	E/ECA/CM.12/4
Président : M. Gaston Payom (Cameroun) Rapporteur : M. A. Farah (Djibouti)		
<u>Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains</u>	Quatrième session Addis-Abeba (Ethiopie) 3-12 mars 1986	E/ECA/CM.12/29
Président : M. Abdelhafid Rouissi (Maroc) Rapporteur : M. F. Modise (Botswana)		
<u>Conférence des ministres africains, des transports, des communications et de la planification</u>	Septième réunion Harare (Zimbabwe) 10-11 mars 1986	E/ECA/CM.12/43
Président : Zimbabwe Rapporteur : Rwanda		

Comité intergouvernemental  
d'experts des pays africains les  
moins avancés

Cinquième réunion  
Yaoundé (République  
du Cameroun)  
2-4 avril 1986

E/ECA/CM.12/30

Président : M. Odaye Komlanvi (Togo)  
Rapporteur : M. G. W. Lutaya-Kamya  
(Ouganda)

Comité technique préparatoire  
plénier

Septième réunion  
Yaoundé (République  
du Cameroun)  
7-14 avril 1986

E/ECA/CM.12/44

Président : M. Jean Baptiste Djoumessi  
(Cameroun)  
Rapporteur : M. G. W. Lutaya-Kamya  
(Ouganda)

ANNEXE II

Liste des documents

- |     |   |  |
|-----|---|--|
| 1.  | E/ECA/CM.12/1/Rev.2<br>E/ECA/TPCW.7/1/Rev.2 | Ordre du jour provisoire<br>Ordre du jour provisoire   |
| 2.  | E/ECA/CM.12/2<br>E/ECA/TPCW.7/2             | Ordre du jour provisoire annoté<br>Ordre du jour provisoire annoté   |
| 3.  | E/ECA/CM.12/3                               | Rapport biennal du Secrétaire exécutif sur<br>les activités de la CEA, 1984-1985   |
| 4.  | E/ECA/CM.12/4                               | Rapport de la quatrième réunion du Comité inter-<br>gouvernemental d'experts pour le développement<br>de la science et de la technique   |
| 5.  | E/ECA/CM.12/5                               | Etude des conditions économiques et sociales<br>en Afrique, 1984-1985  |
| 6.  | E/ECA/CM.12/6                               | Politiques d'utilisation des terres et sys-<br>tèmes d'exploitation dans certains pays d'Afrique   |
| 7.  | E/ECA/CM.12/7                               | Mise en valeur du charbon en Afrique : Propo-<br>sitions pour accroître l'utilisation du charbon   |
| 8.  | E/ECA/CM.12/8                               | Rapport de la huitième session de la Confé-<br>rence des ministres africains du commerce   |
| 9.  | E/ECA/CM.12/9<br>E/ECA/CM.12/9/Summary      | Rapport de la troisième réunion du Comité régional<br>intergouvernemental mixte des établissements<br>humains et de l'environnement  |
| 10. | E/ECA/CM.12/10                              | Rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique en 1986   |
| 11. | E/ECA/CM.12/11<br>E/ECA/CM.12/11/Rev.1      | Rapport de la Conférence des ministres de la<br>CEA sur l'examen des programmes et stratégies<br>des institutions intergouvernementales visant<br>à réduire les pertes de denrées alimentaires<br>après récoltes |
| 12. | E/ECA/CM.12/12<br>E/ECA/CM.12/12/Rev.1      | Situation de l'alimentation et de l'agriculture<br>en Afrique  |
| 13. | E/ECA/CM.12/13                              | Promotion de la coopération et de l'intégration<br>économiques : coopération économique et technique<br>régionale et interrégionale, questions à examiner  |
| 14. | E/ECA/CM.12/14                              | Création du Centre africain pour l'application<br>de la météorologie au développement : Rapport<br>intérimaire et actions futures à mener  |

- E/ECA/CM.12/14/Summary      Création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement : Rapport intérimaire et actions futures à mener
15. E/ECA/CM.12/15      Examen des politiques agricoles et alimentaires de certains pays d'Afrique en vue d'améliorer les capacités de planification des politiques officielles
16. E/ECA/CM.12/16      Mesures visant à aider les coopératives et les organisations/associations de petits agriculteurs à améliorer la commercialisation des produits alimentaires et des productions animales
17. E/ECA/CM.12/17      Etude sur le remplacement des importations de produits vivriers dans certains pays d'Afrique
18. E/ECA/CM.12/18      Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique : Rapport intérimaire annuel, 1985
19. E/ECA/CM.12/19      Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique : Rapport intérimaire commun de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA et considérations pour les actions futures
20. E/ECA/CM.12/20      Mesures prises en Afrique en vue d'assurer le suivi de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix
21. E/ECA/CM.12/21      Suite donnée aux résolutions et décisions adoptées par la vingtième session de la Commission et onzième réunion de la Conférence des ministres
- E/ECA/CM.12/21/Add.1      Additif au document relatif à la suite donnée aux résolutions et décisions adoptées par la vingtième session de la Commission et la onzième réunion de la Conférence des ministres
22. E/ECA/CM.12/22      Rapport de la réunion d'experts de la région Afrique convoquée pour préparer la Conférence des Nations Unies pour la promotion et la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire
23. E/ECA/CM.12/23      Rapport de la réunion des secrétariats de l'OUA, de la CEA, de la BAD et du CAEM sur la préparation de la Conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique

- |     |                |  |
|-----|----------------|--|
| 24. | E/ECA/CM.12/24 | Rapport des conseils des ministres des MULPOC  |
| 25. | E/ECA/CM.12/25 | Rapport biennal consolidé sur les activités des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA, 1984-1985  |
| 26. | E/ECA/CM.12/26 | Programme de travail et budget biennal d'ensemble des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA pour la période 1986-1987   |
| 27. | E/ECA/CM.12/27 | Rapport de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement   |
| 28. | E/ECA/CM.12/28 | Information et développement en Afrique  |
| 29. | E/ECA/CM.12/29 | Rapport de la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains  |
| 30. | E/ECA/CM.12/30 | Rapport de la cinquième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés   |
| 31. | E/ECA/CM.12/31 | Rapport de la septième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement   |
| 32. | E/ECA/CM.12/32 | Rapport de la troisième réunion du Groupe intergouvernemental d'experts des ministères des finances, des banques centrales et des services juridiques sur la création d'un fonds monétaire africain                              |
| 33. | E/ECA/CM.12/33 | Rapport de la deuxième réunion du Comité technique régional du PADIS   |
| 34. | E/ECA/CM.12/34 | Rapport et recommandations de la sixième Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA  |
| 35. | E/ECA/CM.12/35 | Résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1985 et par l'Assemblée générale à sa quarantième session dans les domaines économiques et sociaux intéressant l'Afrique |
| 36. | E/ECA/CM.12/36 | Propositions en vue de la mise à jour du budget - programme 1986-1987 compte tenu des crédits approuvés par l'Assemblée générale et des ressources extrabudgétaires disponibles  |

37. E/ECA/CM.12/37 Orientation et principaux éléments du programme régional pour l'Afrique au cours du quatrième cycle de programmation (1987-1991)
38. E/ECA/CM.12/38 Rapport de la sixième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés
39. E/ECA/CM.12/39 Etude des obstacles à l'amélioration des installations d'entreposage en Afrique centrale et en Afrique du Nord
40. E/ECA/CM.12/40 Rapport de la Conférence régionale sur la coopération intra-africaine en matière de tourisme
41. E/ECA/CM.12/41 Propositions en vue d'une deuxième mise à jour et d'une révision du Plan à moyen terme 1984-1989
42. E/ECA/CM.12/42 Projet d'examen et d'évaluation du rôle de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) dans le développement de l'Afrique - orientation générale, programmation et exécution de projets 1975-1985
43. E/ECA/CM.12/43 Rapport de la cinquième réunion des ministres africains des transports, des communications et de la planification
44. E/ECA/CM.12/44 Rapport de la septième réunion du Comité technique préparatoire plénier.